CREST
CENTER FOR RESEARCH IN ECONOMICS AND STATISTICS

WORKING PAPER SERIES

Les déterminants du consentement à l'impôt en France : Analyse de l'enquête du Conseil des prélèvements obligatoires 2021

Pierre C. Boyer, Thibault Ingrand, Christophe Strassel

N°10/April 2022

CREST
Center for Research in Economics and Statistics
UMR 9194

5 Avenue Henry Le Chatelier
TSA 96642
91764 Palaiseau Cedex
FRANCE

Phone: +33 (0)1 70 26 67 00
Email: info@crest.science
https://crest.science/

Disclaimer: This paper has not been peer-reviewed or subject to internal review by CREST. The views expressed are those of the authors and do not necessarily reflect those of the CREST.

Les déterminants du consentement à l'impôt en France : Analyse de l'enquête du Conseil des prélèvements obligatoires 2021*

Pierre C. Boyer† Thibault Ingrand‡ Christophe Strassel§

19 avril 2022

Résumé

Cet article présente les résultats d'une enquête menée en septembre 2021 auprès d'un échantillon représentatif de Français sur le consentement à l'impôt. Plusieurs mesures du consentement sont définies et mises en regard avec les caractéristiques socio-économiques, le niveau de connaissance du système fiscal, la confiance accordée dans les institutions, la satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public et l'imposition du patrimoine, et la perception de la justice du système actuel par les enquêtés. Après une présentation descriptive des réponses, une analyse économétrique révèle que les déterminants socio-économiques du consentement varient d'une mesure à l'autre, mais que les autres déterminants sont communs en signe et en amplitude. La connaissance, la confiance, et la perception d'une bonne utilisation de l'argent public sont fortement corrélées au consentement à l'impôt. La question de la justice fiscale joue aussi un rôle important puisque la perception d'une « juste » redistribution et d'une « juste » contribution des différents niveaux de revenus est positivement corrélée au consentement. A l'inverse, l'impression que certains groupes sont trop mis à contribution et d'autres pas assez est négativement corrélée au consentement à l'impôt.

Mots-clés : Impôt ; consentement ; fiscalité ; bien public ; confiance ; inégalité ; administration fiscale.

Codes de classification JEL : C83 ; H20 ; H50.

---

*Nous tenons à remercier les membres du Conseil des prélèvements obligatoires pour leurs commentaires sur la rédaction des questions et sur nos résultats, Antoine Ferey, Claire Leroy et Emmanuelle Taugourdeau pour leurs commentaires, ainsi qu'Arnaud Pandevant et Adrien Vallette pour leur travail d'assistants de recherche. Nous remercions également les producteurs des données mobilisées dans le cadre de cette étude (INSEE, DGFIP), le Comité du secret statistique et le CASD pour les modalités pratiques d'accès et d'exploitation de ces données. Boyer et Ingrand remercient les Investissements d'Avenir (ANR-11-IDEX-0003/Labex Ecodec/ANR-11-LABX-0047), ANR-19-CE41-0011-01 and ANR-20-CE41-0013-01 pour leur soutien financier. Les résultats présentés dans cette étude n'engagent que les auteurs.

†CREST, École polytechnique, 5 avenue Henry Le Chatelier, 91128 Palaiseau, France. Courriel : pierre.boyer@polytechnique.edu

‡CREST, École polytechnique, 5 avenue Henry Le Chatelier, 91128 Palaiseau, France. Courriel : thibault.ingrand@polytechnique.edu

§Cour des comptes, 13 Rue Cambon, 75001 Paris, France. Courriel : christophe.strassel@ccomptes.fr

1 Introduction

Cet article présente les résultats d'une enquête menée en septembre 2021 auprès d'un échantillon représentatif de Français sur le consentement à l'impôt : le « Baromètre des prélèvements obligatoires 2021 ». Les questions posées lors de ce sondage permettent d'une part d'évaluer le consentement à l'impôt dans la population française et d'autre part de dégager les facteurs de ce consentement [1].

Le consentement à l'impôt, comme droit politique des citoyens à définir les modalités de l'impôt, est un principe juridique au fondement des démocraties occidentales (Cf. Rousseau (1755), Bouvier (2019)). La Révolution française est née de la convocation des États généraux par le roi en 1789 pour faire face aux difficultés financières du Royaume. Les États généraux sont devenus Assemblée nationale constituante et ont adopté la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC), dont l'un des principes fondateurs est le consentement des citoyens à l'impôt [2]. Le corollaire du consentement comme principe démocratique fondamental devrait être l'acceptation parfaite de l'impôt par les citoyens puisque ceux-ci en ont eux-mêmes déterminé les modalités. Or, l'histoire des relations entre les contribuables et la contrainte fiscale montre bien que ces relations ont été particulièrement conflictuelles, même dans le cadre de régimes politiques démocratiques [3]. En France, les deux siècles qui ont suivi la Révolution ont été en effet marqués par de nombreuses contestations de l'impôt et de ses modalités (Cf. Delalande (2011)). Si un consensus fiscal semble s'être dégagé au cours des Trente glorieuses, le consentement comme acceptation politique de l'impôt ne peut être considéré comme acquis comme le révèle la multiplication des mobilisations antifiscales au cours des dernières décennies [4].

Au-delà du principe juridique, le consentement à l'impôt recouvre deux réalités

1. La liste complète des questions et la méthodologie sont en Annexe.

2. L'article 14 de la DDHC reprend ce principe et énonce : « Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ».

3. Cf. Keen and Slemrod (2021), Besley and Persson (2011), Acemoglu and Robinson (2006), Martin and Prasad (2014).

4. Nous pouvons citer les "poll tax riots" au Royaume-Uni dans les années 1990, le mouvement du "Tea Party" aux États-Unis dont la première large mobilisation à travers le pays fut le 15 avril 2009 qui correspond au Tax Day (la date limite de déclaration des revenus pour résidents américains). En France, nous pouvons recenser le mouvement des « bonnets rouges », des « pigeons », et plus indirectement des « gilets jaunes ». Cf. Boyer, Delemotte, Gauthier, Rollet and Schmutz (2020) pour une étude des déterminants de la mobilisation des gilets jaunes et Bendali and Rubert (2020) pour une revue de littérature en sciences sociales sur le sujet.

concrètes distinctes : le « civisme fiscal », soit la propension des contribuables à s'acquitter de la contrainte fiscale, et l'« acceptation politique de l'impôt », soit l'adhésion politique et idéologique au système fiscal tel qu'il existe. Il faut bien distinguer ces deux notions, car si les citoyens s'acquittent de leur devoir fiscal, cela ne signifie pas pour autant qu'ils y adhèrent politiquement. L'inverse est aussi envisageable : les contribuables peuvent contourner la règle fiscale sans pour autant émettre de revendication politique (Cf. Spire (2018)).

Dans notre étude, nous cherchons à mettre en évidence les déterminants de l'acceptation politique de l'impôt. Nous mesurons cette acceptation auprès des répondants par l'intermédiaire de trois critères différents : (1) l'opinion sur le niveau général des impôts, (2) l'opinion sur le niveau des impôts payés par le répondant lui-même, (3) le fait de considérer ou pas le paiement des impôts comme un acte citoyen.

D'après notre enquête, 75,2% des Français estiment que le niveau général des impôts est trop élevé en France et 63,5% estiment devoir payer personnellement un niveau d'impôts trop élevé. Ces chiffres très élevés semblent indiquer un difficile consentement à l'impôt en France. Notre troisième mesure du consentement diffère sensiblement des deux précédentes en ce qu'elle se concentre sur le principe même de l'impôt et non sur le système fiscal dans sa globalité, compris comme l'ensemble des taux, assiettes, méthodes de recouvrement et qui sont le fruit de choix politiques. Comparer cette variable avec les deux autres permet donc de distinguer le rejet de l'impôt du rejet du système fiscal tel qu'il existe. Les réponses à cette question diffèrent fortement des précédentes : 80% des répondants sont d'accord avec l'affirmation « payer ses impôts est un acte citoyen ». Par ailleurs, on constate que près de 90% des répondants ayant répondu ne pas penser que « payer ses impôts est un acte citoyen » trouvent le niveau général des impôts trop élevé. Cela suggère que les deux variables mesurent la même variable latente, mais avec des graduations différentes. Finalement, 57,3% des Français répondent que le niveau général des impôts est trop élevé mais que payer ses impôts est bien un acte citoyen. Ce chiffre révèle qu'une large fraction de la population s'acquitte par principe de son devoir fiscal sans pour autant adhérer pleinement au système actuel.

Nous conduisons une analyse économétrique afin de dégager les déterminants du consentement mesuré à partir de ces trois critères. La question des déterminants du consentement à l'impôt a déjà fait l'objet de nombreuses recherches en sciences sociales (Cf. Section 2). Le questionnaire part des acquis de ces recherches et vise à mesurer de nombreux déterminants possibles de l'acceptation de l'impôt. Il intègre 41 questions

réparties en différentes sections, chacune ciblant une dimension précise [5]. Nous analysons six grandes catégories de déterminants du consentement : les caractéristiques socio-économiques, le niveau de connaissance du système fiscal, la confiance accordée dans les institutions, l'opinion sur l'utilisation de l'argent public, l'opinion sur l'imposition du patrimoine et la perception de la justice du système actuel. Nos six catégories sont construites à partir d'une ou plusieurs questions, et parfois rapportées comme un indice [6].

Nous estimons les paramètres d'un modèle Probit binaire [7] : les mesures du consentement constituent nos variables à expliquer, les déterminants listés ci-dessus sont les variables explicatives. Tout d'abord, nos résultats révèlent que les déterminants socio-économiques varient sensiblement d'une mesure de consentement à l'autre. En revanche, les effets mesurés des autres variables explicatives, telles que le niveau de connaissance du système fiscal, le niveau de confiance dans les institutions, la satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public ou encore la perception de l'équité du système fiscal, sont très proches d'une mesure à l'autre, tant en signe qu'en amplitude. Les variables de connaissance, de confiance et de bonne utilisation de l'argent public sont fortement corrélées au consentement à l'impôt. La question de la justice fiscale joue aussi un rôle important puisque la perception d'une « juste » redistribution et d'une « juste » contribution des différents niveaux de revenus est positivement corrélée au consentement. A l'inverse, l'impression que certains groupes sont trop mis à contribution et d'autres pas assez est négativement corrélée au consentement à l'impôt. Le désaccord des contribuables sur les questions de justice fiscale semble donc compliquer la mise en place d'un système fiscal qui satisferait le plus grand nombre.

Nous montrons également que, en contrôlant par le niveau d'études, l'âge, le niveau de connaissance et les variables d'opinion, le consentement diminue, dans un premier temps, avec le revenu, puis augmente à partir d'un certain seuil. On observe un résultat similaire en remplaçant dans la régression une mesure continue de revenus par une variable catégorielle sur les niveaux de revenus : les revenus intermédiaires ont un consentement plus faible que les bas revenus et les hauts revenus. En revanche, cet effet

5. Les statistiques descriptives pour les questions non commentées dans cet article sont disponibles dans la Note N^o3 du CPO « Baromètre des prélèvements obligatoires en France - Première édition 2021 ».

6. La Section 5 présente une analyse de robustesse avec des constructions alternatives des indices et des régressions avec l'ensemble des réponses.

7. Nous montrons dans la Section 5 que les résultats obtenus sont robustes lorsque l'on utilise un modèle Logit ou un modèle Probit ordonné.

disparaît lorsque l'on inclut le taux marginal d'imposition sur le revenu, qui capture alors tout l'effet négatif. Cela semble suggérer que le revenu impacte négativement le consentement via l'impôt sur le revenu, du moins en partie.

Nous conduisons plusieurs tests de robustesse sur notre modèle : sélection de variables par une régression Lasso, utilisation d'un modèle Logit ou d'un modèle Probit ordonné, ou encore décomposition des indices inclus dans la régression. Les résultats de ces tests confortent les conclusions décrites précédemment.

La suite de cet article est divisée en six parties. Dans un premier temps, nous revenons sur la littérature en sciences sociales sur le sujet et nous discutons des facteurs susceptibles d'expliquer le consentement (Section 2). Dans un deuxième temps, nous décrivons en détail les résultats de l'enquête et en particulier les variables explicatives retenues pour l'analyse économétrique (Section 3). Nous présentons ensuite les résultats de l'analyse économétrique des déterminants du consentement et discutons ces résultats (Section 4). Dans un quatrième temps, nous présentons plusieurs analyses de robustesse de nos résultats principaux (Section 5). Enfin, nous concluons en discutant des perspectives pour des études futures (Section 6).

2 Les déterminants du consentement à l'impôt dans la littérature

La littérature en sciences sociales a mis en évidence de nombreux déterminants du consentement à l'impôt, entendu soit comme civisme fiscal (on parle aussi de conformité fiscale ou de « tax compliance »), soit comme acceptation politique de l'impôt, en utilisant différentes approches et méthodes.

Selon une approche inspirée de l'individualisme méthodologique, plus le coût social et économique associé au non-paiement de l'impôt est important, par l'intermédiaire d'amendes voire de peines de prison par exemple, plus l'incitation des contribuables à se conformer à l'impôt est théoriquement élevée (Cf. Becker (1968), Allingham and Sandmo (1972)). Une politique du « bâton » reposant sur le principe de punitions élevées pour les contribuables qui ne s'acquittent pas de l'impôt aura pour effet de renforcer le civisme fiscal mais n'aura aucune raison de renforcer l'acceptation poli-

tique de l'impôt (Cf. Slemrod and Gillitzer (2014)). Le contribuable se pliera à la contrainte, mais contre son gré, ce qui peut avoir des effets délétères sur l'acceptation de l'impôt et le civisme fiscal à long terme. Ainsi, certains pays ont adopté des approches plus « douces » et l'utilisation de coup de pouce (ou « nudge », cf. Thaler and Sunstein (2008)) pour inciter les contribuables à s'acquitter de leur devoir fiscal. Par exemple, l'administration fiscale australienne commence par établir un dialogue avec les contribuables réfractaires, avant de passer à des sanctions dont le coût s'élève graduellement [8].

Des modèles plus complexes pour expliquer le civisme fiscal, prenant en compte non seulement le coût financier en cas de non-paiement de l'impôt mais aussi le coût moral du non-paiement et le coût du processus de paiement, ont été développés. Dans ce cadre, l'État peut actionner plusieurs leviers pour augmenter le recouvrement de l'impôt. Une expérience naturelle menée en Belgique par De Neve, Imbert, Spinnewijn, Tsankova and Luts (2021) a montré que la simplification de la communication de l'administration fiscale ainsi que le rappel des peines ou amendes encourues en cas de non-paiement de l'impôt ont un effet bénéfique sur le civisme fiscal. En revanche, les messages faisant appel à la morale du contribuable n'ont que peu d'effet, voire diminuent le civisme fiscal. En général, le rôle de la motivation intrinsèque dans le contexte de civisme fiscal n'est pas tranché (Cf. Andreoni, Erard and Feinstein (1998), Kleven, Knudsen, Kreiner, Pedersen and Saez (2011), Luttmer and Singhal (2014)). Alors que certaines études ont montré que la morale fiscale et les normes sociales peuvent être pertinentes [9], la plupart de la littérature expérimentale sur le civisme fiscal initiée par Slemrod, Blumenthal and Christian (2001) et Blumenthal, Christian and Slemrod (2001) se concentre sur les incitations externes [10]. Dwenger, Kleven, Rasul and Rincke (2016) utilisent une expérience de terrain sur l' « impôt d'église » en Allemagne pour

8. Leviner (2008) rapporte sous quelles conditions une telle méthode prouve son efficacité même si elle ne peut être l'unique levier de l'administration fiscale. En France, cette démarche se retrouve également dans la « loi pour un État au service d'une société de confiance » de 2018 avec l'instauration d'un droit à l'erreur : il est possible de rectifier spontanément ou au cours d'un contrôle une erreur lorsqu'elle est commise de bonne foi. Voir également Alm, Jackson and McKee (1992).

9. Cf. Del Carpio (2013), Fellner, Sausgruber and Traxler (2013) et Hallsworth, List, Metcalfe and Vlaev (2017).

10. Jacquemet, Luchini, Malézieux and Shogren (2017) et Jacquemet, Luchini, Malézieux and Shogren (2019) étudient les déterminants non monétaires des comportements fiscaux (« tax morale ») avec une expérience en laboratoire permettant d'observer à la fois les comportements de déclaration de revenu des participants et des mesures psychologiques issues de la littérature en psychométrie. Ils montrent que le pouvoir explicatif global des mesures de moralité individuelles est relativement faible ce qui va à l'encontre de l'hypothèse d'une moralité fiscale intrinsèque.

mettre en évidence le rôle important de la motivation intrinsèque dans le civisme fiscal. Cependant, la mise en place d'un contrôle fiscal plus strict ou de récompenses sociales associées au paiement de l'impôt permettent d'augmenter fortement le civisme fiscal, ce qui confirme le rôle substantiel joué par les motivations extrinsèques. Ils concluent que la motivation intrinsèque est importante pour comprendre le comportement en matière de conformité fiscale, mais que les effets positifs de l'application d'un contrôle fiscal plus strict surcompensent toute perte associée de motivation intrinsèque. Boyer, Dwenger and Rincke (2016) confirment et précisent ces résultats en montrant que l'imposition d'une norme fiscale plutôt qu'une contribution volontaire évince la motivation intrinsèque. Cependant, les effets négatifs de l'augmentation du contrôle fiscal étant donné un cadre fiscal préexistant semblent être modestes.

La littérature s'est également intéressée aux déterminants de l'acceptation politique de l'impôt. Tout d'abord, la connaissance du système fiscal semble être un facteur prépondérant de l'adhésion des contribuables au système fiscal. Un contribuable qui connaît mal le système fiscal ou qui ne comprend pas les mécanismes en jeu a plus de chance d'être critique vis-à-vis de l'impôt. Par exemple, l'opinion des contribuables américains sur le système fiscal semble évoluer fortement et favorablement en faveur d'une imposition plus progressive après que des explications ont été données sur le principe de la progressivité de l'impôt et les intérêts de la redistribution (Cf. Stantcheva (2021)). A l'inverse, on peut considérer que le système fiscal est trop complexe pour être facilement compréhensible et accepté par l'ensemble des citoyens. Ces derniers ont tendance à penser qu'il serait préférable de le simplifier. Cependant, la préférence pour la simplification semble s'estomper quand des arguments pour la complexité sont avancées, comme l'adaptation de l'impôt aux situations personnelles pour plus de justice fiscale (handicaps, dépendance, ...; cf. Blesse, Buhlmann and Doerrenberg (2019)). Le chapitre de Dani Rodrik et Stefanie Stantcheva dans Blanchard, Tirole, Gollier, Reguant, Rodrik, Stantcheva, Boersch-Supan, Diehl and Propper (2021) analyse les résultats d'une enquête sur les connaissances, perceptions et points de vue des Français concernant les principales politiques dans les domaines de la fiscalité. Menée entre août et septembre 2020 [11], les résultats de cette enquête montrent le niveau de connaissance parcellaire des contribuables sur le système fiscal. Nous discutons les similarités

11. 2020 Taxes and Policy Survey, `https://www.stefanie-stantcheva.com/research/Taxes_and_Policy_Survey_France.pdf`

et différences entre nos résultats et ceux obtenus dans cette étude dans la Section 3.

L'adhésion des contribuables à l'impôt semble également très différenciée suivant les types de prélèvements. Ainsi, s'il est difficile de qualifier un impôt ou prélèvement de populaire en absolu, certains prélèvements sont plus impopulaires que d'autres. Par exemple, malgré un rendement potentiellement élevé, Stantcheva (2021) montre que la taxe sur les successions (« death tax » comme l'appellent les Américains) est une des plus impopulaires même chez les contribuables les moins favorisés. Un argument avancé par les contribuables justifiant ce désamour est le fait qu'elle touche des actifs qui ont déjà été imposés.

L'utilisation et le fléchage des recettes fiscales semblent prépondérants dans l'acceptabilité des prélèvements et des dépenses publiques qui y sont associées. Plus précisément, deux facteurs apparaissent particulièrement importants pour expliquer pourquoi l'introduction d'un nouvel impôt suscite une contestation dans certains cas et pas dans d'autres : la concentration des coûts et la concentration des bénéfices. Plus un impôt repose sur une catégorie bien identifiée de la population, et plus ses bénéfices sont diffus, plus il est susceptible d'être contesté (Cf. Martin and Gabay (2018)). De manière générale, l'utilisation de l'argent public issu des prélèvements et la manière dont les citoyens l'appréhendent sont déterminants pour le consentement. Spire (2018) montre que les travailleurs indépendants sont très critiques vis-à-vis des cotisations sociales parce qu'ils perçoivent celles-ci davantage comme des impôts (i.e. sans contrepartie directe) que comme des cotisations ouvrant des droits. À l'inverse, certains dispositifs comme les réductions d'impôt au titre des dons à des œuvres ou organismes d'intérêt général font rarement l'objet de débats. Enfin, l'acceptation de l'impôt va de pair avec la perception que l'argent public est bien utilisé et une plus grande confiance dans l'État (Cf. Kleven (2014), Alm (2012)). Une érosion de l'adhésion des contribuables à l'impôt pourrait résulter d'une part de l'impression croissante chez certaines catégories de la population de ne pas profiter pleinement des services publics, en particulier dans les territoires les plus reculées, et d'autre part d'un sentiment d'iniquité croissant face à une contrainte fiscale qui ne serait pas identique pour toutes les catégories de citoyens.

Enfin, la perception de la justice du système fiscal semble jouer un rôle prépondérant dans son acceptation politique, même si la notion de « justice fiscale » n'a pas toujours eu la même importance dans le débat public. Alors que la question de la justice fiscale a été au cœur des débats intellectuels pour fonder la fiscalité et en définir ses modalités (Cf. de Caritat marquis de Condorcet (1804)) mais aussi des luttes politiques (Cf. De-

lalande (2011) ; Scheve and Stasavage (2016)), elle s'est effacée au cours des dernières décennies au profit de débats davantage portés sur l'efficacité économique de l'impôt et de son recouvrement. Dans un contexte de montée des inégalités de revenus et de patrimoines (Cf. Piketty (2013)), de nombreux intellectuels, économistes ou responsables politiques appellent à une fiscalité davantage redistributive au nom de la justice fiscale. Cependant, le recours à la notion de justice fiscale semble plutôt déplacer le débat que trancher la question, puisqu'elle est par définition subjective et appelle une discussion spécifique. Cette discussion est néanmoins nécessaire car la fiscalité apparaît comme le corollaire du consensus social et politique autour de la question de justice sociale (Cf. Rosanvallon (2007) ; Bouvier (2013)). Une preuve en est qu'une taxation élevée des hauts revenus et patrimoines ne semble être politiquement acceptable qu'en temps de guerre, alors que les citoyens œuvrent ensemble à la défense de leur nation (Scheve and Stasavage (2016)). Plusieurs enquêtes montrent également que les citoyens adhèrent aux principes d'égalité de sacrifice et d'imposition basée sur les prestations reçues (ou « benefit-based taxation ») mis en avant dès John Stuart Mill et Adam Smith (Mill (1848) ; Smith (1776)) et mise en lumière dans les travaux récents de Weinzierl (2017) et Scheve and Stasavage (2022) [12].

Récemment, des travaux empiriques ont adopté une approche holiste du consentement à l'impôt (Cf. OECD (2019)). A partir de questionnaires détaillés reprenant l'ensemble des déterminants théoriques du consentement présentés ci-dessus et renseignés par un panel représentatif d'une population, il est possible de tester la pertinence individuelle de ces déterminants pour la population étudiée selon une approche *ceteris paribus*. Concernant les facteurs socio-économiques, il a été trouvé que l'âge, le niveau d'éducation et une croyance religieuse étaient, *ceteris paribus*, positivement corrélés à une plus grande acceptation de l'impôt ; concernant les facteurs institutionnels, une plus grande confiance dans l'État et de meilleurs rapports avec l'administration fiscale semblent renforcer le consentement ; enfin, concernant les facteurs « d'opinion », une corrélation positive semble exister avec une préférence pour la redistribution des richesses et pour la démocratie. Dans la lignée de ces travaux, Bazart and Blayac (2022) présentent une étude complémentaire à notre analyse [13]. À partir d'une enquête sur

12. Fabre (2022) montre que le degré de redistribution du système fiscal souhaité par les citoyens peut être déterminé par des enquêtes. L'article de Bierbrauer, Boyer and Peichl (2021a) présente une analyse de la faisabilité politique des réformes fiscales (voir également le résumé non-technique de l'article dans la Note IPP Bierbrauer, Boyer, Lonsdale and Peichl (2021b)).

13. En France, la première étude du sujet avec une enquête est présentée dans Dubergé (1990).

un échantillon de la population française, ils étudient les déterminants des réponses binaires à la question « Avez-vous le sentiment de payer trop d'impôts ? ». Dans la lignée des travaux de James Alm (Cf. Alm (2012) pour une synthèse), les variables explicatives utilisées dans cet article mettent la lumière sur le rôle de l'administration fiscale et de l'évasion fiscale (complexité, dissuasion, coût de conformité) en plus des déterminants tels que la connaissance, la perception de justice, et les caractéristiques socio-économiques. Comme la question utilisée est proche de notre seconde métrique de consentement (« Pensez-vous que vous payez personnellement [trop, ni trop ni pas assez, pas assez] d'impôts ? »), nous discutons les similarités et différences entre nos résultats et ceux obtenus dans leur étude dans la Section 4.

3 Analyse descriptive des résultats de l'enquête

Les statistiques descriptives complètes sur les caractéristiques socio-économiques de l'échantillon sont rapportées en Annexe, de même que la méthodologie de l'enquête, le questionnaire détaillé et les résultats obtenus pour chaque question du questionnaire. Nous présentons dans le corps du texte les différentes métriques du consentement ainsi que les variables explicatives qui sont utilisées dans notre analyse économétrique [14].

3.1 Mesurer le consentement des Français à l'impôt

Grâce aux réponses de l'enquête, nous disposons de plusieurs mesures du consentement à l'impôt : l'opinion sur le niveau général des impôts (question 8), l'opinion sur le niveau des impôts payés par le répondant lui-même (question 9), mais aussi le fait de considérer le paiement des impôts comme un acte citoyen (question 12). Ces questions sont complémentaires et permettent d'obtenir une mesure fine de l'acceptation de l'impôt en France. La question sur l'impôt comme acte citoyen permet de mesurer le degré d'adhésion au principe même de l'impôt. Les deux autres questions, sur le niveau des impôts, mettent l'accent sur le poids que représentent les impôts dans l'économie nationale et dans les revenus des contribuables. Il n'est pas dit, *a priori*, que les déterminants du consentement à l'impôt sont les mêmes d'une mesure à l'autre.

14. Les statistiques descriptives présentées dans les Annexes A et B portent sur l'ensemble des 1.013 répondants de l'enquête, alors que celles présentées dans le corps du texte portent sur les 934 réponses complètes, sur lesquelles ont été conduites l'analyse économétrique. La régression de l'Annexe C2 montre que les données manquantes n'altèrent pas la représentativité de l'échantillon.

Tableau 1 – Mesure du consentement : Niveau général des impôts

	Pas assez élevé %	**Ni trop ni pas assez** %	**Trop élevé** %
Échantillon redressé (n=933)	3.7	21.2	75.2
Femme (n=487)	2.4	21.2	76.4
Homme (n=446)	5.1	21.1	73.7
Catégories de revenus			
Bas revenus (n=338)	4.1	21.4	74.5
Revenus intermediaires (n=482)	3.5	20.6	75.9
Hauts revenus (n=62)	2.2	23.9	74.0
Ne souhaite pas répondre (n=51)	4.3	21.6	74.1
Catégories d'études			
Études courtes (n=229)	2.4	22.2	75.5
Études intermediaires (n=537)	3.6	19.5	76.9
Études longues (n=167)	5.7	25.1	69.2
Catégories d'âge			
18-34 ans (n=241)	7.4	25.0	67.7
35-49 ans (n=249)	3.2	22.2	74.6
50-64 ans (n=227)	2.9	16.8	80.3
65 ans et plus (n=217)	1.0	20.3	78.8

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs. Voir l'Annexe E pour le croisement des mesures de consentement avec l'ensemble des variables.

Le niveau général des impôts. Une variable naturelle pour mesurer le consentement à l'impôt (entendu comme acceptation politique de l'impôt) semble être la réponse à la question sur le niveau général des impôts : « Pensez-vous que, de manière générale, les impôts en France sont trop élevés/pas assez élevés/ni trop ni pas assez élevés ? ». En effet, le niveau d'imposition à l'échelle d'un pays est un enjeu à la fois individuel et politique. Individuel, car plus le niveau général d'imposition est élevé, plus il y a de « chances », quel que soit mon revenu, que j'ai d'impôts à verser à l'État. Politique, car il s'agit également du degré de contribution de l'ensemble des citoyens aux services publics ainsi qu'au degré de redistribution assuré par l'État. La réponse à cette question est donc censée faire intervenir les raisons individuelles et politiques qui entrent en compte dans l'adhésion plus ou moins grande des contribuables à l'impôt.

D'après notre enquête, 75,2% des Français estiment que le niveau général des impôts est trop élevé en France. Ce chiffre très élevé semble indiquer un difficile consentement à l'impôt en France, même si une analyse temporelle serait nécessaire pour mettre ce chiffre en perspective. Le Tableau 1 synthétise les réponses obtenues à cette question en fonction de différentes caractéristiques socio-économiques.

Le niveau personnel des impôts. La deuxième variable que nous avons choisi de retenir comme mesure du consentement est la réponse à la question sur le niveau personnel des impôts : « Pensez-vous que vous payez personnellement trop d'impôts/pas

assez d'impôts/ni trop ni pas assez d'impôts ? ». Par rapport à la première variable, celle-ci devrait capturer davantage le rapport individuel entre le contribuable et l'impôt qu'il paie, et moins son appréciation du système fiscal en général.

Tableau 2 – Mesure du consentement : Niveau personnel des impôts

	Pas assez élevé	**Ni trop ni pas assez**	**Trop élevé**
	%	%	%
Échantillon redressé (n=933)	2.6	33.9	63.5
Femme (n=487)	1.7	36.3	62.0
Homme (n=446)	3.6	31.3	65.1
Catégories de revenus			
Bas revenus (n=338)	3.1	43.4	53.5
Revenus intermédiaires (n=482)	2.1	27.4	70.5
Hauts revenus (n=62)	3.8	28.7	67.5
Ne souhaite pas répondre (n=51)	2.4	39.0	58.6
Catégories d'études			
Études courtes (n=229)	1.9	41.9	56.3
Études intermédiaires (n=537)	2.5	32.1	65.4
Études longues (n=167)	3.8	28.9	67.3
Catégories d'âge			
18-34 ans (n=241)	7.0	36.8	56.1
35-49 ans (n=249)	1.4	33.3	65.2
50-64 ans (n=227)	1.6	31.4	66.9
65 ans et plus (n=217)	0.0	33.9	66.1

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs. Voir l'Annexe E pour le croisement des mesures de consentement avec l'ensemble des variables.

Il est particulièrement intéressant de comparer les réponses à ces deux questions de consentement. Tout d'abord, le taux de personnes qui estiment devoir payer un niveau d'impôts trop élevé est seulement de 63,5%, contre 75,2% à la question précédente. Par ailleurs, le Tableau 3 montre que plus des trois-quarts des personnes interrogées (76,9%) ont donnée la même réponse pour les deux questions. Une partie de l'échantillon (15,5%) a répondu trouver le niveau général des impôts trop élevé mais juger le niveau de leurs propres impôts « ni trop ni pas assez élevé ». La comparaison entre le Tableau 1 et le Tableau 2 montre que ce sont les répondants ayant un « bas revenu » qui constituent l'essentiel de ce report de réponses. Enfin, une part résiduelle des répondants (7,6%) répond de manière différente aux deux questions mais selon d'autres combinaisons.

L'impôt comme acte citoyen. Notre troisième variable de consentement est le paiement de l'impôt comme acte citoyen : « Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : "Payer ses impôts est un acte citoyen" ? ». Cette question diffère sensiblement des précédentes en ce qu'elle se concentre sur le principe même de l'impôt et non sur le système fiscal dans sa globalité, compris comme l'ensemble des taux,

Tableau 3 – Tableau croisé : Niveau personnel et niveau général

	Niveau des impôts payés personnellement		
Niveau général des impôts	Pas assez élevé	Ni trop ni pas assez	Trop élevé
Pas assez élevé	0.9%	1.2%	1.6%
Ni trop ni pas assez	0.6%	17.3%	3.3%
Trop élevé	1.0%	15.5%	58.7%

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 4 – Mesure du consentement : L'impôt comme acte citoyen

	Tout à fait d'accord	**Plutôt d'accord**	**Plutôt pas d'accord**	**Pas du tout d'accord**
	%	%	%	%
Échantillon redressé (n=933)	29.9	50.1	12.4	7.6
Femme (n=487)	25.8	51.9	15.5	6.8
Homme (n=446)	34.3	48.3	9.1	8.3
Catégories de revenus				
Bas revenus (n=338)	24.9	48.9	19.1	7.1
Revenus intermédiaires (n=482)	32.0	52.4	8.2	7.4
Hauts revenus (n=62)	44.7	37.2	9.4	8.7
Ne souhaite pas répondre (n=51)	23.9	52.9	12.4	10.9
Catégories d'études				
Études courtes (n=229)	25.0	53.0	12.8	9.2
Études intermédiaires (n=537)	26.8	51.5	13.7	8.0
Études longues (n=167)	46.6	41.8	7.8	3.8
Catégories d'âge				
18-34 ans (n=241)	26.1	47.4	17.7	8.7
35-49 ans (n=249)	28.4	49.1	12.7	9.9
50-64 ans (n=227)	27.4	54.9	10.9	6.7
65 ans et plus (n=217)	38.2	49.4	7.9	4.5

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs. Voir l'Annexe E pour le croisement des mesures de consentement avec l'ensemble des variables.

assiettes, méthodes de recouvrement et qui sont le fruit de choix politiques. Comparer cette variable avec les deux autres permet donc de distinguer le rejet de l'impôt du rejet du système fiscal tel qu'il existe.

Comparer les réponses à cette question avec les réponses aux questions de consentement précédentes est riche d'enseignements. Tout d'abord, le rapport des réponses positives et négatives est inversé, et fortement : 80% des répondants sont d'accord (tout à fait d'accord, ou plutôt d'accord) avec l'affirmation « payer ses impôts est un acte citoyen » contre seulement 20% qui ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

Par ailleurs, il est intéressant de regarder le tableau croisé des réponses à cette question et les réponses à la question sur le niveau général des impôts, qui nous sert de référence (Tableau 5). On peut constater que près de 90% des répondants ayant répondu ne pas penser que « payer ses impôts est un acte citoyen » trouvent le niveau

Tableau 5 – Tableau croisé : Impôt comme acte citoyen et niveau général des impôts

	Payer ses impôts est un acte citoyen ?	
Niveau général des impôts	Acte citoyen	Pas acte citoyen
Pas trop élevé	22.8%	2.1%
Trop élevé	57.3%	17.9%

Notes : La catégorie « Pas trop élevé » regroupe les réponses « Ni trop ni pas assez élevé » et « Pas assez élevé » de notre questionnaire. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Pourquoi êtes-vous d'accord avec cette affirmation ?

Pourquoi n'êtes-vous pas d'accord avec cette affirmation ?

Figure 1 – Analyse de texte avec les réponses à la question « Payer ses impôts est un acte citoyen »

général des impôts trop élevé. Cela suggère que les deux variables mesurent la même variable latente, mais avec des graduations différentes.

Pour cette mesure du consentement, nous avons laissé la possibilité aux répondants d'expliquer leur opinion [15]. En quelques lignes, nous leur avons demandé de développer les raisons pour lesquelles ils ont répondu que payer ses impôts était ou n'était pas un acte citoyen. Une analyse de texte de ces justifications est présentée dans la Figure 1. Cette analyse révèle que les dictionnaires associés au devoir, à la participation citoyenne et au besoin de financement des services publics ressortent dans les réponses positives. Les réponses négatives font essentiellement référence au niveau des impôts jugé trop élevé.

Synthèse. Nous disposons donc de trois variables de consentement, dont les réponses sont cohérentes les unes avec les autres, mais dont nous ne pouvons pas affirmer avec

15. Ferrario and Stantcheva (2022) présentent l'intérêt des questions ouvertes et les méthodes possibles d'analyse des réponses lors de sondages sur les perceptions du système fiscal.

Tableau 6 – Tableau synthétique des trois variables de consentement

Variables de consentement	Consentement négatif ($Y = 0$)	Consentement positif ($Y = 1$)
Niveau général des impôts	75.2%	24.8%
Niveau personnel des impôts	63.5%	36.5%
L'impôt comme acte citoyen	20.0%	80.0%

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

certitude qu'elles réagissent de la même manière aux différentes variables explicatives du consentement que nous allons étudier. Nous allons donc conduire une analyse économétrique pour chacune de ces variables de consentement.

Pour simplifier l'analyse économétrique, mais surtout pour simplifier l'interprétation des résultats, nous binarisons nos trois variables de consentement [16] : pour chacune nous attribuons soit une valeur de « consentement positif » ($Y = 1$) soit une valeur de « consentement négatif » ($Y = 0$). Plus précisément dans les régressions ci-dessous, la variable Y de la colonne (1) vaut 1 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 0 sinon ; la variable Y de la colonne (2) vaut 1 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 0 sinon ; la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un acte citoyen, 0 sinon. Le Tableau 6 synthétise les pourcentages de « consentement positif » et de « consentement négatif » pour nos trois variables de consentement.

3.2 Les six déterminants du consentement

Nous décrivons la construction grâce à nos questions des six déterminants du consentement qui apparaissent dans notre analyse économétrique. Les variables explicatives retenues sont celles qui ont été identifiées, empiriquement ou théoriquement, dans la littérature : caractéristiques socio-économiques, connaissance du système fiscal, confiance dans les institutions, satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public, perception de l'équité du système fiscal, préférences en matière de redistribution. Le choix de ces variables est confirmé par l'utilisation d'une méthode de sélection de variables basée sur une régression Lasso (Cf. Section 5).

16. Nous présentons en Annexe D les résultats d'un modèle Probit ordonné qui conservent les différents niveaux de consentement.

Tableau 7 – Comparaison entre les données de l'enquête du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) et les données de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS)

	P20 (€)		P40 (€)		P60 (€)		P80 (€)	
Type de ménage	ERFS	CPO	ERFS	CPO	ERFS	CPO	ERFS	CPO
Seul(e) sans enfant	11.490	10.000	17.160	17.000	22.060	22.000	29.900	31.000
Seul(e) avec enfant	8.430	13.000	18.300	17.000	26.440	22.000	37.590	32.000
Couple sans enfant	26.620	22.000	35.120	29.000	44.040	35.000	59.200	46.000
Couple avec enfant	29.560	24.000	42.870	35.000	54.190	46.000	72.880	58.000
Ensemble	20.030	18.000	31.700	25.000	43.910	34.000	61.280	47.000

Notes : Le tableau donne les percentiles 20, 40, 60 et 80 de revenus des ménages selon la configuration familiale. Le percentile x correspond au revenu du ménage tel que x% des ménages ont un revenu inférieur. Les données de revenus de l'enquête proviennent des réponses à la question suivante : "À combien estimez-vous les revenus annuels nets de votre foyer ?" du Baromètre. Comme les réponses à cette question prennent la forme de tranches qui ne correspondent pas exactement aux quintiles, les quintiles sont approximés en supposant que les revenus sont uniformément distribués dans chaque tranche.
Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires et de l'ERFS 2018, calcul des auteurs.

Caractéristiques socio-économiques. La plupart des caractéristiques socio-économiques des répondants sont recueillies sans difficulté en leur demandant directement de les renseigner au cours de l'enquête : âge, sexe, profession, éducation, situation matrimoniale, taille de la commune ou de l'agglomération de résidence. Les caractéristiques socio-économiques complètes de l'échantillon sont présentées dans l'Annexe A.

En revanche, une mesure précise du revenu des répondants est beaucoup plus difficile à obtenir. La question posée lors de l'enquête est la suivante : « À combien estimez-vous les revenus annuels nets de votre foyer ? » ; pour répondre, les enquêtés devaient choisir parmi 8 tranches de revenus nets annuels (Cf. Annexe A). D'une part, c'est une question difficile qui mobilise une connaissance des revenus de l'ensemble du foyer et la distinction entre revenu brut et revenu net. D'autre part, 61 répondants ont coché la case "Ne souhaite pas répondre" : de ce fait, nous n'avons pas de mesure du revenu pour 6% des répondants.

Afin de vérifier la fiabilité des réponses à cette question, nous comparons les revenus renseignés par les répondants avec les données administratives de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS). Comme on peut le voir dans le Tableau 7, les quintiles de revenus annuels nets issus de l'enquête ERFS et ceux de nos données sont relativement proches alors qu'une décomposition plus fine (décile ou centile) n'est pas envisageable car les tranches ne sont pas assez fines. Nous pouvons donc considérer que nos données

de revenus sont relativement fiables à ce niveau de détail

Afin d'utiliser le revenu comme une variable numérique dans l'analyse économétrique, nous attribuons à chaque répondant la moyenne des revenus de sa catégorie de l'enquête ERFS. Une telle approche est justifiée par le fait que les revenus sont distribués quasi-uniformément dans chacune des tranches sauf dans la première et la dernière (Cf. Annexe H).

Par ailleurs, nous menons une analyse similaire avec la donnée de taux marginal d'impôt sur le revenu. Nous utilisons les données de l'enquête ERFS pour obtenir une distribution des taux marginaux d'impôt sur le revenu par tranche de revenus des ménages. Cette analyse révèle qu'il existe une hétérogénéité extrêmement forte des taux d'imposition au sein même des groupes de ménages ayant des revenus similaires (Cf. Annexe H). Il n'est donc pas possible d'inférer précisément le niveau d'imposition ou le taux marginal d'imposition à partir de la seule donnée du revenu, même croisée avec d'autres données comme la composition familiale.

Enfin, pour faciliter l'analyse, nous construisons des catégories d'âge, de niveau d'études et de revenus plus larges que celles renseignées par le questionnaire. Pour l'âge, nous regroupons les catégories 18-24 ans et 24-34 ans. Pour le revenu, nous regroupons les catégories "moins de 12.000€", "12.000 à 18.000€" et "18.000 à 24.000€", qui correspond ainsi aux 39% des ménages les plus modestes de notre échantillon, dans la catégorie "Bas revenus" ; nous regroupons les catégories "24.000 à 36.000€", "36.000 à 48.000€" et "48.000 à 60.000€", qui correspondent aux 55% suivants, dans la catégorie "Revenus intermédiaires" ; nous regroupons les catégories "60.000 à 72.000€" et "plus de 72.000€", qui correspondent aux 6% des ménages les plus aisés de notre échantillon, dans la catégorie "Hauts revenus". Pour le niveau d'études, nous créons une catégorie "Etudes courtes" qui rassemble les répondants détenteurs d'un diplôme de niveau baccalauréat au plus, une catégorie "Etudes intermédiaires", qui rassemble les répondants détenteurs du baccalauréat et d'un diplôme de niveau Bac+3 au plus, et enfin une catégorie "Etudes longues" qui rassemble les répondants détenteurs d'un diplôme de niveau strictement supérieur à Bac+3. Les effectifs de ces « macro-catégories » sont également présentées dans l'Annexe A.

Indice de connaissance du système fiscal. Nous construisons un indice de connaissance du système fiscal, propre à chaque répondant. Notre indice utilise les réponses à trois questions concernant la connaissance du système fiscal : le niveau des prélève-

Tableau 8 – Statistiques descriptives : Indice de connaissance

	Indice de connaissance			
	0	**1**	**2**	**3**
	%	%	%	%
Échantillon redressé (n=933)	32.0	32.9	29.3	5.8
Femme (n=487)	37.4	31.5	26.5	4.6
Homme (n=446)	26.0	34.6	32.3	7.1
Catégories de revenus				
Bas revenus (n=338)	35.9	31.5	28.1	4.5
Revenus intermédiaires (n=482)	29.6	32.9	30.5	7.0
Hauts revenus (n=62)	20.4	40.8	30.5	8.3
Ne souhaite pas répondre (n=51)	42.7	33.4	23.9	0.0
Catégories d'études				
Études courtes (n=229)	39.7	29.3	27.0	3.9
Études intermédiaires (n=537)	31.1	33.4	29.6	5.9
Études longues (n=167)	24.0	36.4	31.5	8.1
Catégories d'âge				
18-34 ans (n=241)	37.7	32.9	25.2	4.2
35-49 ans (n=249)	30.4	33.6	28.7	7.3
50-64 ans (n=227)	30.9	32.4	32.8	3.8
65 ans et plus (n=217)	28.5	32.7	30.9	7.9

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

ments obligatoires et le fait que les recettes de la TVA et de la CSG sont supérieures à celles de l'impôt sur le revenu. Plus précisément, nous construisons l'indice de la manière suivante :

Soit x_i, y_i et z_i tels que :

$$x_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu } i \text{ pense que le niveau des prélèvements obligatoires est compris} \\ & \text{entre 40\% et 50\% du PIB} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

$$y_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu } i \text{ pense que le montant rapporté par la TVA est supérieur} \\ & \text{au montant rapporté par l'IR} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

$$z_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu } i \text{ pense que le montant rapporté par la CSG est supérieur} \\ & \text{au montant rapporté par l'IR} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

Ainsi, $I_i = x_i + y_i + z_i$. est l'indice de connaissance de l'individu i.

Seulement 15% des répondants estiment correctement le niveau des prélèvements obligatoires entre 40% et 50% du PIB (il est de 44,5% en 2020 selon l'Insee et de

47,5% selon Eurostat). Ils sont 36,5% à l'estimer entre 30% et 60%. Ce chiffre est plus faible que les 38% de répondants qui situent ce taux entre 40% et 60% dans l'enquête de Blanchard et al. (2021). La connaissance des contribuables est meilleure sur la comparaison des recettes de la TVA et de l'impôt sur le revenu (IR) : ils sont 58,6% à correctement penser que les recettes de la TVA sont supérieurs à celles de l'IR. En revanche, ils ne sont que 35,3% à savoir que la CSG génère elle aussi plus de recettes que l'IR. Ces résultats confirment ceux de l'enquête de Blanchard et al. (2021), dans laquelle 54% des répondants pensent correctement que la TVA est l'impôt qui rapporte le plus de recettes à l'État mais 25% pensent que c'est l'IR qui occupe cette place. Les deux enquêtes montrent bien que les contribuables estiment correctement l'importance relative de la TVA dans les finances publiques mais surestime celle ce l'IR.

Le Tableau 8 rapporte les effectifs de chaque niveau de l'indice de connaissance ainsi construit. Il révèle que notre construction identifie bien quatre groupes de répondants : 5,8% des répondants ont correctement répondu aux trois questions, 29,3% à seulement deux questions, 32,9% à une seule, et près d'un tiers des répondants n'ont aucune réponse juste (32%). Notre indice est croissant avec les niveaux de revenus et d'études.

Indice de confiance dans les institutions. Nous construisons un indice de confiance dans les institutions politiques pour une bonne utilisation de l'argent public. Cet indice est propre à chaque répondant. Plus précisément, l'indice de confiance est construit à partir de la question « Avez-vous confiance ou pas confiance en chacun des acteurs suivants pour utiliser efficacement l'argent public ? ». Soit a_i, b_i, c_i, d_i et e_i les indicatrices valant 1 si l'individu i a confiance, respectivement, dans l'Union européenne, dans l'État, dans les régions, dans les départements et dans les communes pour utiliser l'argent public. L'indice de confiance dans les institutions de l'individu i est tel que $C_i = a_i + b_i + c_i + d_i + e_i$.

Le Tableau 9 présente les effectifs pour chaque niveau de confiance et pour différentes catégories socio-économiques. Nous observons que le niveau de confiance est le plus élevé chez les 18-34 ans, les répondants ayant fait des études longues et les répondants ayant des hauts revenus. À l'opposé, ce sont les bas revenus, les études intermédiaires et les 50-64 ans qui présentent les indices de confiance les plus faibles. Enfin, le niveau de confiance augmente lorsque le centre de décision se rapproche du répondant (les communes recueillent plus de confiance que les départements, qui recueillent eux-mêmes plus de confiance que les régions, etc ; cf. Annexe C), sauf pour

Tableau 9 – Statistiques descriptives : Indice de confiance

	Indice de confiance					
	0	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**
	%	%	%	%	%	%
Échantillon redressé (n=933)	21.0	11.6	12.6	21.1	12.5	21.2
Femme (n=487)	20.3	11.8	12.5	20.2	13.9	21.3
Homme (n=446)	21.7	11.5	12.7	22.1	11.0	21.1
Catégories de revenus						
Bas revenus (n=338)	22.6	11.9	12.2	19.3	11.7	22.4
Revenus intermédiaires (n=482)	19.8	12.5	12.5	23.1	12.1	19.9
Hauts revenus (n=62)	19.5	3.4	15.9	15.2	18.8	27.2
Ne souhaite pas répondre (n=51)	22.7	11.7	12.9	20.6	13.8	18.4
Catégories d'études						
Études courtes (n=229)	21.5	11.4	13.3	22.1	10.4	21.4
Études intermédiaires (n=537)	22.4	11.6	12.4	21.1	13.4	19.1
Études longues (n=167)	15.9	12.1	12.4	19.6	12.4	27.7
Catégories d'âge						
18-34 ans (n=241)	18.6	7.7	13.5	19.2	15.3	25.7
35-49 ans (n=249)	20.7	12.8	11.9	21.1	10.1	23.4
50-64 ans (n=227)	26.2	11.7	9.8	22.8	11.5	18.0
65 ans et plus (n=217)	18.5	14.7	15.4	21.2	13.2	16.9

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

l'Union européenne qui recueille plus de confiance que l'État.

Satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public. Dans le questionnaire, les répondants sont directement interrogés sur leur opinion quant à la bonne utilisation de l'argent public : « Êtes-vous satisfait(e) ou pas satisfait(e) de la manière dont l'argent public issu des impôts est utilisé en général ? » (question 18). Afin d'utiliser cette satisfaction comme une variable numérique dans l'analyse économétrique, nous construisons un indice de satisfaction de l'utilisation de l'argent public qui prend les valeurs 0, 1, 2 et 3 pour les réponses « pas du tout satisfait », « plutôt pas satisfait », « plutôt satisfait » et « très satisfait » respectivement.

Le Tableau 10 présente les effectifs de cet indice. Les Français sont plutôt insatisfaits de l'utilisation de l'argent public en général puisque 63,6% des répondants ne sont pas satisfaits (valeurs 0 et 1) de l'utilisation qui est faite de l'argent public. Les répondants qui ont effectué des études longues expriment un peu plus de satisfaction, alors que les 65 ans et plus expriment une forte insatisfaction. Les revenus ne semblent pas être un déterminant prépondérant de cette satisfaction.

La perception de l'équité du système fiscal. Dans le questionnaire, les répondants sont interrogés sur leur perception de l'équité du système fiscal. En particulier, ils sont invités à répondre aux trois questions suivantes : « Selon l'idée que vous vous

Tableau 10 – Statistiques descriptives : Satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public

	Niveau de satisfaction			
	0	**1**	**2**	**3**
	%	%	%	%
Échantillon redressé (n=933)	24.4	39.2	31.3	5.1
Femme (n=487)	21.1	44.6	30.8	3.6
Homme (n=446)	28.1	33.3	31.8	6.8
Catégories de revenus				
Bas revenus (n=338)	23.6	40.3	29.5	6.6
Revenus intermédiaires (n=482)	25.0	38.6	32.7	3.6
Hauts revenus (n=62)	24.5	33.1	36.7	5.7
Ne souhaite pas répondre (n=51)	24.6	44.3	22.6	8.5
Catégories d'études				
Études courtes (n=229)	24.0	40.7	30.7	4.6
Études intermédiaires (n=537)	24.9	41.1	29.7	4.4
Études longues (n=167)	23.7	30.8	37.2	8.4
Catégories d'âge				
18-34 ans (n=241)	22.3	30.3	35.0	12.4
35-49 ans (n=249)	23.0	39.3	33.6	4.1
50-64 ans (n=227)	23.9	43.4	31.2	1.5
65 ans et plus (n=217)	29.0	44.5	24.5	2.1

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

en faites, diriez-vous que le niveau des impôts payés par (1) les ménages les plus aisés, (2) les ménages aux revenus intermédiaires, (3) les ménages les plus modestes est trop important/pas assez important/juste ? ». Ils répondent également à la question : « Pensez-vous que le système fiscal redistribue les revenus de manière trop importante/pas assez importante/juste ? ».

Le Tableau 11 présente les résultats à ces questions. Une majorité de notre échantillon pense que le niveau d'imposition des ménages aisés n'est pas assez élevé (61%). Logiquement, cette proportion est plus faible pour les hauts revenus mais reste élevée (43,2%).

La majorité est inversée pour l'imposition des ménages aux revenus intermédiaires. En effet, 63,4% des répondants pensent que le niveau d'imposition des ménages aux revenus intermédiaires est trop élevé. De manière remarquable, ce résultat varie très peu lorsque l'on considère les différentes catégories de revenus. Autour de 30% de l'échantillon pense que cette imposition est juste alors que seulement 7,2% pensent qu'elle n'est pas assez élevée. Le sentiment que les ménages aux revenus intermédiaires sont trop fortement mis à contribution semble partagé par une large partie de la population.

Les résultats sur le niveau d'imposition des plus modestes sont plus partagés : ils sont 47,6% à penser qu'il est trop important et 18,8% qu'il n'est pas assez important. Comme pour les questions précédentes, la catégorie concernée par la question considère

Tableau 11 – Statistiques descriptives : équité et redistribution

	Pas assez importante %	**Juste** %	**Trop importante** %
Imposition des plus aisés			
Échantillon redressé (n=933)	61.0	21.1	17.9
Bas revenus (n=338)	61.1	22.5	16.4
Revenus intermédiaires (n=482)	63.2	20.0	16.8
Hauts revenus (n=62)	43.2	21.7	35.0
Ne souhaite pas répondre (n=51)	61.8	20.7	17.5
Imposition des revenus intermédiaires			
Échantillon redressé (n=933)	7.2	29.4	63.4
Bas revenus (n=338)	10.3	32.5	57.2
Revenus intermédiaires (n=482)	5.3	26.3	68.3
Hauts revenus (n=62)	3.6	31.6	64.9
Ne souhaite pas répondre (n=51)	9.7	34.7	55.6
Imposition des plus modestes			
Échantillon redressé (n=933)	18.8	33.5	47.6
Bas revenus (n=338)	12.2	32.1	55.7
Revenus intermédiaires (n=482)	21.6	35.2	43.2
Hauts revenus (n=62)	33.5	32.2	34.2
Ne souhaite pas répondre (n=51)	18.9	29.2	51.9
Redistribution générale			
Échantillon redressé (n=933)	55.5	17.8	26.7
Bas revenus (n=338)	57.9	19.1	22.9
Revenus intermédiaires (n=482)	55.3	16.9	27.8
Hauts revenus (n=62)	40.1	19.0	40.9
Ne souhaite pas répondre (n=51)	60.0	16.2	23.8

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

plus que les deux autres que le niveau d'impôt payé par cette catégorie est trop élevé : les répondants avec un bas revenu pensent majoritairement que le niveau d'imposition des ménages les plus modestes est trop élevé (55,7%).

Le Tableau 11 présente également les réponses à la question : « Pensez-vous que le système fiscal redistribue les revenus de manière trop importante/pas assez importante/juste ? ». Nos résultats révèlent un soutien majoritaire pour plus de redistribution (55,5%) mais également une opposition conséquente (26,7%). Alors que 22,9% des ménages ayant un bas revenu considèrent la redistribution générale trop importante, cette proportion passe à 40,9% chez les hauts revenus. L'opinion en matière de redistribution dépend donc fortement du niveau de revenus.

L'imposition du patrimoine. Le questionnaire interroge les répondants sur leur opinion quant à l'imposition du patrimoine. Ils sont invités à répondre à la question suivante : « Pensez-vous que les impôts sur le patrimoine (droits de succession, taxe

Tableau 12 – Statistiques descriptives : l'imposition du patrimoine

	Imposition du patrimoine		
	Pas assez importante	**Juste**	**Trop importante**
	%	%	%
Échantillon redressé (n=933)	33.1	16.7	50.2
Femme (n=487)	31.2	17.3	51.5
Homme (n=446)	35.2	16.1	48.7
Catégories de revenus			
Bas revenus (n=338)	37.0	17.3	45.7
Revenus intermédiaires (n=482)	31.5	15.7	52.8
Hauts revenus (n=62)	25.7	8.9	65.3
Ne souhaite pas répondre (n=51)	31.1	32.1	36.8
Catégories d'études			
Études courtes (n=229)	35.2	19.7	45.1
Études intermédiaires (n=537)	33.0	14.5	52.6
Études longues (n=167)	30.6	19.9	49.5
Catégories d'âge			
18-34 ans (n=241)	36.4	19.3	44.3
35-49 ans (n=249)	31.4	18.0	50.6
50-64 ans (n=227)	33.4	14.2	52.4
65 ans et plus (n=217)	31.0	15.1	53.9

Notes : Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

foncière, impôt sur la fortune immobilière) taxent les richesses de manière trop importante/pas assez importante/juste ? ».

Le Tableau 12 présentes les réponses obtenues à cette question. Les avis sont assez partagés puisque 50,2% des répondants estiment que l'imposition du patrimoine est trop importante, 33,1% qu'elle ne l'est pas assez. Seuls 16,7% des répondants estiment qu'elle est juste. Le niveau d'études et l'âge ne semblent pas déterminants, contrairement au niveau de revenus (45,7% des bas revenus pensent que le patrimoine est trop taxé contre 65,3% des hauts revenus). Notons néanmoins que 25,7% des hauts revenus pensent que le patrimoine n'est pas assez taxé et que 37% des bas revenus pensent qu'il est trop taxé.

4 Résultats principaux : analyse économétrique

Notre analyse économétrique n'établit pas un lien de causalité entre les variables étudiées et le consentement à l'impôt. Nous cherchons, tout en contrôlant par les caractéristiques individuelles des personnes interrogées, à mettre en lumière, les facteurs qui expliquent le mieux le consentement à l'impôt.

Afin d'analyser les données obtenues et de contrôler par les caractéristiques individuelles, nous avons utilisé un modèle de régression Probit binaire sur les variables de consentement binarisées définies dans la Section 3 et présentées dans le Tableau 6.

Plus précisément, on considère le modèle suivant. Soit Y_i le consentement de l'individu i, valant 0 ou 1, mesuré selon l'un des trois critères.

$$Y_i = \mathbb{1}_{Y_i^*>0}$$

$$\mathrm{Y}_i^* = \beta_0 + \beta_1 \times \mathit{sexe}_i + \beta_2 \times \mathit{âge}_i + \beta_3 \times \mathit{études}_i + \beta_4 \times \mathit{revenus}_i + \beta_5 \times \mathit{revenus}_i^2 + \beta_6 \times \mathit{connaissance}_i + \beta_7 \times \mathit{confiance}_i + \beta_8 \times \mathit{argentPublic}_i + \mathit{impositionHautsRevenus}_i \cdot \theta_1 + \mathit{impositionRevenusIntermédiaires}_i \cdot \theta_2 + \mathit{impositionBasRevenus}_i \cdot \theta_3 + \mathit{redistribution}_i \cdot \theta_4 + \mathit{impositionPatrimoine}_i \cdot \theta_5 + u_i = X_i \cdot \beta + u_i$$ avec u_i une erreur gaussienne centrée réduite.

Les coefficients estimés ne pouvant que donner le signe de l'effet de la variable associée sur la variable dépendante, nous présentons les effets marginaux moyens [17] dans les tableaux suivants (le tableau des coefficients pour la régression principale est présenté dans l'Annexe D).

Le Tableau 13 présente les résultats de notre spécification principale. Cette régression incorpore les données des 883 répondants ayant renseigné leurs revenus [18]. On remarque tout d'abord que les déterminants socio-économiques varient sensiblement d'une mesure de consentement à l'autre, alors que les autres déterminants ont des effets très proches, tant en termes de signe que d'amplitude, d'une mesure de consentement à l'autre.

Les indices de connaissance, de confiance et de satisfaction quant à l'utilisation

17. Dans un modèle Probit binaire, les effets marginaux moyens sont calculés comme suit. Soit $ME_{ik} := \frac{\partial P(Y_i=1)}{\partial X_{ik}} = \phi(X_i'\beta)\beta_k$ (pour une variable continue) ou $ME_{ik} := \Phi(X_i'\beta)_{X_{ik}=1} - \Phi(X_i'\beta)_{X_{ik}=0}$ (pour une variable discrète). L'effet marginal moyen de la variable k est alors $ME_k = \frac{1}{N}\Sigma_{i=1}^N ME_{ik}$.

18. Les 51 répondants ayant préféré ne pas donner leur donnée de revenus ne peuvent pas être inclus dans la régression dès lors que le revenu est considéré comme une variable continue. Les régressions dont les résultats sont présentés dans les tableaux 14 et 15 incorporent le revenu comme une variable catégorielle et ces répondants peuvent donc être inclus dans l'analyse.

de l'argent public jouent un rôle déterminant pour expliquer le consentement. Les coefficients associés à ces variables sont positifs pour les trois mesures de consentement. En outre, ces coefficients sont significativement différents de 0 à un seuil de 5% pour une mesure de consentement (connaissance), deux mesures de consentement (confiance) et les trois mesures de consentement (utilisation de l'argent public). Les coefficients de l'indice de satisfaction de l'utilisation de l'argent public sont même significatifs à un seuil de 1% pour deux des trois mesures de consentement. Plus précisément, nous obtenons un effet marginal moyen qui varie de $0,0467$ à $0,104$ pour l'utilisation de l'argent public. Cela signifie que, en moyenne sur l'ensemble de la population, une augmentation de l'indice de 1 unité correspond à une augmentation de $0,0467$ à $0,104$ de la probabilité d'avoir de consentir à l'impôt.

Les questions relatives à la justice jouent également un rôle important. De manière générale, la perception d'un système fiscal « juste » semble fortement corrélée au consentement. Pour toutes les questions liées à la redistribution, les répondants qui trouvent le niveau d'imposition ou le niveau de redistribution juste sont plus enclins à avoir un consentement positif que ceux qui répondent que l'imposition est trop importante ou pas assez importante. Si cette différence de consentement entre la catégorie "juste" et la catégorie "trop importante" semble naturelle, elle est beaucoup moins intuitive en ce qui concerne la différence de consentement entre la catégorie "juste" et la catégorie "pas assez importante". En effet, si on considère la question sur l'imposition des ménages aux revenus intermédiaires, pour laquelle la symétrie est la plus importante entre les catégories "pas assez importante" et "trop importante", il est surprenant de constater que les répondants trouvant l'imposition des revenus intermédiaires "pas assez importante", donc qui semblent souhaiter une imposition des ménages aux revenus intermédiaires plus importante, ont un consentement plus faible que ceux qui pensent que leur mise à contribution est au bon niveau. Il en est de même pour la question sur la redistribution générale même si les effets sont peu significatifs : les répondants souhaitant plus de redistribution consentent moins à l'impôt que ceux qui pensent que le niveau de redistribution est juste. Cela semble suggérer que les contribuables souhaitant plus de redistribution ou plus de taxation de certains groupes ont un consentement à l'impôt plus faible que ceux qui sont satisfaits du système actuel parce que le système fiscal ne correspond pas à leurs préférences en matière de redistribution. Ces résultats sont à mettre en regard de ceux de Bazart and Blayac (2022) : dans leur étude, la perception d'une bonne équité du système actuel est positivement corrélée à un consentement po-

Tableau 13 – Régression principale (effets marginaux moyens)

	(1) Niveau général	(2) Niveau personnel	(3) Acte citoyen
Femme	REF	REF	REF
Homme	-4.2e-04	-.0532*	.0465*
	(.0271)	(.0299)	(.0249)
Age	-.0018**	-.0021**	.0045***
	(8.8e-04)	(9.5e-04)	(7.9e-04)
Education	.0016	-.0177**	.02***
	(.0063)	(.0069)	(.0058)
Revenus	-3.1e-07	-9.1e-06***	3.0e-06*
	(2.0e-06)	(2.1e-06)	(1.7e-06)
Revenus^2	4.4e-12	7.7e-11***	-2.7e-11*
	(1.8e-11)	(1.9e-11)	(1.6e-11)
Indice de connaissance	.0252*	.0474***	.0168
	(.0144)	(.0159)	(.0135)
Indice de confiance	.0179**	.0166*	.0166**
	(.0089)	(.0092)	(.0076)
Utilisation de l'argent public	.0467**	.0662***	.104***
	(.0185)	(.0204)	(.0177)
Imposition des plus aisés :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0032	.0103	.129***
	(.0372)	(.0425)	(.039)
Trop importante	-.0788*	-.0997*	.0553
	(.0448)	(.053)	(.0468)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0985	-.191***	-.141***
	(.0667)	(.0679)	(.0522)
Trop importante	-.201***	-.194***	-.1***
	(.0362)	(.0381)	(.0253)
Imposition des plus modestes :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	.0187	-.0735	.0045
	(.0423)	(.0454)	(.0346)
Trop importante	-.0687**	-.0712**	-.0783***
	(.0319)	(.0361)	(.0277)
Redistribution générale :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0539	-.0634	-.0589*
	(.0434)	(.0478)	(.0345)
Trop importante	-.117**	-.146***	-.102**
	(.0465)	(.0525)	(.0414)
Imposition du patrimoine :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0127	-.0418	-.0491
	(.0459)	(.0506)	(.0412)
Trop importante	-.0993**	-.0871*	-.0431
	(.0428)	(.0492)	(.0391)
Pseudo-R^2	0.168	0.179	0.221

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

sitif. Mais cet effet cache le fait que, parmi ceux qui trouvent le système inéquitable, il y a à la fois ceux qui pensent que le système fiscal taxe trop ou redistribue trop les richesses, et ceux qui pensent que le système fiscal ne taxe pas assez ou ne redistribue pas assez les richesses. C'est ce que montrent nos résultats.

Il faut noter une exception à cette analyse : nous obtenons un coefficient positif pour la réponse "Pas assez importante" à la question sur l'imposition des plus aisés, mais seulement pour la mesure "acte citoyen" du consentement. L'effet marginal moyen est de $0,129$ et est significatif au seuil de 1%. Cela signifie que les répondants souhaitant plus d'imposition pour les plus aisés ont une probabilité supérieure de $0,129$ à celle de ceux qui trouvent qu'elle est au bon niveau de considérer le paiement de l'impôt comme un acte citoyen.

De même, cette similarité dans l'effet sur le consentement entre une imposition jugée trop peu redistributive et une imposition jugée trop redistributive se retrouve moins pour l'imposition du patrimoine. Celle-ci semble être associée à un consentement dégradé seulement lorsqu'elle perçue comme trop importante par les enquêtés.

Concernant les variables socio-économiques, nous remarquons que le revenu n'apparaît déterminant que pour le sentiment de payer trop d'impôt au niveau personnel. Dans ce cas il a un signe négatif sous sa forme linéaire mais un signe positif sous sa forme quadratique. Nous retrouvons ainsi le résultat de Bazart and Blayac (2022) : la probabilité de consentir à l'impôt diminue avec le revenu jusqu'à un certain seuil puis augmente. Cela soutient le débat contemporain sur le poids de la fiscalité sur les contribuables français de la classe moyenne. Nous décomposons cet effet dans le Tableau 14.

On observe également que l'âge et le niveau d'éducation n'ont pas le même effet sur toutes les mesures du consentement. L'âge semble diminuer le consentement lié au niveau d'imposition alors qu'il semble augmenter la propension à considérer le paiement de l'impôt comme un acte citoyen. De même, le niveau d'éducation ne semble pas corrélé à l'opinion sur le niveau général des impôts, semble négativement corrélé à l'opinion sur le niveau personnel des impôts, et est positivement corrélé au fait de considérer l'impôt comme un acte citoyen. Comme pour le revenu, on peut observer la décomposition de ces effets continus par catégorie de population dans le Tableau 14.

Le Tableau 14 présente les résultats de la régression dans laquelle les variables socio-économiques (âge, revenus, niveau d'éducation) sont remplacées par des variables caté-

Tableau 14 – Régression principale avec catégories socio-économiques

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme	.007	-.042	.0436*
	(.0263)	(.0295)	(.0243)
Catégories d'âge			
18-34 ans	REF	REF	REF
35-49 ans	-.0507	-.0568	.0423
	(.0394)	(.043)	(.0379)
50-64 ans	-.0861**	-.0775*	.124***
	(.0382)	(.0436)	(.0363)
65 ans et plus	-.0815**	-.0951**	.177***
	(.0404)	(.0445)	(.0352)
Catégories de revenus			
Bas revenus	REF	REF	REF
Revenus intermédiaires	.0115	-.119***	.0709***
	(.0296)	(.0331)	(.0267)
Hauts revenus	.0102	-.0542	.0213
	(.0611)	(.0691)	(.0597)
Ne souhaite pas répondre	-.0196	-.0413	.0162
	(.0553)	(.0684)	(.0553)
Catégories d'études			
Etudes courtes	REF	REF	REF
Etudes intermédiaires	-.0128	-.0665*	.0265
	(.0328)	(.0367)	(.0306)
Etudes longues	.0254	-.102**	.11***
	(.045)	(.0481)	(.0382)
Indices			
Indice de connaissance	.0248*	.0382**	.0188
	(.0141)	(.0158)	(.0132)
Indice de confiance	.0156*	.0108	.0199***
	(.0087)	(.0092)	(.0075)
Utilisation de l'argent public	.0491***	.0678***	.0989***
	(.0179)	(.0201)	(.0172)
Imposition des plus aisés			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.005	.0211	.13***
	(.036)	(.0411)	(.0375)
Trop importante	-.0862**	-.0943*	.0541
	(.0434)	(.0512)	(.0449)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0953	-.174**	-.152***
	(.0638)	(.0676)	(.0516)
Trop importante	-.197***	-.216***	-.106***
	(.0346)	(.0374)	(.0245)
Imposition des plus modestes			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	.0265	-.0617	.0125
	(.041)	(.0442)	(.0336)
Trop importante	-.0636**	-.0566	-.0704**
	(.0308)	(.0353)	(.0275)
Redistribution générale			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0524	-.0807*	-.0656*
	(.0419)	(.0474)	(.0337)
Trop importante	-.124***	-.158***	-.111***
	(.0449)	(.0519)	(.0407)
Imposition du patrimoine			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0077	-.047	-.0474
	(.0441)	(.0486)	(.04)
Trop importante	-.0985**	-.0859*	-.0341
	(.0411)	(.0474)	(.0383)
Pseudo-R^2	0.174	0.167	0.221

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

gorielles. Cette spécification apporte plusieurs précisions et confirmations par rapport à la spécification précédente. D'abord, cela confirme l'effet non-monotone du revenu sur le consentement : l'effet marginal moyen de la catégorie « revenus intermédiaires » par rapport à la catégorie « bas revenus » est significativement négative et égal à plus de $0,1$ en valeur absolue, alors que l'effet marginal de la catégorie « hauts revenus » n'est pas significativement différent de 0. On peut également confirmer les effets observés pour les variables d'âge et de niveau d'éducation. Les catégories 50-64 ans et 65 ans et plus sont négativement corrélées à une opinion positive sur le niveau des impôts mais très fortement corrélées au fait de considérer le paiement de l'impôt comme un acte citoyen. Concernant les catégories d'études, la catégorie "études longues" est fortement et négativement corrélée au consentement sur le niveau personnel des impôts, et fortement et positivement corrélée au fait de considérer le paiement des impôts comme un acte citoyen. Enfin, cette spécification nous permet d'inclure les 51 répondants n'ayant pas voulu donné d'information sur leur catégorie de revenus (en les faisant apparaître dans la catégorie "ne souhaite pas répondre" pour la variable de revenus) et ainsi de passer de 883 à 934 répondants. L'absence de ces répondants aurait pu biaiser les résultats de la régression précédente. Il s'avère que ce n'est pas le cas puisque tous les effets marginaux des autres déterminants sont de même signe et de même amplitude.

Le Tableau 15 présente les résultats d'une régression dans laquelle la variable « taux marginal d'imposition sur le revenu » a été ajoutée [19]. L'introduction de cette variable fait complètement disparaître l'effet revenu alors que les coefficients associés aux taux d'IR positifs sont fortement négatifs et significatifs (pour la deuxième variable de consentement). Cela suggère que l'effet revenu observé dans les régressions précédentes, et en particulier la baisse de consentement pour les revenus intermédiaires par rapport aux bas revenus, semble dû en partie au paiement de l'impôt sur le revenu, évidemment beaucoup plus présent chez les revenus intermédiaires que chez les revenus modestes. Plus précisément, l'effet marginal moyen d'un taux marginal de 11% est de $-0,262$ par rapport à taux de 0% (pas soumis à l'IR) pour la deuxième variable de consentement (niveau personnel des impôts). Cet effet est même de $-0,373$ pour un taux de plus de 11%. Il est également intéressant de noter que ces effets sont également

19. Les variables « catégorie de revenus » et « taux marginal d'imposition » ont corrélation faible comme le montrent les graphiques de la Figure 9 (Annexe H), qui représentent les effectifs des différents taux marginaux par tranche de revenus. Outre le fait que les répondants peuvent ignorer leur taux marginal exact, l'utilisation de niches fiscales et autres hétérogénéités peuvent faire varier fortement le taux pour un même revenu.

négatifs et significatifs pour la première variable de consentement (niveau général des impôts) alors que cette variable n'est pas corrélée aux revenus dans les régressions précédentes. Tous les autres effets précédemment décrits restent inchangés.

Tableau 15 – Régression avec catégories socio-économiques et taux marginal

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme	.0133	-.0221	.0361
	(.026)	(.0279)	(.0244)
Catégories d'âge			
18-34 ans	REF	REF	REF
35-49 ans	-.0423	-.0593	.028
	(.0391)	(.0412)	(.0378)
50-64 ans	-.0714*	-.0623	.102***
	(.0388)	(.0423)	(.0361)
65 ans et plus	-.0674*	-.0746*	.155***
	(.0407)	(.0437)	(.0352)
Catégories de revenus			
Bas revenus	REF	REF	REF
Revenus intermédiaires	.0323	-.0397	.0495*
	(.0306)	(.0326)	(.0273)
Hauts revenus	.0394	.072	-.0121
	(.0644)	(.0702)	(.0627)
Ne souhaite pas répondre	-.0356	-.0296	.0279
	(.0559)	(.0748)	(.0556)
Catégories d'études			
Études courtes	REF	REF	REF
Études intermédiaires	-.0057	-.0431	.0232
	(.0322)	(.0345)	(.0299)
Études longues	.0504	-.0304	.0976**
	(.0461)	(.0484)	(.0381)
Taux marginal			
0%	REF	REF	REF
11%	-.0735**	-.262***	.0643**
	(.0352)	(.04)	(.0322)
>11%	-.0971**	-.373***	.0617
	(.0435)	(.0442)	(.0419)
NSP†	.0033	-.214***	.0729*
	(.0456)	(.0482)	(.0373)
NSPR†	-.074	-.252***	.0166
	(.0636)	(.0727)	(.0654)
NSPx2†	.123	-.0033	-.111
	(.0755)	(.0822)	(.0725)
Indices			
Indice de connaissance	.0296**	.0437***	.0173
	(.0139)	(.0148)	(.0131)
Indice de confiance	.0152*	.009	.0203***
	(.0086)	(.0088)	(.0074)
Utilisation de l'argent public	.0545***	.0745***	.0937***
	(.0179)	(.0193)	(.0171)
Imposition des plus aisés			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0044	.0105	.129***
	(.036)	(.0395)	(.0378)
Trop importante	-.0779*	-.0884*	.0546
	(.044)	(.0489)	(.0443)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0972	-.16**	-.147***
	(.0626)	(.0633)	(.0497)
Trop importante	-.187***	-.191***	-.11***
	(.0346)	(.0364)	(.0241)
Imposition des plus modestes			

Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	.0401	-.0215	.0082
	(.041)	(.0433)	(.0337)
Trop importante	-.0611**	-.0656**	-.0678**
	(.0304)	(.0333)	(.0269)
Redistribution générale			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0414	-.0568	-.0829***
	(.0408)	(.0441)	(.0301)
Trop importante	-.104**	-.101**	-.138***
	(.0444)	(.049)	(.0372)
Imposition du patrimoine			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0101	-.0273	-.047
	(.0436)	(.0461)	(.0391)
Trop importante	-.0975**	-.0766*	-.0343
	(.0404)	(.0449)	(.0368)
Pseudo-R^2	0.188	0.231	0.233

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%.
Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

†NSP : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne connaissant pas leur taux marginal ; NSPR : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne souhaitant pas renseigner leurs taux marginal ; NSPx2 : catégorie de répondants ne sachant pas s'ils payent l'IR.

5 Tests de robustesse

Nous procédons à plusieurs tests de robustesse. Ces analyses présentent des résultats en accord avec les conclusions de notre analyse principale. Les résultats principaux sont donnés dans cette section.

Régression avec l'ensemble des variables. La régression des trois variables de consentement sur l'ensemble des variables à notre disposition (données socio-économiques et réponses aux questions de l'enquête) peut être trouvée en Annexe D (Tableau 28). Les effets observés et détaillés dans la section précédente, en particulier les corrélations des variables de consentement avec les indices de connaissance, de confiance et de bonne utilisation de l'argent public, ainsi qu'avec les questions relatives à la perception de l'équité du système fiscal, restent observés et significatifs. Certains coefficients associés à des variables qui ne sont pas incluses pas dans notre régression principale apparaissent significatifs mais n'apportent pas d'éclairages aussi importants que ceux mis en avant dans notre analyse principale.

Sélection de variables par régression Lasso. Le Tableau 16 présente les variables sélectionnées par régression Lasso pour chaque variable de consentement [20]. Plus précisément, on réalise une régression Lasso avec un coefficient de pénalisation λ qui sélectionne exactement 25 variables (parmi les 104 variables à disposition) [21]. Nous préférons cette approche plutôt que la recherche du λ optimal à l'aide d'une *grid-search* classique, car le nombre de variables ainsi sélectionnées reste trop élevé. Il faut quand-même noter que le λ que nous choisissons pour obtenir exactement 25 variables est du même ordre de grandeur que le λ optimal. Les résultats de cette sélection de variables montrent l'intérêt de la spécification de notre régression principale : toutes les variables retenues dans notre régression principale sont sélectionnées par le Lasso pour au moins deux variables de consentement.

20. Le logiciel utilisé (STATA) ne permet pas de faire cette procédure sur l'échantillon pondéré. Afin de faciliter la réplication de nos résultats, nous rapportons les résultats sur l'échantillon non-pondéré. Une analyse de la même procédure sur un autre logiciel (R), qui permet d'effectuer une régression Lasso Probit pondérée, nous donne les mêmes résultats. Ces résultats sont disponibles sur demande auprès des auteurs.

21. Ces variables correspondent à l'ensemble des sous-catégories des variables présentées dans le Tableau 16, considérées comme des variables binaires dans la régression Lasso. Nous avons en réalité 33 « macro-variables » à notre disposition, et notre méthode nous permet d'en sélectionner entre 17 et 19.

Tableau 16 – Résultats du Lasso

Variables	(1) Niveau général	(2) Niveau personnel	(3) Acte citoyen
Sexe			
Age	X		X
Age^2			X
Catégories d'âge	X		
Revenus			
Revenus^2			
Catégories de revenus		X	X
Taux marginal d'IR*	X	X	X
Education			
Education^2			X
Catégories d'éducation	X		X
PCS	X		X
Statut professionnel			
Situation matrimoniale	X	X	
Contribution principale**		X	X
Statut de logement (propriétaire/locataire)		X	
Type de logement			X
Taille d'agglomération	X		
Grande région		X	
Indice de confiance	X	X	X
Indice de connaissance	X	X	
Satisfaction de l'utilisation de l'argent public	X	X	X
Qualité des relations avec l'administration			X
Question 15.1	X	X	X
Question 15.2	X	X	X
Question 15.3	X	X	X
Question 16	X	X	X
Question 17	X	X	
Question 19.1	X	X	
Question 19.2	X		X
Question 19.3		X	X
Question 23	X	X	X
Question 24			

Notes : Une croix à l'intersection de la ligne i et de la colonne j signifie que la variable i est sélectionnée par la régression Lasso dont la variable Y est la mesure de consentement j. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.
*La variable « taux marginal d'IR » est construite à partir des réponses aux questions 31 et 32 de l'enquête.
**La variable « contribution principale » vaut 1 si le répondant est le contributeur principal aux revenus du foyer, 0 sinon.

Nous avons choisi de ne pas incorporer l'ensemble des variables sélectionnées par le Lasso dans notre régression principale dans un souci de parcimonie. Notre choix a donc été guidé par les résultats de la littérature ainsi que par l'interprétabilité des corrélations entre les variables de consentement et les variables explicatives retenues. Nous présentons néanmoins dans l'Annexe D les résultats des régressions des variables de consentement sur les variables sélectionnées par le Lasso pour chacune d'entre elles. Cela nous permet d'observer les résultats que l'on obtiendrait en suivant une approche « non-supervisée », c'est-à-dire en nous en tenant aux variables explicatives sélectionnées par les régressions Lasso. Les coefficients obtenus avec ces régressions sont très

proches de ceux observés dans notre régression principale, en signe, en amplitude, et en significativité statistique. Nous présentons ces régressions comme une analyse de robustesse seulement. En effet, les variables intégrées dans ces régressions ne sont pas exactement les mêmes pour les trois variables de consentement, ce qui empêche d'établir des comparaisons. D'autre part, il est plus transparent de faire apparaître certaines variables dans la régression, même si leur pouvoir explicatif est faible, pour justement mettre en avant leur faible corrélation avec les variables de consentement.

Modèles économétriques alternatifs. Nous rapportons les résultats de deux modèles de régression alternatifs incluant les mêmes variables explicatives que notre régression principale : un modèle Logit et un modèle Probit ordonné. La régression Logit donne exactement les mêmes résultats d'effets marginaux moyens, tant en termes de signes que d'amplitudes. Le modèle Probit ordonné permet d'incorporer plus d'informations. En effet, comme décrit dans la Section 3, les variables de consentement sont plus précises que de simples variables binaires. Les variables de consentement sur le niveau des impôts (niveau général et niveau personnel) prennent trois valeurs distinctes, "Trop élevé", "Ni trop ni pas assez élevé" et "Pas assez élevé", que nous remplaçons par les valeurs 1, 2 et 3, respectivement, devenant ainsi un indice de consentement. La variable de consentement sur l'impôt comme acte citoyen prend elle quatre valeurs distinctes, "Pas du tout d'accord", "Plutôt pas d'accord", "Plutôt d'accord" et "Tout à fait d'accord", que nous remplaçons, de manière similaire, par les valeurs 1, 2, 3 et 4, respectivement. On peut alors construire deux tableaux : le tableau des coefficients et le tableau des effets marginaux moyens. Le tableau des coefficients (Annexe D) est parfaitement similaire au tableau des coefficients du modèle Probit de notre régression principale. Le tableau des effets marginaux moyens nous permet d'observer que la binarisation retenue pour les variables de consentement est cohérente avec les corrélations observées pour les différents niveaux des indices de consentement.

Décompositions des indices. Pour confirmer l'interprétation des corrélations observées avec nos indices, nous présentons les résultats de plusieurs régressions dans lesquelles les composantes des indices apparaissent directement, de manière désagrégée, ou bien dans lesquelles les indices apparaissent comme des variables catégorielles.

Concernant l'indice de connaissance, on peut voir que la composante "TVA > IR" est fortement et significativement corrélée au consentement, ce qui n'est pas le cas des

autres composantes (cf. Tableau 36). En outre, lorsque l'indice est considéré comme une variable catégorielle, la corrélation n'est pas monotone avec l'amplitude de l'indice. La catégorie "indice de connaissance = 3" n'est d'ailleurs pas significativement différente de 0 (cf. Tableau 38). Cela suggère la difficulté de notre indice à capturer une réelle accumulation de savoir sur le système fiscal.

A l'inverse, aucune composante de l'indice de confiance ne ressort particulièrement lorsque les composantes sont incorporées séparément à la régression (cf. Tableau 39). En outre, même si ce n'est pas flagrant, on constate une monotonie de la corrélation, en particulier pour la troisième variable de consentement (cf. Tableau 40).

L'indice de satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public est construit de manière plus naturelle à partir de réponses ordonnées à une même question. Lorsqu'il est incorporé de manière catégorielle à la régression, l'indice montre une monotonie de la corrélation, en particulier pour la troisième variable de consentement. Pour les deux autres, la catégorie "Très satisfait" n'est pas significativement différente de 0 (cf. Tableau 41).

6 Conclusion

Cet article présente les résultats d'une enquête menée auprès d'un échantillon représentatif de Français sur le consentement à l'impôt en septembre 2021. Plusieurs dimensions du consentement sont étudiées (niveau général des impôts, niveau individuel des impôts, paiement des impôts comme "acte citoyen") pour évaluer les déterminants du consentement à l'impôt en France en 2021.

Notre analyse économétrique révèle tout d'abord que les déterminants socio-économiques du consentement varient d'une mesure de consentement à une autre. Le revenu a un effet non-monotone sur l'acceptation du niveau personnel des impôts, d'abord négatif, puis positif au-dessus d'un certain niveau de revenus. En particulier, les ménages aux revenus intermédiaires, toutes choses égales par ailleurs, sont ceux qui acceptent le moins le niveau des impôts qu'ils ont à payer. L'âge et le niveau d'éducation sont négativement corrélés à l'acceptation du niveau des impôts mais positivement corrélés au fait de considérer l'impôt comme un acte citoyen.

Les autres déterminants sont très similaires d'une mesure de consentement à l'autre. Les indices de connaissance, de confiance et de satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public sont fortement et positivement corrélés au consentement. Les questions

relatives à la justice fiscale jouent également un rôle important. Plus précisément, nous montrons que la perception d'une « juste » redistribution et d'une « juste » contribution des différents niveaux de revenus par le système fiscal est positivement corrélée au consentement. A l'inverse, la perception que le système est trop ou pas assez redistributif, ou qu'un groupe est trop ou pas assez mis à contribution a tendance à réduire le consentement.

Deux limites de notre analyse seront abordées dans les prochaines vagues de l'enquête. Une première provient de l'absence de données administratives sur les enquêtés permettant de savoir précisément, par exemple, leurs revenus, composition familiale et leur niveau d'imposition. Nous recueillons ici le ressenti des Français, mais il n'est pas possible pour cette enquête d'observer la réalité. Il serait intéressante lors d'une prochainement vague de faire le lien entre des informations subjectives et objectives, sous secret statistique, afin de révéler si la perception des Français sur leur imposition et en accord avec la réalité. Stantcheva (2021) montre que des biais importants peuvent exister.

La seconde limite provient de l'absence d'analyse causale : si les résultats montrent les déterminants de nos métriques du consentement, il nous est impossible de prédire qu'un « traitement » pour une des variables pourrait augmenter le consentement. Deux traitements nous semblent particulièrement pertinents au regard de nos résultats : (i) un traitement informationnel montrant précisément le positionnement du répondant dans la distribution des revenus car il est susceptible de changer les préférences pour l'équité (Hvidberg, Kreiner and Stantcheva (2020)) ; (ii) un traitement donnant des informations sur le niveau redistributif du système existant, les différents impôts, et l'utilisation de l'argent public [22].

22. Notre questionnaire incluait un traitement informatif avec des diagrammes présentant la ventilation des dépenses et des recettes publiques (Cf. Annexe G). Ce traitement a eu lieu après les deux premières sections du questionnaire et n'a donc pas pu affecter le « consentement » des personnes interrogées. L'objectif était d'observer si le traitement pouvait avoir un impact sur les variables explicatives. Ce traitement semble avoir modifié marginalement certaines réponses des répondants mais ne change pas les résultats de la régression. En Annexe G, nous faisons la régression des principales variables explicatives sur la variable de traitement : nous observons un impact faible mais significatif pour cinq variables explicatives sur 17. Nous comparons également les résultats de notre régression principale sur le groupe traité et sur le groupe de contrôle : les coefficients changent légèrement d'une régression à l'autre mais pas de manière significative.

Références

Acemoglu, Daron and James A Robinson, *Economic origins of dictatorship and democracy*, Cambridge University Press, 2006.

Allingham, Michael G and Agnar Sandmo, "Income tax evasion : A theoretical analysis," *Journal of Public Economics*, 1972, *1* (3-4), 323–338.

Alm, James, "Measuring, explaining, and controlling tax evasion : lessons from theory, experiments, and field studies," *International Tax and Public Finance*, 2012, *19* (1), 54–77.

——, Betty Jackson, and Michael McKee, "Deterrence and beyond : Toward a kinder, gentler IRS," *Why people pay taxes*, 1992, *1*, 311–329.

Andreoni, James, Brian Erard, and Jonathan Feinstein, "Tax compliance," *Journal of Economic Literature*, 1998, *36* (2), 818–860.

Bazart, Cécile and Thierry Blayac, "Les déterminants de la non-conformité et de la perception du fardeau fiscal en France," *Revue économique*, 2022.

Becker, Gary S, "Crime and Punishment : An Economic Approach," *Journal of Political Economy*, 1968, *76* (2), 169–217.

Bendali, Zakaria and Aldo Rubert, "Les sciences sociales en gilet jaune," *Politix*, 2020, (4), 177–215.

Besley, Timothy and Torsten Persson, *Pillars of prosperity*, Princeton University Press, 2011.

Bierbrauer, Felix J., Pierre C. Boyer, and Andreas Peichl, "Politically feasible reforms of nonlinear tax systems," *American Economic Review*, 2021, *111* (1), 153–91.

——, ——, Andrew Lonsdale, and Andreas Peichl, "Réformes fiscales et faisabilité politique," *Note IPP n°74*, 2021.

Blanchard, Olivier, Jean Tirole, Christian Gollier, Mar Reguant, Dani Rodrik, Stefanie Stantcheva, Axel Boersch-Supan, Claudia Diehl, and Carol Propper, "Major future economic challenges," *International Commission chaired by Olivier Blanchard and Jean Tirole*, 2021.

Blesse, Sebastian, Florian Buhlmann, and Philipp Doerrenberg, "Do people really want a simple tax system ? Evidence on preferences towards income tax simplification," *ZEW Discussion Paper No. 58*, 2019.

Blumenthal, Marsha, Charles Christian, and Joel Slemrod, "Do normative appeals affect tax compliance ? Evidence from a controlled experiment in Minnesota," *National Tax Journal*, 2001, *54* (1), 125–138.

Bouvier, Michel, "Justice fiscale, légitimité de l'impôt et société post-moderne," *Revue française de finances publiques*, 2013, (124), 15–27.

——, *L'impôt sans le citoyen ? Le consentement à l'impôt, un enjeu crucial pour la démocratie*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, LGDJ, 2019.

Boyer, Pierre C., Nadja Dwenger, and Johannes Rincke, "Do norms on contribution behavior affect intrinsic motivation ? Field-experimental evidence from Germany," *Journal of Public Economics*, 2016, *144*, 140–153.

——**, Thomas Delemotte, Germain Gauthier, Vincent Rollet, and Benoît Schmutz**, "Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes," *Revue économique*, 2020, *71* (1), 109–138.

Carpio, Lucia Del, "Are the Neighbors Cheating ? Evidence from a Social Norm Experiment on Property Taxes in Peru," *Mimeo Princeton University*, 2013.

Conseil des impôts, *Les relations entre les contribuables et l'administration fiscale*, Cour des comptes, 2002.

de Caritat marquis de Condorcet, J.A.N., *Sur l'impôt progressif*, Œeuvres Complètes de Condorcet : tome premier, 1804.

Delalande, Nicolas, *Les batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*, Le Seuil, 2011.

Dubergé, Jean, *Les Français face à l'impôt : essai de psychologie fiscale* 1990.

Dwenger, Nadja, Henrik Kleven, Imran Rasul, and Johannes Rincke, "Extrinsic and intrinsic motivations for tax compliance : Evidence from a field experiment in Germany," *American Economic Journal : Economic Policy*, 2016, *8* (3), 203–32.

Fabre, Adrien, "Déterminer par des enquêtes la redistribution souhaitée," *Revue économique*, 2022, *73* (1), 69–113.

Fellner, Gerlinde, Rupert Sausgruber, and Christian Traxler, "Testing enforcement strategies in the field : Threat, moral appeal and social information," *Journal of the European Economic Association*, 2013, *11* (3), 634–660.

Ferrario, Beatrice and Stefanie Stantcheva, "Eliciting People's First-Order Concerns : Text Analysis of Open-Ended Survey Questions," *American Economic Association Papers and Proceedings*, 2022.

Hallsworth, Michael, John A List, Robert D Metcalfe, and Ivo Vlaev, "The behavioralist as tax collector : Using natural field experiments to enhance tax compliance," *Journal of Public Economics*, 2017, *148*, 14–31.

Hvidberg, Kristoffer B, Claus Kreiner, and Stefanie Stantcheva, "Social position and fairness views," *NBER Working paper 28099*, 2020.

Jacquemet, Nicolas, Stéphane Luchini, Antoine Malézieux, and Jason F Shogren, "L'évasion fiscale est-elle un trait de personnalité ?," *Revue économique*, 2017, *68* (5), 809–828.

——, ——, ——, and ——, "A psychometric investigation of the personality traits underlying individual tax morale," *The BE Journal of Economic Analysis & Policy*, 2019, *19* (3).

Keen, Michael and Joel Slemrod, *Rebellion, Rascals, and Revenue : Tax Follies and Wisdom Through the Ages*, Princeton University Press, 2021.

Kleven, Henrik Jacobsen, "How can Scandinavians tax so much ?," *Journal of Economic Perspectives*, 2014, *28* (4), 77–98.

——, Martin B Knudsen, Claus Thustrup Kreiner, Søren Pedersen, and Emmanuel Saez, "Unwilling or unable to cheat ? Evidence from a tax audit experiment in Denmark," *Econometrica*, 2011, *79* (3), 651–692.

Leviner, Sagit, "An overview : a new era of tax enforcement–from "big stick" to responsive regulation," *Regulation & Governance*, 2008, *2* (3), 360–380.

Luttmer, Erzo and Monica Singhal, "Tax morale," *Journal of Economic Perspectives*, 2014, *28* (4), 149–68.

Martin, Isaac William and Monica Prasad, "Taxes and Fiscal Sociology," *Annual Review of Sociology*, 2014, *40* (1), 331–345.

—— and Nadav Gabay, "Tax policy and tax protest in 20 rich democracies, 1980–2010," *The British Journal of Sociology*, 2018, *69* (3), 647–669.

Mill, John Stuart, *Principles of political economy with some of their applications to social philosophy* 1848.

Neve, Jan-Emmanuel De, Clement Imbert, Johannes Spinnewijn, Teodora Tsankova, and Maarten Luts, "How to improve tax compliance ? Evidence from population-wide experiments in Belgium," *Journal of Political Economy*, 2021, *129* (5), 1425–1463.

OECD, *Tax Morale : What Drives People and Businesses to Pay Tax ?*, OECD, 2019.

Piketty, Thomas, *Le capital au XXIe siècle*, Le Seuil, 2013.

Rosanvallon, Pierre, "Relégitimer l'impôt !," *Regards croises sur l'économie*, 2007, (1), 16–26.

Rousseau, Jean-Jacques, *Discours sur l'économie politique* 1755.

Scheve, Kenneth and David Stasavage, *Taxing the rich*, Princeton University Press, 2016.

——— and ——— , "Equal Treatment and the Inelasticity of Tax Policy to Rising Inequality," *Comparative Political Studies*, 2022.

Slemrod, Joel and Christian Gillitzer, *Tax systems*, MIT Press Cambridge, 2014.

——— , Marsha Blumenthal, and Charles Christian, "Taxpayer response to an increased probability of audit : evidence from a controlled experiment in Minnesota," *Journal of Public Economics*, 2001, *79* (3), 455–483.

Smith, Adam, *The Wealth of Nations*, Penguin Classics, 1776.

Spire, Alexis, *Résistances à l'impôt, attachement à l'État-Enquête sur les contribuables français*, Le Seuil, 2018.

Stantcheva, Stefanie, "Understanding Tax Policy : How do People Reason ?," *Quarterly Journal of Economics*, 09 2021, *136* (4), 2309–2369.

Thaler, Richard H. and Cass R. Sunstein, *Nudge : Improving decisions about health, wealth, and happiness*, Yale University Press, 2008.

Weinzierl, Matthew, "Popular acceptance of inequality due to innate brute luck and support for classical benefit-based taxation," *Journal of Public Economics*, 2017, *155*, 54–63.

Annexes

A Méthodologie de l'enquête et échantillonage

A.1 Méthodologie de l'enquête

L'enquête été réalisée par l'institut Harris Interactive auprès d'un échantillon de 1013 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, qui a été constitué suivant la méthode des quotas selon le sexe, l'âge, la catégorie socio-professionnelle (PCS), la région et la taille d'agglomération. Au stade du traitement des données, celles-ci ont été redressées suivant les mêmes critères.

Les questions ont été posées entre le 3 et le 8 septembre 2021.

A.2 Description de l'échantillon

Figure 2 – Caractéristiques socio-économiques de l'échantillon après redressement

	Effectifs	Pourcentages
Sexe		
Femme	530	52.3%
Homme	483	47.7%
Tranche d'âge		
18-24 ans	110	10.9%
25-34 ans	159	15.7%
35-49 ans	263	26.0%
50-64 ans	252	24.9%
65 ans et plus	228	22.5%
Situation matrimoniale		
Couple avec enfant	314	31.0%
Couple sans enfant	316	31.2%
Seul(e) avec enfant	80	7.9%
Seul(e) sans enfant	304	30.0%
Niveau de diplôme		
Sans diplôme	29	2.9%
BEPC	40	4.0%
BEP	82	8.1%
CAP	97	9.6%
Bac	245	24.1%
Bac +2	208	20.5%
Bac +3	131	12.9%
Bac +4	56	5.5%
Bac +5	74	7.3%
Écoles de commerce, Grandes écoles	25	2.5%
> Bac +5	25	2.5%
Revenus annuels		
12.000€ et moins	111	11.0%
De 12.000€ à 18.000€	97	9.6%
De 18.000€ à 24.000€	158	15.6%
De 24.000€ à 36.000€	260	25.7%
De 36.000€ à 48.000€	157	15.5%
De 48.000€ à 60.000€	102	10.1%
De 60.000€ à 72.000€	40	3.9%
72.000€ et plus	26	2.5%
Ne souhaite pas répondre	61	6.1%
PCS		
Agriculteur exploitant	1	0.1%
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	23	2.3%
Autre inactif	46	4.6%
Cadre, prof. intellectuelle supérieure	111	11.0%
Élève, étudiant(e)	42	4.2%
Employé(e)	259	25.5%
Femme, homme au foyer	44	4.3%
Ouvrier	52	5.2%
Profession intermédiaire	131	13.0%
Profession libérale	24	2.4%
Recherche du premier emploi	14	1.3%
Retraité(e)	265	26.2%
Taille d'agglomération		
Zone rurale	216	21.3%
De 2.000 à 4.999 hab.	53	5.2%
De 5.000 à 9.999 hab.	47	4.7%
De 10.000 à 19.999 hab.	45	4.4%
De 20.000 à 49.999 hab.	66	6.6%
De 50.000 à 99.999 hab.	96	9.5%
De 100.000 à 199.999 hab.	60	5.9%
De 200.000 à 1.999.999 hab.	264	26.0%
Agglomération parisienne	166	16.4%
Milieu d'habitation		
Agglomération parisienne	166	16.4%
Ville de région	631	62.3%
Zone rurale	216	21.3%
Grande région		
Est	130	12.8%
Île-de-France	187	18.5%
Nord-Normandie	133	13.1%
Ouest	176	17.3%
Sud-est	241	23.8%
Sud-ouest	146	14.4%

	Effectifs	Pourcentages
Catégories d'âge		
18-34 ans	269	26.6%
35-49 ans	263	26.0%
50-64 ans	252	24.9%
65 ans et plus	228	22.5%
Catégories d'études		
Etudes courtes	248	24.5%
Etudes intermédiaires	584	57.7%
Etudes longues	180	17.8%
Catégories de revenus		
Bas revenus	367	36.2%
Revenus intermédiaires	519	51.3%
Hauts revenus	65	6.5%
Ne souhaite pas répondre	61	6.1%

Notes : Les données ont été redressées à partir des variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région et taille d'agglomération des répondants. Les effectifs sont arrondis à l'unité près, les pourcentages sont arrondis au dixième près. Les statistiques sont données sur les 1013 répondants, en incluant les réponses incomplètes. Le tableau de gauche donne les statistiques des labels utilisés lors de la collecte des données. Le tableau de droite donne les statistiques des labels reconstitués, utilisés pour l'analyse économétrique. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

B Enquête et questionnaire

B.1 Construction du questionnaire

Dans un premier bloc de questions, nous évaluons le niveau de connaissance des citoyens du système de prélèvements fiscaux et sociaux. Le rejet de l'impôt observé chez certains citoyens peut venir d'une mauvaise connaissance et d'une mauvaise compréhension des systèmes fiscal et social (Spire (2018) ; Stantcheva (2021)).

Dans un deuxième bloc de questions, nous mesurons la donnée clef de l'étude, à savoir le degré d'acceptation de l'impôt par les contribuables. Nous mesurons cette acceptation via plusieurs critères : 1) l'acceptation du principe de l'impôt comme acte citoyen (la possibilité de décrire les raisons d'une réponse est clef pour orienter notre analyse des causes de l'insatisfaction/satisfaction qui seront révélées par les questions suivantes), 2) l'opinion sur le niveau global des impôts, 3) l'opinion sur le niveau personnel de l'impôt. Enfin, nous évaluons la satisfaction globale vis-à-vis du système fiscal.

Une cause potentielle du rejet de l'impôt est la perception d'une iniquité du système fiscal. En effet, les plus aisés peuvent trouver qu'ils sont mis à contribution de manière trop importante, tandis que les plus modestes peuvent avoir le sentiment inverse. A travers un troisième bloc de questions, nous cherchons à évaluer la perception du degré d'équité du système fiscal. La question de l'équité du système fiscale est à relier directement aux notions de « justice fiscale » et de « justice sociale ».

Une des variables explicatives possibles du consentement à l'impôt est l'opinion sur l'utilisation de l'argent public. En effet, il est légitime de penser qu'un contribuable estimant que l'État utilise « mal » l'argent issu des impôts sera plus critique vis-à-vis du niveau d'imposition qu'un contribuable estimant que cet argent est « bien » utilisé par l'État. Avec les questions d'un quatrième bloc de questions, nous mesurons comment les contribuables évaluent l'utilisation de l'argent public issu des impôts.

Avec un cinquième bloc de questions, nous évaluons la qualité des relations entre les contribuables l'administration fiscale. La qualité de ces relations peut être un des déterminants de l'acceptation de l'impôt : un contribuable ayant eu une mauvaise expérience de l'administration fiscale peut développer un sentiment anti-impôt (Cf. Spire (2018) ; Conseil des impôts (2002)).

En France, une large part des prélèvements obligatoires provient des cotisations sociales, payées par les employés, les employeurs et les indépendants. Ces cotisations sociales servent à financer le système de protection sociale. Il est important de mesurer l'acceptation de ces prélèvements, qui ne sont pas des impôts, et ainsi comparer leur acceptation de celle de l'impôt. Avec un sixième bloc de questions, nous mesurons l'acceptation du paiement des cotisations sociales.

Dans un septième bloc de questions, nous évaluons l'opinion des contribuables sur le système de prélèvement à la source mis en place en janvier 2019. Il s'agit de comprendre si la mise en place de ce mécanisme, en théorie plus simple pour le contribuable, est accueilli favorablement et s'il change l'acceptation de l'impôt. Dans ce bloc, nous évaluons également la connaissance des répondants concernant l'impôt sur le revenu.

Enfin, dans un huitième et dernier bloc de questions, nous mesurons l'opinion des contribuables sur une éventuelle hausse d'impôts à la suite de la crise Covid. En effet, cette dernière a nécessité d'importantes dépenses publiques (dépenses de santé, chômage partiel, soutien aux entreprises, soutien aux ménages les plus modestes) et a ainsi provoqué une forte croissance de l'endettement public qui pourrait nécessiter la mise en place de prélèvements exceptionnels.

B.2 Le questionnaire utilisé pour l'enquête

Bloc 1 : la connaissance et la compréhension des prélèvements obligatoires

Q1. Quand vous pensez aux prélèvements obligatoires en France, quels sont tous les mots, toutes les idées, toutes les représentations qui vous viennent à l'esprit ? (réponse libre)

Q2. Quel est selon vous, en %, le niveau général des prélèvements obligatoires en France, par rapport à l'ensemble des richesses produites dans le pays en une année ?

1. Moins de 10%
2. Entre 10 et 19%
3. Entre 20 et 29%
4. Entre 30 et 39%
5. Entre 40 et 49%
6. Entre 50 et 59%
7. Entre 60 et 69%
8. Entre 70 et 79%
9. Entre 80 et 89%
10. 90% ou plus
11. Vous ne savez pas

Q3. Selon vous, le niveau général des prélèvements obligatoires dans chacun des pays suivants est-il plus élevé, moins élevé ou ni plus ni moins élevé qu'en France ?

[Q3.1. Royaume-Uni, Q3.2. Allemagne, Q3.3. Italie, Q3.4. Suède, Q3.5. Etats-Unis, Q3.6. Belgique, Q3.7. Suisse – rotation aléatoire]

1. Plus élevé qu'en France
2. Moins élevé qu'en France
3. Ni plus, ni moins élevé qu'en France
4. Vous ne savez pas

Q4. Parmi les prélèvements obligatoires que vous connaissez, quels sont ceux qui vous viennent spontanément à l'esprit ? (réponse libre – max. 5 réponses)

Q5. Comment classeriez-vous les 5 prélèvements obligatoires suivants selon le niveau de recettes fiscales qu'ils rapportent aux administrations publiques chaque année ? Vous les classerez dans l'ordre, de celui qui rapporte le plus de recettes fiscales à celui qui rapporte le moins de recettes fiscales selon vous. (rotation aléatoire des items)

1. Contribution Sociale Généralisée (CSG)
2. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
3. Impôt sur le revenu
4. Impôt sur les sociétés
5. Taxe foncière

Q6. Pensez-vous que vous payez la CSG ?

1. Oui
2. Non
3. Vous ne savez pas

Q7. Si oui, quel est, selon vous, le taux approximatif de CSG qui est prélevé sur vos revenus ? (réponse numérique ouverte en % - possibilité de cocher « Vous ne savez pas »)

Bloc 2 : l'acceptation de l'impôt

Texte présenté avant les questions : « Nous allons maintenant vous poser des questions concernant les impôts. Les impôts sont les prélèvements perçus par l'État ou les administrations publiques sans contrepartie directe ; par exemple, la TVA, l'impôt sur le revenu, les taxes foncières... »

Q8. Pensez-vous que, de manière générale, les impôts en France sont... ?

1. Trop élevés

2. Pas assez élevés
3. Ni trop, ni pas assez élevés

Q9. Pensez-vous que vous payez personnellement. . . ?
1. Trop d'impôts
2. Pas assez d'impôts
3. Ni trop, ni pas assez d'impôts

Q10. Êtes-vous satisfait(e) ou pas satisfait(e) du système fiscal actuel ?
1. Très satisfait(e)
2. Plutôt satisfait(e)
3. Plutôt pas satisfait(e)
4. Pas du tout satisfait(e)

Q11. [à ceux qui ne sont pas satisfaits] Quelles sont, parmi la liste suivante, les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas satisfait(e) du système fiscal actuel de la France ? (plusieurs réponses possibles - rotation aléatoire des items)
1. Il est trop complexe, trop difficile à comprendre
2. Le niveau global des impôts est trop élevé
3. Il n'est pas assez équitable
4. Il n'est pas assez efficace
5. Autre, précisez : ...

Q12. Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : « Payer ses impôts est un acte citoyen » ?
1. Tout à fait d'accord
2. Plutôt d'accord
3. Plutôt pas d'accord
4. Pas du tout d'accord

Q13. [à ceux qui sont d'accord] Veuillez indiquer en quelques mots pour quelles raisons vous êtes d'accord avec l'affirmation « Payer ses impôts est acte citoyen » : (réponse libre)

Q14. [à ceux qui sont ne sont pas d'accord] Veuillez indiquer en quelques mots pour quelles raisons vous n'êtes pas d'accord avec l'affirmation « Payer ses impôts est acte citoyen » : (réponse libre)

Bloc 3 : la perception de l'équité des impôts

Q15. Selon l'idée que vous vous en faites, diriez-vous que le niveau des impôts payés par chacune des populations suivantes est. . . ? (rotation aléatoire des items)

[Q15.1. Les ménages les plus aisés, Q15.2. Les ménages aux revenus intermédiaires, Q15.3. Les ménages les plus modestes]

1. Trop important
2. Pas assez important
3. Juste

Q16. Pensez-vous que le système fiscal redistribue les revenus de manière... ?
1. Trop importante
2. Pas assez importante
3. Juste

Q17. Et pensez-vous que les impôts sur le patrimoine (droits de succession, taxe foncière, impôt sur la fortune immobilière) taxent les richesses de manière... ?
1. Trop importante
2. Pas assez importante
3. Juste

Bloc 4 : l'utilisation de l'argent public issu des impôts

Texte présenté avant les questions : « Nous allons maintenant parler de l'usage qui est fait de l'argent public issu des impôts, c'est à dire des dépenses publiques hors Sécurité sociale. »

Q18. Êtes-vous satisfait(e) ou pas satisfait(e) de la manière dont l'argent public issu des impôts est utilisé en général ?
1. Très satisfait(e)
2. Plutôt satisfait(e)
3. Plutôt pas satisfait(e)
4. Pas du tout satisfait(e)

Q19. Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes de manière générale ? (rotation aléatoire des items)

Q19.1. L'État devrait réduire le nombre de missions dont il a la charge :
1. Tout à fait d'accord
2. Plutôt d'accord
3. Plutôt pas d'accord
4. Pas du tout d'accord

Q19.2. L'État dépense trop pour certaines missions et pas assez pour d'autres :
1. Tout à fait d'accord
2. Plutôt d'accord
3. Plutôt pas d'accord
4. Pas du tout d'accord

Q19.3. L'État devrait être plus efficace pour effectuer les mêmes missions :
1. Tout à fait d'accord
2. Plutôt d'accord
3. Plutôt pas d'accord
4. Pas du tout d'accord

Q20. Avez-vous confiance ou pas confiance en chacun des acteurs suivants pour utiliser efficacement l'argent public ? (rotation aléatoire des items)

[Q20.1. L'Union européenne, Q20.2. L'État, Q20.3. Les régions, Q20.4. Les départements, Q20.5. Les communes]
1. Tout à fait confiance
2. Plutôt confiance
3. Plutôt pas confiance
4. Pas du tout confiance

Bloc 5 : la qualité des relations avec l'administration fiscale

Q21. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu au moins un contact personnalisé avec un ou des agents de l'administration fiscale ? (on parle bien ici des échanges avec une personne, et non des envois automatisés qu'il peut vous arriver de recevoir) (plusieurs réponses possibles, sauf dernier item, rotation aléatoire des items « oui »)
1. Oui, en me rendant dans un centre des finances publiques ou une trésorerie
2. Oui, via un échange téléphonique
3. Oui, via un échange de mails
4. Oui, via un échange de courriers
5. Autre (préciser)
6. Non, je n'ai pas eu de contact avec l'administration fiscale

Q22. [à ceux qui ont eu au moins un contact avec l'administration fiscale] Comment jugez-vous la qualité de l'échange ou des échanges que vous avez eu(s) avec l'administration fiscale au cours des 12 derniers mois ? Vous utiliserez une échelle de 1 à 10, 10 signifiant que ces échanges ont été très satisfaisants, 1 signifiant qu'ils ont été très insatisfaisants, les notes

intermédiaires vous permettant de nuancer votre réponse.

Q23. Au cours de votre vie, avez-vous déjà fait l'objet d'un contrôle fiscal ?
1. Oui
2. Non
3. Vous ne savez pas
4. Vous ne souhaitez pas répondre

Q24. Au cours de votre vie, avez-vous déjà déposé une réclamation devant l'administration fiscale ?
1. Oui
2. Non

Bloc 6 : la perception du système de cotisations sociales

Texte présenté avant les questions : « Nous allons maintenant vous poser des questions concernant les cotisations sociales. Les cotisations sociales sont les prélèvements obligatoires sur les salaires permettant de financer la Sécurité sociale, et ouvrant le droit à des prestations sociales : maladie, chômage ou retraite par exemple. »

Q25. Selon vous, le niveau des cotisations sociales (salariales et patronales) est-il... ?
1. Trop important
2. Pas assez important
3. Ni trop ni pas assez important

Q26. [si « trop important »] Pourquoi pensez-vous que le niveau des cotisations sociales (salariales et patronales) est trop important ? (rotation aléatoire des items - plusieurs réponses possibles)
1. Parce que cela réduit les salaires
2. Parce que cela fait augmenter le coût du travail en France
3. Parce que vous ne savez pas à quoi sert cet argent
4. Parce que cet argent n'est pas utilisé de manière efficace
5. Autre, précisez : ...

Q27. Aujourd'hui, la Sécurité sociale est financée par des cotisations sociales à hauteur d'environ 60%, et par des impôts à hauteur d'environ 40%. Diriez-vous que... ? (rotation aléatoire des items 1 et 2)
1. La part des impôts dans le financement de la Sécurité sociale devrait être plus importante qu'aujourd'hui (et la part des cotisations sociales moins importante)
2. La part des cotisations sociales dans le financement de la Sécurité sociale devrait être plus importante qu'aujourd'hui (et la part des impôts moins importante)
3. La situation actuelle vous convient

Bloc 7 : l'impôt sur le revenu

Texte présenté avant les questions : « Nous allons maintenant vous poser des questions concernant le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, mis en place en janvier 2019. Il consiste à prélever l'impôt directement sur les revenus des contribuables (qu'il s'agisse de salaires, de pensions, d'indemnités, de revenus fonciers, etc.), avant que ceux-ci ne leurs soient versés. »

Q28. Selon vous, la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est-elle une bonne ou une mauvaise réforme ?
1. Très bonne
2. Plutôt bonne
3. Plutôt mauvaise
4. Très mauvaise

Q29. [si « bonne »] Pour quelles raisons principales estimez-vous que le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est une bonne réforme ? (rotation aléatoire des items) (plusieurs réponses possibles)

1. Les gens sont maintenant imposés sur leurs revenus de l'année en cours
2. Le paiement des impôts est plus simple
3. Les gens perçoivent leur revenu après impôt ce qui facilite leur gestion financière au quotidien
4. La perception de l'impôt coûte maintenant moins cher à l'Etat
5. Autre, précisez : ...

Q30. [si « mauvaise »] Pour quelles raisons principales estimez-vous que le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est une mauvaise réforme ? (rotation aléatoire des items) (plusieurs réponses possibles)

1. Vous pensez que ce serait mieux de payer ses impôts directement
2. Vous pensez que ce nouveau système est plus complexe que le précédent
3. Vous pensez que le nouveau système est défavorable aux gens en ce qui concerne la gestion de leur budget
4. Vous pensez que les employeurs en savent trop sur les revenus de leurs salariés
5. Autre, précisez : ...

Q31. Payez-vous l'impôt sur le revenu ?

1. Oui
2. Non
3. Vous ne savez pas

Q32. [si « oui »] Pouvez-vous indiquer votre taux marginal d'imposition sur le revenu ?

1. 0%
2. 11%
3. 30%
4. 41%
5. 45%
6. Vous ne savez pas
7. Vous ne souhaitez pas répondre

Q33. Le taux marginal d'imposition sur le revenu le plus élevé est de 45%. Selon vous, à partir de quel niveau de revenu imposable annuel, pour une personne célibataire sans enfant, chaque euro gagné en plus est taxé à hauteur de ce taux le plus élevé, c'est-à-dire 45%.

1. Environ 10 000 euros
2. Environ 20 000 euros
3. Environ 40 000 euros
4. Environ 80 000 euros
5. Environ 120 000 euros
6. Environ 200 000 euros
7. Vous ne savez pas

Q34. Le taux marginal d'imposition sur le revenu, pour une personne célibataire sans enfant, est de 45% à partir d'un niveau de revenu imposable de 160 000 euros par an. Cela veut dire que, à partir de ce niveau de revenu, chaque euro gagné en plus est taxé à hauteur de 45%. Diriez-vous que ce taux marginal d'imposition prend effet. . . ?

1. À partir d'un niveau de revenu trop important
2. À partir d'un niveau de revenu pas assez important
3. À partir d'un niveau de revenu juste

Q35. [à ceux qui payent l'IR – cf. question Q31] L'administration fiscale vous informe de votre taux de prélèvement à la source depuis le passage de l'imposition à la source. Connaissez-vous ce taux ?

1. Oui, de manière précise
2. Oui, mais pas de manière précise
3. Non

Q36. [si « oui] A combien évaluez-vous ce taux de prélèvement à la source en ce qui vous concerne personnellement ? (échelle entre 0 et 100%)

Bloc 8 : crise Covid

Q37. Pensez-vous ou non que l'Etat devrait augmenter les impôts pour rembourser la « dette Covid », c'est-à-dire l'accroissement de la dette issu des mesures exceptionnelles de dépenses publiques mises en place depuis le début de la crise sanitaire ?

1. Oui, tout à fait
2. Oui, plutôt
3. Non, plutôt pas
4. Non, pas du tout

Q38. Parmi les acteurs suivants, qui devrait, selon vous, supporter principalement la charge de cet impôt destiné à rembourser la « dette Covid » si celui-ci était créé ? (rotation aléatoire des items)

1. Les entreprises
2. Les ménages

Q39. [si « entreprises »] Et selon vous, la charge de cet impôt destiné à rembourser la « dette Covid » devrait être supporté par. . . ? (rotation aléatoire des items)

1. Toutes les entreprises
2. Seulement les grandes entreprises
3. Les entreprises du numérique
4. Autre : ...

Q40. [si « ménages »] Et selon vous, la charge de cet impôt destiné à rembourser la « dette Covid » devrait être supporté par... ? (rotation aléatoire des items)

1. Tous les ménages
2. Seulement les ménages les plus aisés

Q41. Pensez-vous que les moyens consacrés à lutter contre la fraude fiscale sont suffisants ?

1. Oui, tout à fait
2. Oui, plutôt
3. Non, plutôt pas
4. Non, pas du tout

C Résultats bruts de l'enquête

FIGURE 3 – Réponses aux questions de l'enquête (effectifs et pourcentages)

	Effectifs	Pourcentages
Q2		
Moins de 10%	36	3.5%
Entre 10 et 19%	123	12.1%
Entre 20 et 29%	209	20.6%
Entre 30 et 39%	158	15.6%
Entre 40 et 49%	147	14.5%
Entre 50 et 59%	62	6.1%
Entre 60 et 69%	28	2.7%
Entre 70 et 79%	5	0.5%
Entre 80 et 89%	9	0.9%
90% ou plus	5	0.5%
Vous ne savez pas	231	22.8%
NA	2	0.2%
Q3.1		
Moins élevé	400	39.5%
Ni plus ni moins élevé	102	10.1%
Plus élevé	159	15.7%
Vous ne savez pas	336	33.2%
NA	15	1.5%
Q3.2		
Moins élevé	436	43.0%
Ni plus ni moins élevé	142	14.0%
Plus élevé	102	10.0%
Vous ne savez pas	316	31.2%
NA	17	1.7%
Q3.3		
Moins élevé	441	43.5%
Ni plus ni moins élevé	135	13.3%
Plus élevé	76	7.5%
Vous ne savez pas	345	34.1%
NA	16	1.6%
Q3.4		
Moins élevé	376	37.2%
Ni plus ni moins élevé	96	9.5%
Plus élevé	176	17.4%
Vous ne savez pas	349	34.4%
NA	16	1.6%
Q3.5		
Moins élevé	419	41.3%
Ni plus ni moins élevé	75	7.4%
Plus élevé	189	18.7%
Vous ne savez pas	317	31.3%
NA	13	1.3%
Q3.6		
Moins élevé	421	41.6%
Ni plus ni moins élevé	154	15.2%
Plus élevé	84	8.3%
Vous ne savez pas	336	33.2%
NA	19	1.8%
Q3.7		
Moins élevé	408	40.3%
Ni plus ni moins élevé	78	7.7%
Plus élevé	200	19.7%
Vous ne savez pas	314	31.0%
NA	13	1.3%
Q5.1		
En premier	80	7.9%
En deuxième	213	21.1%
En troisième	222	21.9%
En quatrième	218	21.6%
En cinquième	251	24.8%
NA	28	2.8%

	Effectifs	Pourcentages
Q5.2		
En premier	454	44.8%
En deuxième	176	17.4%
En troisième	134	13.2%
En quatrième	133	13.1%
En cinquième	89	8.8%
NA	28	2.7%
Q5.3		
En premier	276	27.3%
En deuxième	244	24.1%
En troisième	191	18.9%
En quatrième	140	13.8%
En cinquième	134	13.3%
NA	27	2.7%
Q5.4		
En premier	102	10.1%
En deuxième	217	21.4%
En troisième	233	23.0%
En quatrième	194	19.2%
En cinquième	235	23.2%
NA	32	3.1%
Q5.5		
En premier	74	7.3%
En deuxième	135	13.4%
En troisième	206	20.3%
En quatrième	299	29.5%
En cinquième	267	26.4%
NA	32	3.1%
Q6		
Non	109	10.7%
Oui	737	72.8%
Vous ne savez pas	163	16.1%
NA	4	0.4%
Q7		
Moins de 5%	89	8.8%
Entre 5 et 15%	236	23.3%
Plus de 15%	86	8.5%
NA	602	59.4%
Q8		
Pas assez élevés	38	3.7%
Ni trop ni pas assez élevés	216	21.3%
Trop élevés	756	74.7%
NA	3	0.3%
Q9		
Pas assez d'impôts	26	2.6%
Ni trop ni pas assez d'impôts	345	34.1%
Trop d'impôts	629	62.1%
NA	13	1.2%
Q10		
Pas du tout satisfait	267	26.3%
Plutôt pas satisfait	432	42.7%
Plutôt satisfait	273	26.9%
Très satisfait	38	3.7%
NA	4	0.3%
Q11.1		
Coché	258	25.5%
Non coché	441	43.5%
NA	314	31.0%
Q11.2		
Coché	345	34.1%
Non coché	354	34.9%
NA	314	31.0%

	Effectifs	Pourcentages
Q11.3		
Coché	378	37.3%
Non coché	321	31.7%
NA	314	31.0%
Q11.4		
Coché	131	12.9%
Non coché	568	56.1%
NA	314	31.0%
Q12		
Tout à fait d'accord	294	29.0%
Plutôt d'accord	506	49.9%
Plutôt pas d'accord	129	12.7%
Pas du tout d'accord	76	7.5%
NA	9	0.8%
Q15.1		
Juste	210	20.7%
Pas assez important	610	60.2%
Trop important	184	18.2%
NA	9	0.9%
Q15.2		
Juste	297	29.3%
Pas assez important	79	7.8%
Trop important	626	61.7%
NA	11	1.1%
Q15.3		
Juste	337	33.3%
Pas assez important	190	18.8%
Trop important	478	47.2%
NA	8	0.8%
Q16		
Juste	182	18.0%
Pas assez importante	554	54.6%
Trop importante	269	26.6%
NA	8	0.8%
Q17		
Juste	169	16.7%
Pas assez importante	334	33.0%
Trop importante	502	49.6%
NA	7	0.7%
Q18		
Pas du tout satisfait	246	24.3%
Plutôt pas satisfait	398	39.3%
Plutôt satisfait	316	31.2%
Très satisfait	49	4.8%
NA	4	0.4%
Q19.1		
Pas du tout d'accord	70	6.9%
Plutôt d'accord	424	41.8%
Plutôt pas d'accord	218	21.5%
Tout à fait d'accord	286	28.2%
NA	16	1.5%
Q19.2		
Pas du tout d'accord	23	2.3%
Plutôt pas d'accord	66	6.5%
Plutôt d'accord	374	36.9%
Tout à fait d'accord	543	53.6%
NA	7	0.7%
Q19.3		
Pas du tout d'accord	29	2.8%
Plutôt pas d'accord	90	8.9%
Plutôt d'accord	456	45.0%
Tout à fait d'accord	428	42.3%
NA	10	1.0%
Q20.1		
Pas du tout confiance	267	26.3%
Plutôt pas confiance	356	35.2%
Plutôt confiance	299	29.5%
Tout à fait confiance	82	8.1%
NA	9	0.9%

	Effectifs	Pourcentages
Q20.2		
Pas du tout confiance	273	27.0%
Plutôt pas confiance	391	38.6%
Plutôt confiance	281	27.8%
Tout à fait confiance	58	5.7%
NA	9	0.9%
Q20.3		
Pas du tout confiance	132	13.0%
Plutôt pas confiance	320	31.6%
Plutôt confiance	457	45.1%
Tout à fait confiance	91	9.0%
NA	12	1.2%
Q20.4		
Pas du tout confiance	112	11.0%
Plutôt pas confiance	279	27.6%
Plutôt confiance	509	50.2%
Tout à fait confiance	104	10.2%
NA	9	0.9%
Q20.5		
Pas du tout confiance	92	9.1%
Plutôt pas confiance	215	21.3%
Plutôt confiance	542	53.5%
Tout à fait confiance	154	15.2%
NA	10	1.0%
Q21.1		
Coché	81	8.0%
Non coché	932	92.0%
Q21.2		
Coché	78	7.7%
Non coché	935	92.3%
Q21.3		
Coché	137	13.6%
Non coché	876	86.4%
Q21.4		
Coché	62	6.1%
Non coché	951	93.9%
Q21.6		
Coché	717	70.8%
Non coché	296	29.2%
Q22		
1 - Très insatisfaisants	10	1.0%
2 - ...	1	0.1%
3 - ...	19	1.9%
4 - ...	18	1.8%
5 - ...	44	4.4%
6 - ...	31	3.0%
7 - ...	51	5.0%
8 - ...	60	6.0%
9 - ...	16	1.6%
10 - Très satisfaisants	35	3.5%
NA	728	71.8%
Q23		
Non	732	72.3%
Oui	162	16.0%
Vous ne savez pas	85	8.4%
Vous ne souhaitez pas répondre	27	2.7%
NA	6	0.6%
Q24		
Non	723	71.4%
Oui	281	27.7%
NA	9	0.9%
Q25		
Pas assez important	79	7.8%
Ni trop ni pas assez important	312	30.8%
Trop important	611	60.3%
NA	11	1.1%
Q26.1		
Coché	347	34.3%
Non coché	264	26.0%
NA	402	39.7%

	Eff.	Pct.
Q26.2		
Coché	290	28.6%
Non coché	321	31.7%
NA	402	39.7%
Q26.3		
Coché	157	15.5%
Non coché	454	44.8%
NA	402	39.7%
Q26.4		
Coché	289	28.5%
Non coché	322	31.8%
NA	402	39.7%
Q27		
Part des cotisations plus importante	249	24.6%
Part des impôts plus importante	363	35.9%
La situation actuelle vous convient	384	37.9%
NA	17	1.7%
Q28		
Tres mauvaise réforme	79	7.8%
Plutôt mauvaise réforme	141	13.9%
Plutôt bonne réforme	509	50.3%
Très bonne réforme	273	27.0%
NA	11	1.1%
Q29.1		
Coché	375	37.0%
Non coché	407	40.2%
NA	231	22.8%
Q29.2		
Coché	453	44.7%
Non coché	329	32.5%
NA	231	22.8%
Q29.3		
Coché	444	43.8%
Non coché	338	33.4%
NA	231	22.8%
Q29.4		
Coché	212	21.0%
Non coché	570	56.2%
NA	231	22.8%
Q30.1		
Coché	68	6.8%
Non coché	151	14.9%
NA	794	78.3%
Q30.2		
Coché	71	7.1%
Non coché	148	14.6%
NA	794	78.3%
Q30.3		
Coché	87	8.7%
Non coché	132	13.0%
NA	794	78.3%
Q30.4		
Coché	70	7.0%
Non coché	149	14.7%
NA	794	78.3%
Q31		
Non	351	34.6%
Oui	600	59.2%
Vous ne savez pas	53	5.3%
NA	9	0.9%
Q32		
0 %	11	1.1%
11 %	283	27.9%
30 %	101	10.0%
41 %	23	2.3%
45 %	9	0.9%
Vous ne savez pas	126	12.5%
Vous ne souhaitez pas répondre	46	4.5%
NA	414	40.9%

	Eff.	Pct.
Q33		
Environ 10.000€	90	8.9%
Environ 20.000€	160	15.8%
Environ 40.000€	159	15.7%
Environ 80.000€	115	11.4%
Environ 120.000€	70	6.9%
Environ 160.000€	32	3.2%
Environ 200.000€	38	3.7%
Vous ne savez pas	339	33.5%
NA	9	0.9%
Q34		
Pas assez important	283	27.9%
Juste	379	37.4%
Trop important	332	32.8%
NA	19	1.9%
Q35		
Non	141	14.0%
Oui, de manière précise	243	24.0%
Oui, mais pas de manière précise	212	20.9%
NA	417	41.1%
Q36		
Moins de 10%	120	11.9%
De 10 à 20%	98	9.6%
De 20 à 30%	31	3.1%
De 30 à 40%	28	2.7%
De 40 à 50%	18	1.8%
De 50 à 60%	15	1.5%
De 60 à 70%	15	1.5%
De 70 à 80%	5	0.5%
De 80 à 90%	7	0.7%
De 90 à 100%	5	0.5%
NA	671	66.2%
Q37		
Non pas du tout	424	41.8%
Non plutôt pas	311	30.7%
Oui plutôt	191	18.8%
Oui tout à fait	73	7.2%
NA	15	1.5%
Q38		
Les entreprises	785	77.5%
Les ménages	211	20.9%
NA	17	1.7%
Q39		
Les entreprises du numérique	110	10.8%
Seulement les grandes entreprises	375	37.0%
Toutes les entreprises	265	26.1%
Autre	31	3.1%
NA	232	22.9%
Q40		
Seulement les ménages les plus aisés	98	9.7%
Tous les ménages	110	10.8%
NA	805	79.5%
Q41		
Non pas du tout	334	33.0%
Non plutôt pas	330	32.5%
Oui plutôt	259	25.5%
Oui tout à fait	80	7.9%
NA	11	1.1%

Notes : Les données ont été redressées à partir des variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région et taille d'agglomération des répondants. Les effectifs sont arrondis à l'unité près, les pourcentages sont arrondis au dixième près. Les statistiques sont données sur les 1013 répondants, en incluant les réponses incomplètes.
Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Figure 4 – Exogénéité des données manquantes

	Donnée manquante
Femme	REF
Homme	.0689 (.123)
Etudes courtes	REF
Etudes intermédiaires	.0667 (.156)
Etudes longues	.139 (.219)
Bas revenus	REF
Revenus intermédiaires	.0782 (.154)
Hauts revenus	-.123 (.312)
Ne souhaite pas répondre	.571** (.238)
18-34 ans	REF
35-49 ans	-.349* (.187)
50-64 ans	-.0336 (.181)
65 ans et plus	-.319 (.285)
Couple - avec enfant	REF
Couple - sans enfant	-.162 (.167)
Seul - avec enfant	.404* (.215)
Seul - sans enfant	-.0923 (.177)
Retraité	REF
Agriculteur exploitant	NA (.)
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	-.225 (.669)
Autre inactif	-.168 (.357)
Cadre, profession intellectuelle supérieure	-.853 (.527)
Eleve, etudiant	.114 (.379)
Employe	-.413 (.512)
Femme, homme au foyer	.234 (.366)
Ouvrier	-.568 (.512)
Profession intermédiaire	-.379 (.541)
Profession libérale	-.859 (.658)
Recherche du premier emploi	NA (.)

	Donnée manquante
Inactif	REF
Indépendant	.417 (.602)
Salarie du privé	.348 (.474)
Salarié du public	.604 (.492)
DE 10.000 A 19.999 habitants	REF
Zone rurale	.0261 (.314)
DE 2.000 A 4.999	-.673 (.496)
DE 5.000 A 9.999	.0323 (.372)
DE 20.000 A 49.999	.0547 (.345)
DE 50.000 A 99.999	.0525 (.334)
DE 100.000 A 199.999	-.225 (.375)
DE 200.000 A 1.999.999	-.143 (.312)
Agglomération parisienne	4.06*** (.457)
Est	REF
Ile-de-France	-3.9*** (.397)
Nord-Normandie	.529** (.244)
Ouest	.271 (.233)
Sud-est	.113 (.239)
Sud-ouest	.276 (.241)
Appartement - HLM	REF
Appartement - autre	-.337* (.194)
Maison individuelle - HLM	-.313 (.268)
Maison individuelle - autre	-.431* (.222)
Locataire	REF
Propriétaire	.104 (.168)
Autre	.612** (.264)
Constante	-1.3*** (.457)
Pseudo-R^2	0.1

Notes : Le tableau donne les résultats de la régression de la variable « Donnée manquante » sur les variables socio-économiques. La variable « Donnée manquante » vaut 1 si la ligne présente au moins une donnée manquante pour les variables considérées dans l'analyse, 0 sinon. Il y a 79 lignes concernées dans l'échantillon, 80 dans l'échantillon redressé. Les lignes présentant au moins une donnée manquante sont supprimées de l'échantillon avant de procéder à l'analyse économétrique.
Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%.
Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

D Régressions complémentaires

D.1 Régression principale : Tableau des coefficients

Tableau 27 – Régression principale (coefficients)

	(1) Niveau général	(2) Niveau personnel	(3) Acte citoyen
Femme	REF	REF	REF
Homme	-.0016 (.104)	-.175* (.0987)	.214* (.117)
Age	-.0069** (.0034)	-.0071** (.0031)	.0205*** (.0037)
Education	.006 (.0243)	-.0582** (.023)	.0918*** (.027)
Revenus	-1.2e-06 (7.7e-06)	-3.0e-05*** (7.1e-06)	1.4e-05* (7.7e-06)
Revenus^2	1.7e-11 (6.9e-11)	2.5e-10*** (6.5e-11)	-1.3e-10* (7.3e-11)
Indice de connaissance	.0969* (.0556)	.156*** (.0531)	.0774 (.0621)
Indice de confiance	.0688** (.0345)	.0546* (.0304)	.0765** (.0353)
Utilisation de l'argent public	.18** (.0712)	.218*** (.0679)	.477*** (.089)
Imposition des plus aisés : Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	-.0119 (.137)	.033 (.136)	.552*** (.158)
Trop important	-.32* (.182)	-.34* (.18)	.215 (.184)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires : Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	-.306 (.216)	-.579*** (.218)	-.669*** (.221)
Trop important	-.691*** (.116)	-.589*** (.112)	-.503*** (.137)
Imposition des plus modestes : Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	.066 (.149)	-.236 (.146)	.0235 (.181)
Trop important	-.266** (.121)	-.228** (.115)	-.356*** (.13)
Redistribution générale : Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.19 (.148)	-.195 (.144)	-.303 (.191)
Trop importante	-.442*** (.17)	-.469*** (.164)	-.491** (.21)
Imposition du patrimoine : Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0435 (.156)	-.131 (.157)	-.237 (.207)
Trop importante	-.371** (.151)	-.278* (.152)	-.21 (.199)
Constante	.0771 (.313)	1.29*** (.312)	-.836** (.393)
Pseudo-R^2	0.168	0.179	0.221

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

D.2 Régression sur l'ensemble des variables

Tableau 28 – Régression avec l'ensemble des variables

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme	-0.004	-0.015	0.015
	(0.027)	(0.028)	(0.023)
Catégories d'âge			
18-34 ans	REF	REF	REF
35-49 ans	-0.038	-0.060	0.042
	(0.041)	(0.044)	(0.036)
50-64 ans	-0.070*	-0.051	0.085**
	(0.041)	(0.046)	(0.037)
65 ans et plus	-0.063	-0.060	0.112**
	(0.065)	(0.069)	(0.048)
Catégories de revenus			
Bas revenus	REF	REF	REF
Revenus intermédiaires	0.019	-0.037	0.052*
	(0.033)	(0.035)	(0.029)
Hauts revenus	0.027	0.095	0.033
	(0.069)	(0.073)	(0.056)
Ne souhaite pas répondre	-0.065	-0.081	0.034
	(0.052)	(0.073)	(0.052)
Catégories d'études			
Etudes courtes	REF	REF	REF
Etudes intermédiaires	-0.003	-0.033	-0.019
	(0.032)	(0.035)	(0.028)
Etudes longues	0.050	-0.035	0.064*
	(0.049)	(0.050)	(0.037)
PCS			
Employé	REF	REF	REF
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	-0.161**	-0.150*	0.081
	(0.075)	(0.085)	(0.078)
Autre inactif	0.009	-0.017	0.208***
	(0.096)	(0.089)	(0.051)
Cadre, profession intellectuelle supérieure	-0.006	-0.011	-0.020
	(0.054)	(0.053)	(0.053)
Elève, étudiant	-0.141*	-0.127	0.201***
	(0.079)	(0.088)	(0.057)
Femme, homme au foyer	-0.161**	-0.184**	0.089
	(0.077)	(0.075)	(0.066)
Ouvrier	0.028	0.036	0.016
	(0.064)	(0.069)	(0.051)
Profession intermédiaire	-0.073	-0.019	0.094**
	(0.045)	(0.046)	(0.040)
Profession libérale	0.040	-0.031	0.210***
	(0.106)	(0.109)	(0.057)
Recherche du premier emploi	-0.187**	-0.232***	0.121
	(0.086)	(0.089)	(0.078)
Retraité	-0.098	-0.062	0.137**
	(0.083)	(0.083)	(0.059)
Statut d'emploi			
Salarié du privé	REF	REF	REF
Salarié du public	0.048	0.030	0.000
	(0.037)	(0.041)	(0.026)
Indépendant	0.075	0.054	-0.328***
	(0.093)	(0.100)	(0.101)
Inactif	0.082	0.080	-0.145***
	(0.069)	(0.066)	(0.048)
Situation matrimoniale			
Couple - avec enfant	REF	REF	REF
Couple - sans enfant	-0.012	-0.068*	0.050
	(0.037)	(0.038)	(0.031)
Seul - avec enfant	-0.115***	0.040	0.049
	(0.044)	(0.058)	(0.040)
Seul - sans enfant	0.024	-0.006	0.057*
	(0.040)	(0.044)	(0.034)
Contribution principale			
Non	REF	REF	REF
Oui	-0.037	-0.106***	0.028
	(0.035)	(0.037)	(0.030)

Statut du logement			
Locataire	REF	REF	REF
Propriétaire	0.012	0.010	-0.022
	(0.033)	(0.036)	(0.029)
Autre	-0.008	0.054	-0.103
	(0.065)	(0.076)	(0.073)
Type de logement			
Appartement - HLM	REF	REF	REF
Appartement - autre	0.020	-0.048	0.086**
	(0.044)	(0.048)	(0.043)
Maison individuelle - HLM	0.058	-0.083	0.014
	(0.063)	(0.065)	(0.062)
Maison individuelle - autre	0.021	-0.083	0.077
	(0.050)	(0.056)	(0.050)
Taille d'agglomération			
Zone rurale	REF	REF	REF
De 2.000 à 4.999	0.132**	0.008	-0.076
	(0.063)	(0.059)	(0.052)
De 5.000 à 9.999	0.040	-0.056	-0.000
	(0.070)	(0.059)	(0.057)
De 10.000 à 19.999	-0.022	0.152*	0.003
	(0.061)	(0.081)	(0.061)
De 20.000 à 49.999	0.026	0.005	-0.020
	(0.058)	(0.061)	(0.048)
De 50.000 à 99.999	0.056	-0.009	0.006
	(0.052)	(0.053)	(0.045)
De 100.000 à 199.999	-0.019	-0.054	-0.018
	(0.054)	(0.059)	(0.054)
De 200.000 à 1.999.999	0.024	0.039	0.004
	(0.042)	(0.044)	(0.034)
Agglomération parisienne	-0.007	0.024	0.069
	(0.087)	(0.098)	(0.060)
Grande région			
Est	REF	REF	REF
Ile-de-France	-0.032	0.015	-0.126
	(0.088)	(0.094)	(0.078)
Nord-Normandie	-0.027	0.013	-0.060
	(0.048)	(0.050)	(0.040)
Ouest	0.005	0.086*	-0.033
	(0.047)	(0.050)	(0.037)
Sud-est	-0.049	-0.056	0.017
	(0.043)	(0.044)	(0.033)
Sud-ouest	-0.001	0.006	-0.011
	(0.048)	(0.050)	(0.035)
Taux marginal d'IR			
0%	REF	REF	REF
11%	-0.057	-0.237***	0.048
	(0.036)	(0.040)	(0.029)
>11%	-0.092**	-0.348***	0.027
	(0.043)	(0.045)	(0.038)
NSP†	-0.004	-0.217***	0.043
	(0.045)	(0.047)	(0.035)
NSPR†	-0.032	-0.195**	-0.015
	(0.068)	(0.078)	(0.058)
NSPx2†	0.125*	0.071	-0.070
	(0.075)	(0.078)	(0.062)
Indices			
Indice de connaissance	0.028**	0.042***	0.009
	(0.014)	(0.014)	(0.012)
Indice de confiance	0.018**	0.010	0.009
	(0.009)	(0.009)	(0.007)
Qualité des relations avec admin. fiscale	0.001	-0.018*	0.006
	(0.009)	(0.010)	(0.009)
Utilisation de l'argent public	0.034*	0.063***	0.081***
	(0.019)	(0.021)	(0.016)
Imposition des plus aisés			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-0.013	0.017	0.106***
	(0.036)	(0.038)	(0.035)
Trop importante	-0.092**	-0.075	0.072*
	(0.043)	(0.046)	(0.041)

Imposition des ménages aux revenus intermédiaires			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-0.083	-0.152**	-0.094**
	(0.066)	(0.064)	(0.040)
Trop importante	-0.192***	-0.203***	-0.132***
	(0.034)	(0.036)	(0.022)
Imposition des plus modestes			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	0.036	-0.016	-0.012
	(0.040)	(0.041)	(0.030)
Trop importante	-0.061**	-0.072**	-0.084***
	(0.030)	(0.032)	(0.024)
Redistribution générale			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-0.012	-0.052	-0.099***
	(0.038)	(0.042)	(0.025)
Trop importante	-0.076*	-0.084*	-0.145***
	(0.042)	(0.046)	(0.032)
Imposition du patrimoine			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-0.010	-0.036	-0.033
	(0.042)	(0.043)	(0.037)
Trop importante	-0.100**	-0.088**	-0.041
	(0.040)	(0.042)	(0.037)
Réduire les missions de l'État			
Pas du tout d'accord	REF	REF	REF
Plutôt pas d'accord	-0.004	-0.007	0.010
	(0.063)	(0.063)	(0.049)
Plutôt d'accord	-0.045	-0.035	-0.042
	(0.060)	(0.062)	(0.050)
Tout à fait d'accord	-0.116*	-0.131**	-0.082*
	(0.061)	(0.063)	(0.050)
Réorienter les missions de l'État			
Pas du tout d'accord	REF	REF	REF
Plutôt pas d'accord	0.034	0.051	-0.026
	(0.140)	(0.112)	(0.120)
Plutôt d'accord	-0.017	0.021	0.197*
	(0.138)	(0.103)	(0.109)
Tout à fait d'accord	-0.056	0.028	0.201*
	(0.136)	(0.103)	(0.109)
Augmenter l'efficacité de l'État			
Pas du tout d'accord	REF	REF	REF
Plutôt pas d'accord	0.041	0.066	0.395***
	(0.114)	(0.102)	(0.091)
Plutôt d'accord	0.037	0.001	0.464***
	(0.111)	(0.096)	(0.085)
Tout à fait d'accord	0.027	0.003	0.450***
	(0.112)	(0.098)	(0.086)
Contrôle fiscal			
Non	REF	REF	REF
Oui	0.079**	0.081**	0.047
	(0.040)	(0.040)	(0.030)
Vous ne savez pas	-0.031	-0.124**	-0.108**
	(0.046)	(0.049)	(0.047)
Vous ne souhaitez pas répondre	0.032	-0.145*	-0.161*
	(0.086)	(0.075)	(0.083)
Réclamation auprès de l'admin. fiscale			
Non	REF	REF	REF
Oui	0.028	0.028	0.010
	(0.031)	(0.033)	(0.026)
Pseudo-R^2	0.244	0.292	0.354

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%.
Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.
†NSP : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne connaissant pas leur taux marginal ; NSPR : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne souhaitant pas renseigner leurs taux marginal ; NSPx2 : catégorie de répondants ne sachant pas s'ils payent l'IR.

D.3 Régressions avec les variables sélectionnées par le Lasso pour chaque variable de consentement

Tableau 29 – Régression avec les variables du Lasso : Niveau général des impôts

	Niveau général des impôts
Age	-.0018
	(.003)
Catégories d'âge	
18-34 ans	REF
35-49 ans	-.0093
	(.0583)
50-64 ans	-.0071
	(.0901)
65 ans et plus	.0114
	(.128)
Catégories d'études	
Etudes courtes	REF
Etudes intermédiaires	.0014
	(.0325)
Etudes longues	.0487
	(.048)
Taux marginal	
0%	REF
11%	-.0548
	(.0336)
>11%	-.0907**
	(.041)
NSP†	.0046
	(.0447)
NSPR†	-.054
	(.0623)
NSPx2†	.115
	(.0713)
PCS	
Employé	REF
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	-.127*
	(.0713)
Autre inactif	.068
	(.07)
Cadre, profession intellectuelle supérieure	-.0134
	(.0498)
Elève ou étudiant	-.0765
	(.0642)
Femme ou homme au foyer	-.0989
	(.0646)
Ouvrier	-.0069
	(.0598)
Profession intermédiaire	-.0645
	(.0423)
Profession libérale	.0608
	(.0856)
Recherche premier emploi	-.141*
	(.0778)
Retraité	-.0347
	(.0641)
Situation matrimoniale	

Couple - avec enfant	REF
Couple - sans enfant	-.0152 (.0364)
Seul - avec enfant	-.137*** (.0392)
Seul - sans enfant	-.0052 (.035)
Taille d'agglomération	
Zone rurale	REF
DE 2000 A 4999	.124* (.0644)
DE 5000 A 9999	.0319 (.0714)
DE 10000 A 19999	-.023 (.0616)
DE 20000 A 49999	.0151 (.0602)
DE 50000 A 99999	.0362 (.0497)
DE 100000 A 199999	-.0298 (.0531)
DE 200000 A 1999999	6.7e-04 (.0389)
Agglomération parisienne	-.0377 (.0424)
Indice de confiance	.0172** (.0085)
Indice de connaissance	.0301** (.0137)
Utilisation de l'argent public	.0405** (.0177)
Imposition des plus aisés	
Juste	REF
Pas assez important	-.0117 (.0359)
Trop important	-.0935** (.0428)
Imposition des ménages aux revenus inetermédiaires	
Juste	REF
Pas assez important	-.0692 (.0653)
Trop important	-.181*** (.0333)
Imposition des plus modestes	
Juste	REF
Pas assez important	.0385 (.0404)
Trop important	-.0649** (.0296)
Redistribution générale	
Juste	REF
Pas assez importante	-.0233 (.0383)
Trop importante	-.0842** (.0424)
Imposition du patrimoine	
Juste	REF
Pas assez importante	.0018

	(.0415)
Trop importante	-.0908**
	(.0393)
Réduire les missions de l'État	
Pas du tout d accord	REF
Plutôt pas d'accord	.0019
	(.0634)
Plutôt d'accord	-.0404
	(.0609)
Tout a fait d'accord	-.107*
	(.0621)
Réorienter les missions de l'État	
Pas du tout d'accord	REF
Plutôt pas d'accord	.0221
	(.108)
Plutôt d'accord	-.0235
	(.102)
Tout à fait d'accord	-.0703
	(.0996)
Contrôle fiscal	
Non	REF
Oui	.0903**
	(.0392)
Vous ne savez pas	-.0206
	(.0461)
Vous ne souhaitez pas répondre	.031
	(.0814)
R^2	0.2335

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.
†NSP : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne connaissant pas leur taux marginal ; NSPR : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne souhaitant pas renseigner leurs taux marginal ; NSPx2 : catégorie de répondants ne sachant pas s'ils payent l'IR.

Tableau 30 – Régression avec les variables du Lasso : Niveau personnel des impôts

	Niveau personnel des impôts
Catégories de revenus	
Bas revenus	REF
Revenus intermédiaires	-.0497
	(.0343)
Hauts revenus	.0594
	(.0689)
Ne souhaite pas répondre	-.0754
	(.078)
Taux marginal	
0%	REF
11%	-.238***
	(.0392)
>11%	-.35***
	(.0439)
NSP†	-.21***
	(.0473)

NSPR†	-.203***
	(.0778)
NSPx2†	.0424
	(.0787)
Situation matrimoniale	
couple - avec enfant	REF
couple - sans enfant	-.0556*
	(.0335)
seul - avec enfant	.0479
	(.0581)
seul - sans enfant	.0081
	(.0397)
Contribution principale aux revenus du foyer	
Non	REF
Oui	-.09***
	(.0333)
Statut du logement	
Locataire	REF
Autre	.0527
	(.0751)
Propriétaire	-.0246
	(.0319)
Grande région	
Est	REF
Ile-de-France	.045
	(.0473)
Nord-Normandie	.011
	(.0495)
Ouest	.0778
	(.0485)
Sud-est	-.0433
	(.044)
Sud-ouest	.0125
	(.0503)
Indice de connaissance	.0381***
	(.0144)
Indice de confiance	.0077
	(.0087)
Utilisation de l'argent public	.0593***
	(.0197)
Imposition des plus aisés	
Juste	REF
Pas assez important	.011
	(.0383)
Trop important	-.0728
	(.0474)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires	
Juste	REF
Pas assez important	-.131**
	(.0638)
Trop important	-.197***
	(.0358)
Imposition des plus modestes	
Juste	REF
Pas assez important	-.0195
	(.0421)
Trop important	-.0598*
	(.0321)

Redistribution générale	
Juste	REF
Pas assez importante	-.0621 (.0421)
Trop importante	-.0936** (.0463)
Imposition du patrimoine	
Juste	REF
Pas assez importante	-.0381 (.0441)
Trop importante	-.0938** (.043)
Réduire les missions de l'État	
Pas du tout d'accord	REF
Plutôt pas d'accord	-.0129 (.0617)
Plutôt d'accord	-.0426 (.0593)
Tout à fait d'accord	-.141** (.0615)
Améliorer l'efficacité de l'État	
Pas du tout d'accord	REF
Plutôt pas d'accord	.0939 (.0921)
Plutôt d'accord	.0224 (.0831)
Tout à fait d'accord	.0181 (.0841)
Contrôle fiscal	
Non	REF
Oui	.0838** (.0387)
Vous ne savez pas	-.104** (.0515)
Vous ne souhaitez pas répondre	-.132* (.0778)
R^2	0.268

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

†NSP : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne connaissant pas leur taux marginal ; NSPR : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne souhaitant pas renseigner leurs taux marginal ; NSPx2 : catégorie de répondants ne sachant pas s'ils payent l'IR.

Tableau 31 – Régression avec les variables du Lasso : Paiement des impôts comme acte citoyen

	Paiement des impôts comme acte citoyen
Age	-.0027
	(.0056)
Age^2	6.2e-05
	(6.3e-05)
Durée d'études^2	9.4e-04
	(.0011)
Catégories de revenus	
Bas revenus	REF
Revenus intermédiaires	.0589**
	(.0273)
Hauts revenus	.0271
	(.0562)
Ne souhaite pas répondre	.0247
	(.0554)
Catégories d'études	
Etudes courtes	REF
Etudes intermediaires	-.0129
	(.0326)
Etudes longues	.0197
	(.0749)
Taux marginal d'IR	
0%	REF
11%	.0544*
	(.0305)
>11%	.0356
	(.0419)
NSP†	.0523
	(.0366)
NSPR†	.0089
	(.0593)
NSPx2†	-.0672
	(.0675)
Contribution principale	
Non	REF
Oui	.0414
	(.0295)
PCS	
employe	REF
artisan commercant chef d entreprise	-.0654
	(.0859)
autre inactif	.109**
	(.0439)
cadres et profession intellectuelle superieure	-.0141
	(.0475)
eleve ou etudiant	.123***
	(.0461)
femme ou homme au foyer	-.0466
	(.0582)
ouvrier	.0176
	(.0494)
profession intermediaire	.0738**
	(.0375)
profession liberale	.0542

	(.0787)
recherche premier emploi	.008 (.0976)
retraite	.006 (.0524)
Type de logement appartement - HLM	REF
appartement - autre	.0709* (.0393)
maison individuelle - HLM	.0093 (.0598)
maison individuelle - autre	.0377 (.0383)
Indice de confiance	.009 (.007)
Utilisation de l'argent public	.0879*** (.0166)
Imposition des plus aisés Juste	REF
Pas assez important	.109*** (.0354)
Trop important	.0552 (.0416)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires Juste	REF
Pas assez important	-.0933** (.0434)
Trop important	-.119*** (.023)
Imposition des plus modestes Juste	REF (.)
Pas assez important	-.0129 (.0324)
Trop important	-.0809*** (.0247)
Redistribution Juste	REF
Pas assez importante	-.106*** (.0253)
Trop importante	-.147*** (.0313)
Réorienter les missions de l'État Pas du tout d'accord	REF
Plutôt pas d'accord	.0204 (.0509)
Plutôt d'accord	-.0201 (.0497)
Tout a fait d'accord	-.0638 (.0496)
Augmenter l'efficacité de l'État Pas du tout d'accord	REF
Plutôt pas d'accord	.406*** (.0918)
Plutôt d'accord	.523*** (.0831)
Tout a fait d'accord	.516*** (.0817)

Contrôle fiscal	
Non	REF
Oui	.0466
	(.0288)
Vous ne savez pas	-.145***
	(.0481)
Vous ne souhaitez pas répondre	-.168*
	(.0882)
R^2	0.304

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.
†NSP : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne connaissant pas leur taux marginal ; NSPR : catégorie de répondants déclarant payer l'IR mais ne souhaitant pas renseigner leurs taux marginal ; NSPx2 : catégorie de répondants ne sachant pas s'ils payent l'IR.

D.4 Spécifications alternatives

Tableau 32 – Régression avec deux variables additionnelles : contribution principale du foyer et opinion sur la réduction des missions de l'État

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme	.0133	-.0238	.0325
	(.0267)	(.0299)	(.0256)
Catégories d'âge			
18-34 ans	REF	REF	REF
35-49 ans	-.0364	-.0365	.0357
	(.0389)	(.0427)	(.0377)
50-64 ans	-.067*	-.045	.116***
	(.0385)	(.0441)	(.036)
65 ans et plus	-.0581	-.0554	.169***
	(.0416)	(.0462)	(.0348)
Catégories de revenus			
Bas revenus	REF	REF	REF
Revenus intermédiaires	.0064	-.134***	.0763***
	(.0296)	(.0326)	(.0269)
Hauts revenus	.0072	-.0659	.022
	(.0613)	(.0674)	(.06)
Ne souhaite pas répondre	-.0405	-.0846	.0251
	(.055)	(.0673)	(.0556)
Catégories d'études			
Etudes courtes	REF	REF	REF
Etudes intermédiaires	-.0098	-.057	.0204
	(.0327)	(.0366)	(.0302)
Etudes longues	.0378	-.0778	.0981**
	(.0465)	(.0492)	(.0394)
Contribution principale			
Non	REF	REF	REF
Oui	-.0582*	-.113***	.0456
	(.0328)	(.0353)	(.03)
Indices			
Indice de connaissance	.0243*	.0392**	.0188
	(.0141)	(.0156)	(.0131)
Indice de confiance	.0154*	.0113	.019**
	(.0088)	(.0091)	(.0075)
Utilisation de l'argent public	.0501***	.0695***	.1***
	(.0182)	(.02)	(.0169)
Imposition des plus aisés			
Juste	REF	REF	REF

Pas assez important	-.0026	.0307	.125***
	(.0358)	(.0401)	(.0372)
Trop important	-.0779*	-.0799	.0478
	(.0434)	(.0501)	(.0446)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	-.0914	-.172**	-.152***
	(.0621)	(.0668)	(.0513)
Trop important	-.194***	-.215***	-.104***
	(.0342)	(.0369)	(.0244)
Imposition des plus modestes			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	.0332	-.0471	.0093
	(.0405)	(.0432)	(.034)
Trop important	-.0561*	-.0447	-.071***
	(.0307)	(.0347)	(.0274)
Redistribution générale			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0477	-.0763	-.0666**
	(.0416)	(.0465)	(.0334)
Trop importante	-.11**	-.14***	-.113***
	(.0449)	(.0513)	(.0411)
Imposition du patrimoine			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0054	-.0411	-.0491
	(.0435)	(.0476)	(.04)
Trop importante	-.0961**	-.0846*	-.0317
	(.0405)	(.0466)	(.0383)
Réduction des missions de l'État			
Pas d'accord	REF	REF	REF
D'accord	-.0781***	-.0963***	-.019
	(.029)	(.0324)	(.0259)
Pseudo-R^2	0.185	0.183	0.225

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

D.5 Modèles alternatifs : Logit et Probit ordonné

Tableau 33 – Modèle Logit

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme	-9.9e-04	-.0504*	.0467*
	(.0278)	(.0301)	(.025)
Age	-.0019**	-.0023**	.0045***
	(8.9e-04)	(9.5e-04)	(7.9e-04)
Education	.0019	-.0182***	.0203***
	(.0064)	(.0069)	(.0058)
Revenus	-1.5e-07	-9.0e-06***	3.1e-06*
	(2.1e-06)	(2.1e-06)	(1.7e-06)
Revenus^2	2.1e-12	7.7e-11***	-2.8e-11*
	(1.9e-11)	(1.9e-11)	(1.6e-11)
Indice de connaissance	.0269*	.0477***	.0158
	(.0145)	(.016)	(.0137)
Indice de confiance	.0173*	.0172*	.0174**
	(.0092)	(.0091)	(.0077)
Utilisation de l'argent public	.0448**	.0664***	.109***
	(.0187)	(.0203)	(.018)
Imposition des plus aisés :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	1.0e-04	.0122	.133***
	(.0375)	(.0435)	(.0397)
Trop important	-.0745	-.101*	.0637
	(.0465)	(.0555)	(.0468)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	-.102	-.196***	-.139***
	(.0681)	(.0699)	(.0526)
Trop important	-.199***	-.194***	-.0939***
	(.0365)	(.038)	(.0254)
Imposition des plus modestes :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez important	.021	-.0699	.0129
	(.0432)	(.0462)	(.0345)
Trop important	-.0684**	-.0708*	-.0796***
	(.0327)	(.0365)	(.028)
Redistribution générale :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0525	-.0649	-.0603*
	(.0438)	(.0479)	(.0351)
Trop importante	-.114**	-.15***	-.102**
	(.0476)	(.0534)	(.042)
Imposition du patrimoine :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0139	-.0412	-.0481
	(.0461)	(.0511)	(.0419)
Trop importante	-.103**	-.0866*	-.0448
	(.0433)	(.0503)	(.039)
Pseudo-R^2	0.166	0.179	0.224

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 34 – Modèle Probit ordonné

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme			
Indice=1	-.008	.0328	-.0161*
	(.0259)	(.0291)	(.009)
Indice=2	.0059	-.0271	-.0175*
	(.019)	(.0242)	(.0103)
Indice=3	.0021	-.0057	-.0079
	(.0069)	(.005)	(.0051)
Indice=4			.0415*
			(.0239)
Age			
Indice=1	.0022***	.0029***	-.0017***
	(8.2e-04)	(8.8e-04)	(3.4e-04)
Indice=2	-.0016***	-.0024***	-.0019***
	(6.0e-04)	(7.1e-04)	(3.6e-04)
Indice=3	-5.8e-04**	-5.1e-04***	-8.2e-04***
	(2.4e-04)	(1.9e-04)	(2.2e-04)
Indice=4			.0044***
			(7.6e-04)
Revenus			
Indice=1	2.4e-08	8.5e-06***	-1.1e-06*
	(1.9e-06)	(2.0e-06)	(6.6e-07)
Indice=2	-1.7e-08	-7.0e-06***	-1.2e-06*
	(1.4e-06)	(1.7e-06)	(7.2e-07)
Indice=3	-6.3e-09	-1.5e-06***	-5.3e-07
	(5.0e-07)	(4.1e-07)	(3.4e-07)
Indice=4			2.8e-06*
			(1.7e-06)
Revenus^2			
Indice=1	4.6e-13	-7.1e-11***	7.6e-12
	(1.7e-11)	(1.9e-11)	(6.3e-12)
Indice=2	-3.4e-13	5.9e-11***	8.2e-12
	(1.3e-11)	(1.6e-11)	(6.9e-12)
Indice=3	-1.2e-13	1.2e-11***	3.6e-12
	(4.5e-12)	(3.7e-12)	(3.1e-12)
Indice=4			-1.9e-11
			(1.6e-11)
Education			
Indice=1	-.0027	.0151**	-.009***
	(.0063)	(.0069)	(.0023)
Indice=2	.002	-.0124**	-.0098***
	(.0046)	(.0058)	(.0025)
Indice=3	7.2e-04	-.0026**	-.0043***
	(.0017)	(.0013)	(.0014)
Indice=4			.023***
			(.0055)
Indice de connaissance			
Indice=1	-.0342**	-.0586***	-.0124**
	(.0142)	(.0155)	(.0052)
Indice=2	.0251**	.0483***	-.0134**
	(.0102)	(.0126)	(.0054)
Indice=3	.0091**	.0103***	-.0058**
	(.0042)	(.0034)	(.0027)
Indice=4			.0316**
			(.0128)
Indice de confiance			
Indice=1	-.0184**	-.0188**	-.0091***
	(.0088)	(.0091)	(.0029)
Indice=2	.0135**	.0155**	-.0098***
	(.0064)	(.0074)	(.0031)
Indice=3	.0049**	.0033*	-.0043***
	(.0025)	(.0017)	(.0016)
Indice=4			.0231***
			(.0071)
Utilisation de l'argent public			

Indice=1	-.0492***	-.0677***	-.0471***
	(.0181)	(.0214)	(.0086)
Indice=2	.0362***	.0558***	-.0509***
	(.0133)	(.0177)	(.0075)
Indice=3	.0131**	.0119***	-.0222***
	(.0052)	(.0042)	(.0056)
Indice=4			.12***
			(.0166)
Imposition des plus aisés			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante			
Indice=1	-.0028	-.0123	-.0372**
	(.0362)	(.039)	(.0152)
Indice=2	.002	.0101	-.039***
	(.0264)	(.0321)	(.0143)
Indice=3	7.5e-04	.0022	-.0126***
	(.0097)	(.0069)	(.0047)
Indice=4			.0888***
			(.0303)
Trop importante			
Indice=1	.0681	.0648	-6.3e-06
	(.0461)	(.0548)	(.0205)
Indice=2	-.0519	-.055	-5.6e-06
	(.0358)	(.0472)	(.0182)
Indice=3	-.0162	-.0099	2.7e-07
	(.0107)	(.0079)	(8.8e-04)
Indice=4			1.2e-05
			(.0378)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante			
Indice=1	.0509	.136*	.0294
	(.0713)	(.0755)	(.0214)
Indice=2	-.0349	-.11*	.0356
	(.0505)	(.0646)	(.0238)
Indice=3	-.016	-.0255**	.0236**
	(.021)	(.0118)	(.0115)
Indice=4			-.0886
			(.0546)
Trop importante			
Indice=1	.185***	.179***	.0324***
	(.0347)	(.0366)	(.0091)
Indice=2	-.138***	-.148***	.0388***
	(.027)	(.0309)	(.0117)
Indice=3	-.0467***	-.031***	.0245**
	(.0105)	(.0078)	(.0096)
Indice=4			-.0957***
			(.0287)
Imposition des plus modestes			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante			
Indice=1	-.0468	3.3e-04	-.0107
	(.0415)	(.0488)	(.0121)
Indice=2	.033	-2.7e-04	-.0127
	(.0286)	(.0394)	(.0145)
Indice=3	.0139	-6.3e-05	-.0083
	(.0131)	(.0094)	(.0103)
Indice=4			.0317
			(.0367)
Trop importante			
Indice=1	.0443	.0582*	.0128
	(.0301)	(.0332)	(.0104)
Indice=2	-.033	-.0482*	.0137
	(.0229)	(.0277)	(.0113)
Indice=3	-.0112	-.01*	.0053
	(.0074)	(.0058)	(.0047)
Indice=4			-.0318
			(.026)

Redistribution			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante			
Indice=1	.0351	.0501	.0206*
	(.0389)	(.044)	(.0113)
Indice=2	-.0254	-.0406	.0245*
	(.0281)	(.0356)	(.0145)
Indice=3	-.0098	-.0095	.0155
	(.0109)	(.0086)	(.0115)
Indice=4			-.0606*
			(.0365)
Trop importante			
Indice=1	.0929**	.136***	.0232*
	(.0433)	(.0506)	(.0139)
Indice=2	-.0695**	-.114***	.0273
	(.033)	(.0429)	(.0168)
Indice=3	-.0234**	-.0217**	.0165
	(.0109)	(.0087)	(.0116)
Indice=4			-.0671
			(.0411)
Imposition du patrimoine			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante			
Indice=1	-.0279	.0115	.0031
	(.0402)	(.0457)	(.0147)
Indice=2	.0199	-.0093	.0034
	(.0286)	(.037)	(.0159)
Indice=3	.008	-.0022	.0014
	(.0117)	(.0086)	(.0069)
Indice=4			-.0079
			(.0374)
Trop importante			
Indice=1	.0663*	.0671	-7.4e-04
	(.0366)	(.045)	(.0142)
Indice=2	-.0502*	-.0558	-8.1e-04
	(.028)	(.0373)	(.0154)
Indice=3	-.0161*	-.0114	-3.7e-04
	(.009)	(.0079)	(.007)
Indice=4			.0017
			(.0365)
Pseudo-R^2	0.127	0.144	0.116

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 1 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est "trop élevé", 2 s'il trouve qu'il n'est "ni trop ni pas assez élevé", et 3 s'il trouve qu'il n'est "pas assez élevé", la variable Y de la colonne (2) suit la même logique, mais concernant le niveau personnel des impôts, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant n'est "pas du tout d'accord" avec l'affirmation « payer ses impôts est un acte citoyen », 2 s'il n'est "plutôt pas d'accord", 3 s'il est "plutôt d'accord" et 4 s'il est "tout à fait d'accord". Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 35 – Modèle Probit ordonné (coefficients)

	(1)	(2)	(3)
Femme	REF	REF	REF
Homme	.03	-.105	.141*
	(.0967)	(.0931)	(.0805)
Age	-.0081***	-.0093***	.0151***
	(.0031)	(.0028)	(.0027)
Education	.0101	-.0481**	.0784***
	(.0235)	(.0223)	(.0192)
Revenus	-8.8e-08	-2.7e-05***	9.7e-06*
	(7.1e-06)	(6.7e-06)	(5.7e-06)
Revenus^2	-1.7e-12	2.3e-10***	-6.6e-11
	(6.4e-11)	(6.1e-11)	(5.5e-11)
Indice de connaissance	.128**	.187***	.107**
	(.0531)	(.0504)	(.0438)
Indice de confiance	.0688**	.0599**	.0786***
	(.0327)	(.0291)	(.0245)
Utilisation de l'argent public	.184***	.216***	.409***
	(.068)	(.0694)	(.0607)
Imposition des plus aisés :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	.0101	.0386	.308***
	(.131)	(.123)	(.111)
Trop importante	-.269	-.212	4.4e-05
	(.184)	(.18)	(.142)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.153	-.396*	-.287
	(.219)	(.228)	(.185)
Trop importante	-.629***	-.532***	-.312***
	(.111)	(.105)	(.0908)
Imposition des plus modestes :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	.163	-.001	.104
	(.143)	(.151)	(.12)
Trop importante	-.169	-.185*	-.109
	(.114)	(.105)	(.0887)
Redistribution générale :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.123	-.151	-.198*
	(.133)	(.13)	(.117)
Trop importante	-.347**	-.427***	-.22*
	(.159)	(.157)	(.134)
Imposition du patrimoine :			
Juste	REF	REF	REF
Pas assez importante	.095	-.0352	-.027
	(.138)	(.139)	(.127)
Trop importante	-.25*	-.21	.0065
	(.133)	(.137)	(.124)
Pseudo-R^2	0.127	0.143	0.116

Notes : La variable Y de la colonne (1) vaut 1 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est "trop élevé", 2 s'il trouve qu'il n'est "ni trop ni pas assez élevé", et 3 s'il trouve qu'il n'est "pas assez élevé", la variable Y de la colonne (2) suit la même logique, mais concernant le niveau personnel des impôts, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant n'est "pas du tout d'accord" avec l'affirmation « payer ses impôts est un acte citoyen », 2 s'il n'est "plutôt pas d'accord", 3 s'il est "plutôt d'accord" et 4 s'il est "tout à fait d'accord". Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

D.6 Décomposition des indices

Tableau 36 – Décomposition de l'indice de connaissance : régression principale où l'indice est remplacé par les questions brutes qui le constituent

	(1)	(2)	(3)
Connaissance du niveau des prélèvements obligatoires			
0	REF	REF	REF
1	-.0659*	-.0049	-.0193
	(.0352)	(.041)	(.0353)
Connaissance de l'ordre TVA > IR			
0	REF	REF	REF
1	.118***	.185***	.056**
	(.0284)	(.0312)	(.0285)
Connaissance de l'ordre CSG > IR			
0	REF	REF	REF
1	-.0301	-.0708**	-.0087
	(.0287)	(.0322)	(.0286)
Indice de confiance	.0163*	.0146	.0162**
	(.0088)	(.009)	(.0076)
Utilisation de l'argent public	.0489***	.0692***	.102***
	(.0184)	(.02)	(.0175)

Notes : Toutes les variables de la régression principale ont été incluses dans cette régression, mais seuls les effets marginaux moyens des indices sont affichés dans ce tableau. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 37 – Décomposition de l'indice de connaissance : régression principale où l'indice est remplacé par les combinaisons de questions qui le constituent (coefficients)

	(1)	(2)	(3)
Décomposition de l'indice de connaissance (Niveau des prélèvements × TVA > IR × CSG > IR)			
0 × 0 × 0	REF	REF	REF
0 × 0 × 1	-.168	-.216	.0438
	(.28)	(.282)	(.27)
0 × 1 × 0	.407***	.607***	.332**
	(.142)	(.133)	(.155)
0 × 1 × 1	.383***	.415***	.23
	(.139)	(.132)	(.151)
1 × 0 × 0	-.301	.0121	.112
	(.291)	(.245)	(.28)
1 × 0 × 1	NA	NA	-.366
			(.629)
1 × 1 × 0	.39	.738***	-.0058
	(.267)	(.255)	(.293)
1 × 1 × 1	-.104	.291	.191
	(.259)	(.23)	(.235)
Indice de confiance	.067*	.0509*	.0745**
	(.0348)	(.0309)	(.0352)
Utilisation de l'argent public	.193***	.236***	.479***
	(.0728)	(.0684)	(.0885)

Notes : Toutes les variables de la régression principale ont été incluses dans cette régression, mais seuls les coefficients des indices sont affichés dans ce tableau. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 38 – Décomposition de l'indice de connaissance : régression principale où l'indice est incorporé comme une variable catégorielle

	(1)	(2)	(3)
Indice de connaissance=0	REF	REF	REF
Indice de connaissance=1	.0643**	.126***	.0557*
	(.0328)	(.0358)	(.0302)
Indice de connaissance=2	.0943***	.132***	.0416
	(.0344)	(.0371)	(.0321)
Indice de connaissance=3	-.0236	.0809	.0434
	(.0555)	(.0683)	(.0509)
Indice de confiance	.019**	.0171*	.0166**
	(.0089)	(.0092)	(.0076)
Utilisation de l'argent public	.0454**	.0646***	.103***
	(.0184)	(.0202)	(.0177)

Notes : Toutes les variables de la régression principale ont été incluses dans cette régression, mais seuls les effets marginaux moyens des indices sont affichés dans ce tableau. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 39 – Décomposition de l'indice de confiance : régression principale où l'indice est remplacé par les questions brutes qui le constituent

	(1)	(2)	(3)
Indice de connaissance	.0268*	.0478***	.0162
	(.0144)	(.0159)	(.0135)
Confiance dans l'UE=0	REF	REF	REF
Confiance dans l'UE=1	.0602	.0137	.0143
	(.037)	(.0394)	(.0328)
Confiance dans l'Etat=0	REF	REF	REF
Confiance dans l'Etat=1	.042	.0406	.0094
	(.0403)	(.0438)	(.0382)
Confiance dans les régions=0	REF	REF	REF
Confiance dans les régions=1	-.0333	-.0301	-.0309
	(.0404)	(.0436)	(.0368)
Confiance dans les départements=0	REF	REF	REF
Confiance dans les départements=1	.0607	.0827*	.0437
	(.0435)	(.0487)	(.0395)
Confiance dans les communes=0	REF	REF	REF
Confiance dans les communes=1	-.0309	-.0216	.0485
	(.038)	(.0409)	(.0324)
Utilisation de l'argent public	.0384**	.0621***	.105***
	(.0187)	(.0209)	(.0182)

Notes : Toutes les variables de la régression principale ont été incluses dans cette régression, mais seuls les effets marginaux moyens des indices sont affichés dans ce tableau. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 40 – Décomposition de l'indice de confiance : régression principale où l'indice est incorporé comme une variable catégorielle

	(1)	(2)	(3)
Indice de connaissance	.0255*	.0474***	.0162
	(.0143)	(.0158)	(.0134)
Indice de confiance=0	REF	REF	REF
Indice de confiance=1	3.9e-04	.0239	.0797*
	(.047)	(.0511)	(.0415)
Indice de confiance=2	.0409	.126**	.0747*
	(.0476)	(.0539)	(.0428)
Indice de confiance=3	.0167	.0581	.0659*
	(.0419)	(.0458)	(.0384)
Indice de confiance=4	.0972*	.163***	.0904*
	(.053)	(.0558)	(.0466)
Indice de confiance=5	.0871*	.0662	.0984**
	(.0501)	(.0513)	(.0457)
Utilisation de l'argent public	.0439**	.0641***	.101***
	(.0185)	(.0204)	(.018)

Notes : Toutes les variables de la régression principale ont été incluses dans cette régression, mais seuls les effets marginaux moyens des indices sont affichés dans ce tableau. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 41 – Décomposition de l'indice de satisfaction de l'utilisation de l'argent public : régression principale où l'indice est incorporé comme une variable catégorielle

	(1)	(2)	(3)
Indice de connaissance	.0278**	.0497***	.0172
	(.0141)	(.0154)	(.0134)
Indice de confiance	.0162*	.0144	.0168**
	(.0087)	(.0091)	(.0076)
Pas du tout satisfait	REF	REF	REF
Plutôt pas satisfait	.101***	.0996***	.151***
	(.0326)	(.0373)	(.0363)
Plutôt satisfait	.184***	.234***	.234***
	(.0416)	(.0466)	(.041)
Très satisfait	-.024	-.0132	.261***
	(.0512)	(.0702)	(.0573)

Notes : Toutes les variables de la régression principale ont été incluses dans cette régression, mais seuls les effets marginaux moyens des indices sont affichés dans ce tableau. La variable Y de la colonne (1) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon, la variable Y de la colonne (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon, et la variable Y de la colonne (3) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

E Tableaux croisés des Y et des X

Tableau 42 – « Pensez-vous que, de manière générale, les impôts en France sont... ? »

	Pas assez élevés %	**Ni trop ni pas assez** %	**Trop élevés** %
Sexe			
Femme (n=487)	2.4	21.2	76.4
Homme (n=446)	5.1	21.1	73.7
Catégorie d'âge			
18-34 ans (n=241)	7.4	25.0	67.7
35-49 ans (n=249)	3.2	22.2	74.6
50-64 ans (n=227)	2.9	16.8	80.3
65 ans et plus (n=217)	1.0	20.3	78.8
Niveau d'études			
Etudes courtes (n=229)	2.4	22.2	75.5
Etudes intermédiaires (n=537)	3.6	19.5	76.9
Etudes longues (n=167)	5.7	25.1	69.2
Niveau de revenus			
Bas revenus (n=338)	4.1	21.4	74.5
Revenus intermédiaires (n=482)	3.5	20.6	75.9
Hauts revenus (n=62)	2.2	23.9	74.0
Ne souhaite pas répondre (n=51)	4.3	21.6	74.1
Situation matrimoniale			
Couple avec enfant (n=293)	2.8	23.6	73.5
Couple sans enfant (n=295)	4.5	17.1	78.4
Seul(e) avec enfant (n=67)	4.5	9.4	86.2
Seul(e) sans enfant (n=278)	3.6	25.7	70.7
PCS			
Agriculteur exploitant (n=1)	0.0	0.0	100.0
Artisan, commerçant, chef d'entreprise (n=21)	12.6	4.5	82.9
Autre inactif (n=42)	2.6	32.6	64.8
Cadre, prof. intellectuelle supérieure (n=108)	4.6	22.3	73.1
Élève, étudiant(e) (n=35)	6.6	31.6	61.8
Employé(e) (n=234)	4.7	21.0	74.4
Femme, homme au foyer (n=38)	3.1	13.4	83.5
Ouvrier (n=50)	9.1	18.9	72.0
Profession intermédiaire (n=119)	2.4	20.0	77.5
Profession libérale (n=22)	3.9	31.1	65.0
Recherche du premier emploi (n=14)	0.0	32.3	67.7
Retraité (n=249)	1.2	19.6	79.2
Taille d'agglomération			
Zone rurale (n=198)	2.5	21.0	76.6
De 2.000 à 4.999 hab. (n=52)	2.1	30.8	67.1
De 5.000 à 9.999 hab.9 (n=43)	4.6	20.1	75.3
De 10.000 à 19.999 hab. (n=41)	5.2	12.3	82.5
De 20.000 à 49.999 hab. (n=60)	4.5	18.5	77.0
De 50.000 à 99.999 hab. (n=86)	7.5	22.9	69.5
De 100.000 à 199.999 hab. (n=56)	4.6	18.2	77.2
De 200.000 à 1.999.999 hab. (n=244)	3.7	23.4	72.9
Agglomération parisienne (n=152)	2.2	18.4	79.4
Grande région			
Est (n=123)	1.7	21.5	76.8
Ile-de-France (n=173)	1.9	20.0	78.1
Nord-Normandie (n=117)	2.8	20.9	76.3
Ouest (n=161)	4.5	26.0	69.5
Sud-est (n=225)	5.0	19.5	75.5
Sud-ouest (n=134)	5.3	19.6	75.1
Total (n=933)	3.7	21.2	75.2

Tableau 43 – « Pensez-vous que, de manière générale, les impôts en France sont... ? »

	Pas assez élevés	**Ni trop ni pas assez**	**Trop élevés**
	%	%	%
Indice de connaissance du système fiscal			
0 (n=298)	2.2	18.3	79.5
1 (n=307)	2.1	24.8	73.1
2 (n=273)	7.1	22.5	70.4
3 (n=54)	3.6	9.5	86.9
Indice de confiance dans les institutions			
0 (n=196)	2.3	13.2	84.5
1 (n=109)	2.0	15.5	82.5
2 (n=118)	5.4	17.6	76.9
3 (n=197)	3.9	16.3	79.8
4 (n=117)	3.9	26.4	69.7
5 (n=198)	4.6	36.0	59.4
Satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public			
0 (n=228)	1.5	8.4	90.1
1 (n=366)	4.1	17.1	78.8
2 (n=292)	4.8	36.7	58.5
3 (n=48)	4.3	18.2	77.5
Qualité des relations avec admin. fiscale			
1 - Très insatisfaisant (n=8)	0.0	10.7	89.3
2 - ... (n=1)	0.0	100.0	0.0
3 - ... (n=17)	15.2	10.1	74.7
4 - ... (n=18)	12.8	5.5	81.7
5 - ... (n=38)	6.6	16.8	76.6
6 - ... (n=26)	6.9	26.3	66.8
7 - ... (n=50)	1.7	23.6	74.7
8 - ... (n=53)	7.7	10.5	81.9
9 - ... (n=16)	12.5	24.6	62.9
10 - Très satisfaisant (n=34)	8.8	25.3	65.8
Pas de contact récent (n=671)	2.3	22.3	75.4
Total (n=933)	3.7	21.2	75.2

Tableau 44 – « Pensez-vous que, de manière générale, les impôts en France sont... ? »

	Pas assez élevés	**Ni trop ni pas assez**	**Trop élevés**
	%	%	%
	%	%	%
Niveau des impôts pour les ménages :			
- les plus aisés			
Juste (n=197)	3.0	33.9	63.1
Pas assez important (n=569)	3.9	20.5	75.6
Trop important (n=167)	3.6	8.5	87.8
- aux revenus intermédiaires			
Juste (n=274)	5.1	40.2	54.7
Pas assez important (n=67)	9.1	17.5	73.4
Trop important (n=592)	2.4	12.8	84.8
- les plus modestes			
Juste (n=313)	1.9	32.0	66.0
Pas assez important (n=176)	5.2	19.4	75.5
Trop important (n=444)	4.3	14.2	81.4
Redistribution générale			
Juste (n=166)	2.3	42.9	54.8
Pas assez importante (n=518)	4.2	19.0	76.8
Trop importante (n=249)	3.5	11.2	85.3
Imposition du patrimoine			
Juste (n=156)	2.0	42.4	55.6
Pas assez importante (n=309)	6.2	23.0	70.9
Trop importante (n=468)	2.6	12.9	84.5
A déjà fait l'objet d'un contrôle fiscal			
Non (n=686)	2.3	21.4	76.3
Oui (n=152)	9.1	16.8	74.0
Vous ne savez pas (n=74)	6.2	24.7	69.1
Vous ne souhaitez pas repondre (n=22)	0.0	31.5	68.5
A déjà déposé une réclamation			
Non (n=670)	2.2	23.3	74.5
Oui (n=263)	7.4	15.8	76.7
Total (n=933)	3.7	21.2	75.2

Tableau 45 – « Pensez-vous que vous payez personnellement... ? »

	Pas assez d'impôts	**Ni trop ni pas assez**	**Trop d'impôts**
	%	%	%
Sexe			
Femme (n=487)	1.7	36.3	62.0
Homme (n=446)	3.6	31.3	65.1
Catégorie d'âge			
18-34 ans (n=241)	7.0	36.8	56.1
35-49 ans (n=249)	1.4	33.3	65.2
50-64 ans (n=227)	1.6	31.4	66.9
65 ans et plus (n=217)	0.0	33.9	66.1
Niveau d'études			
Etudes courtes (n=229)	1.9	41.9	56.3
Etudes intermédiaires (n=537)	2.5	32.1	65.4
Etudes longues (n=167)	3.8	28.9	67.3
Niveau de revenus			
Bas revenus (n=338)	3.1	43.4	53.5
Revenus intermédiaires (n=482)	2.1	27.4	70.5
Hauts revenus (n=62)	3.8	28.7	67.5
Ne souhaite pas répondre (n=51)	2.4	39.0	58.6
Situation matrimoniale			
Couple avec enfant (n=293)	2.1	32.8	65.1
Couple sans enfant (n=295)	1.4	29.0	69.6
Seul(e) avec enfant (n=67)	4.3	40.5	55.2
Seul(e) sans enfant (n=278)	4.0	38.7	57.3
PCS			
Agriculteur exploitant (n=1)	0.0	0.0	100.0
Artisan, commerçant, chef d'entreprise (n=21)	6.5	22.9	70.6
Autre inactif (n=42)	0.0	61.6	38.4
Cadre, prof. intellectuelle supérieure (n=108)	4.7	23.0	72.3
Élève, étudiant(e) (n=35)	9.7	52.9	37.4
Employé(e) (n=234)	2.7	35.5	61.7
Femme, homme au foyer (n=38)	0.0	38.2	61.8
Ouvrier (n=50)	6.6	34.9	58.5
Profession intermédiaire (n=119)	3.2	26.5	70.2
Profession libérale (n=22)	0.0	36.0	64.0
Recherche du premier emploi (n=14)	6.9	41.4	51.7
Retraité (n=249)	0.0	32.9	67.1
Taille d'agglomération			
Zone rurale (n=198)	0.6	34.8	64.6
De 2.000 à 4.999 hab. (n=52)	1.9	33.3	64.8
De 5.000 à 9.999 hab. (n=43)	0.0	28.6	71.4
De 10.000 à 19.999 hab. (n=41)	0.0	47.8	52.2
De 20.000 à 49.999 hab. (n=60)	3.1	26.3	70.5
De 50.000 à 99.999 hab. (n=86)	5.4	33.7	60.9
De 100.000 à 199.999 hab. (n=56)	4.4	28.7	67.0
De 200.000 à 1.999.999 hab. (n=244)	2.3	37.7	60.0
Agglomération parisienne (n=152)	5.0	29.7	65.3
Grande région			
Est (n=123)	0.0	33.1	66.9
Ile-de-France (n=173)	4.3	31.1	64.5
Nord-Normandie (n=117)	2.5	34.2	63.4
Ouest (n=161)	3.1	45.1	51.8
Sud-est (n=225)	3.2	28.9	67.9
Sud-ouest (n=134)	1.3	33.0	65.7
Total (n=933)	2.6	33.9	63.5

Tableau 46 – « Pensez-vous que vous payez personnellement... ? »

	Pas assez d'impôts	**Ni trop ni pas assez**	**Trop d'impôts**
	%	%	%
Indice de connaissance du système fiscal			
0 (n=298)	1.0	29.9	69.1
1 (n=307)	1.9	39.4	58.7
2 (n=273)	4.8	34.5	60.7
3 (n=54)	3.8	21.9	74.3
Indice de confiance dans les institutions			
0 (n=196)	0.5	22.7	76.8
1 (n=109)	0.9	27.4	71.7
2 (n=118)	3.6	36.3	60.1
3 (n=197)	4.2	29.6	66.1
4 (n=117)	2.6	45.2	52.2
5 (n=198)	3.4	44.8	51.8
Satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public			
0 (n=228)	2.1	15.0	82.9
1 (n=366)	1.5	33.1	65.4
2 (n=292)	3.5	51.2	45.3
3 (n=48)	8.4	24.8	66.8
Qualité des relations avec admin. fiscale			
1 - Très insatisfaisant (n=8)	12.3	10.7	77.0
2 - ... (n=1)	0.0	0.0	100.0
3 - ... (n=17)	0.0	17.2	82.8
4 - ... (n=18)	12.3	31.1	56.5
5 - ... (n=38)	8.5	25.9	65.6
6 - ... (n=26)	19.1	31.8	49.1
7 - ... (n=50)	2.2	24.8	73.0
8 - ... (n=53)	5.4	21.9	72.7
9 - ... (n=16)	0.0	23.7	76.3
10 - Très satisfaisant (n=34)	2.2	32.6	65.1
Pas de contact récent (n=671)	1.2	37.2	61.6
Total (n=933)	2.6	33.9	63.5

Tableau 47 – « Pensez-vous que vous payez personnellement... ? »

	Pas assez d'impôts %	**Ni trop ni pas assez** %	**Trop d'impôts** %
Niveau des impôts pour les ménages :			
- les plus aisés			
Juste (n=197)	3.5	44.4	52.1
Pas assez important (n=569)	1.6	35.9	62.5
Trop important (n=167)	4.8	14.9	80.3
- aux revenus intermédiaires			
Juste (n=274)	3.6	56.0	40.4
Pas assez important (n=67)	7.5	25.5	67.0
Trop important (n=592)	1.6	24.6	73.8
- les plus modestes			
Juste (n=313)	1.3	46.0	52.6
Pas assez important (n=176)	7.4	19.2	73.4
Trop important (n=444)	1.6	31.2	67.2
Redistribution générale			
Juste (n=166)	3.7	56.5	39.8
Pas assez importante (n=518)	2.2	33.3	64.5
Trop importante (n=249)	2.8	20.1	77.1
Imposition du patrimoine			
Juste (n=156)	3.2	54.4	42.4
Pas assez importante (n=309)	3.4	36.2	60.4
Trop importante (n=468)	1.9	25.6	72.6
A déjà fait l'objet d'un contrôle fiscal			
Non (n=686)	1.1	36.1	62.7
Oui (n=152)	6.5	27.6	65.9
Vous ne savez pas (n=74)	5.7	29.8	64.6
Vous ne souhaitez pas repondre (n=22)	11.0	22.9	66.2
A déjà déposé une réclamation			
Non (n=670)	1.4	37.3	61.3
Oui (n=263)	5.7	25.2	69.1
Total (n=933)	2.6	33.9	63.5

Tableau 48 – « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation : "Payer ses impôts est un acte citoyen" ? »

	Tout à fait d'accord	**Plutôt d'accord**	**Plutôt pas d'accord**	**Pas du tout d'accord**
	%	%	%	%
Sexe				
Femme (n=487)	25.8	51.9	15.5	6.8
Homme (n=446)	34.3	48.3	9.1	8.3
Catégorie d'âge				
18-34 ans (n=241)	26.1	47.4	17.7	8.7
35-49 ans (n=249)	28.4	49.1	12.7	9.9
50-64 ans (n=227)	27.4	54.9	10.9	6.7
65 ans et plus (n=217)	38.2	49.4	7.9	4.5
Niveau d'études				
Etudes courtes (n=229)	25.0	53.0	12.8	9.2
Etudes intermédiaires (n=537)	26.8	51.5	13.7	8.0
Etudes longues (n=167)	46.6	41.8	7.8	3.8
Niveau de revenus				
Bas revenus (n=338)	24.9	48.9	19.1	7.1
Revenus intermédiaires (n=482)	32.0	52.4	8.2	7.4
Hauts revenus (n=62)	44.7	37.2	9.4	8.7
Ne souhaite pas répondre (n=51)	23.9	52.9	12.4	10.9
Situation matrimoniale				
Couple avec enfant (n=293)	27.8	48.4	14.3	9.5
Couple sans enfant (n=295)	30.5	52.2	9.9	7.3
Seul(e) avec enfant (n=67)	24.7	52.8	18.5	4.0
Seul(e) sans enfant (n=278)	32.5	49.2	11.6	6.6
PCS				
Agriculteur exploitant (n=1)	100.0	0.0	0.0	0.0
Artisan, commerçant, chef d'entreprise (n=21)	42.1	30.2	9.1	18.6
Autre inactif (n=42)	24.0	59.8	16.1	0.0
Cadre, prof. intellectuelle supérieure (n=108)	31.8	50.0	13.9	4.3
Élève, étudiant (n=35)	41.6	40.0	12.6	5.7
Employé (n=234)	22.4	50.9	14.7	12.0
Femme, homme au foyer (n=38)	21.6	42.1	25.3	11.1
Ouvrier (n=50)	22.9	47.6	22.9	6.7
Profession intermédiaire (n=119)	32.1	55.4	6.3	6.2
Profession libérale (n=22)	46.2	45.5	5.1	3.2
Recherche du premier emploi (n=14)	8.3	49.9	26.7	15.0
Retraité (n=249)	35.2	50.9	8.2	5.7
Taille d'agglomération				
Zone rurale (n=198)	26.3	50.1	14.5	9.1
De 2.000 à 4.999 hab. (n=52)	36.8	36.6	13.4	13.2
De 5.000 à 9.999 hab. (n=43)	27.9	50.1	10.7	11.3
De 10.000 à 19.999 hab. (n=41)	44.5	35.9	8.8	10.8
De 20.000 à 49.999 hab. (n=60)	18.2	60.1	8.7	13.0
De 50.000 à 99.999 hab. (n=86)	29.6	54.9	11.5	4.0
De 100.000 à 199.999 hab. (n=56)	29.6	54.1	11.4	4.9
De 200.000 à 1.999.999 hab. (n=244)	30.2	52.4	12.0	5.3
Agglomération parisienne (n=152)	33.0	46.9	13.9	6.1
Grande région				
Est (n=123)	27.9	53.7	10.5	7.9
Ile-de-France (n=173)	31.8	46.4	15.8	6.0
Nord-Normandie (n=117)	21.9	52.8	14.1	11.2
Ouest (n=161)	32.5	47.1	11.5	8.9
Sud-est (n=225)	28.8	54.9	10.8	5.4
Sud-ouest (n=134)	34.8	45.0	12.3	8.0
Total (n=933)	29.9	50.1	12.4	7.6

Tableau 49 – « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation : "Payer ses impôts est un acte citoyen" ? »

	Tout à fait d'accord	**Plutôt d'accord**	**Plutôt pas d'accord**	**Plutôt pas d'accord**
	%	%	%	%
Indice de connaissance du système fiscal				
0 (n=298)	23.2	50.7	15.0	11.1
1 (n=307)	33.2	51.4	10.2	5.1
2 (n=273)	30.6	50.3	12.3	6.8
3 (n=54)	43.7	39.0	11.6	5.8
Indice de confiance dans les institutions				
0 (n=196)	16.0	47.0	16.1	20.9
1 (n=109)	30.3	47.9	14.6	7.2
2 (n=118)	26.1	54.2	13.8	6.0
3 (n=197)	27.0	55.1	12.8	5.1
4 (n=117)	34.6	53.2	10.4	1.8
5 (n=198)	45.7	45.3	7.7	1.2
Satisfaction quant à l'utilisation de l'argent public				
0 (n=228)	22.1	38.5	13.9	25.4
1 (n=366)	23.0	57.9	16.3	2.9
2 (n=292)	38.7	53.2	7.4	0.7
3 (n=48)	65.1	27.7	7.2	0.0
Qualité des relations avec admin. fiscale				
1 - Très insatisfaisant (n=8)	21.0	25.6	43.0	10.4
2 - ... (n=1)	0.0	100.0	0.0	0.0
3 - ... (n=17)	25.3	49.2	7.6	17.8
4 - ... (n=18)	18.2	42.7	39.1	0.0
5 - ... (n=38)	20.1	46.2	25.2	8.5
6 - ... (n=26)	20.9	62.1	14.0	3.0
7 - ... (n=50)	40.7	46.0	13.3	0.0
8 - ... (n=53)	26.0	62.7	4.9	6.4
9 - ... (n=16)	46.7	38.0	7.1	8.2
10 - Très satisfaisant (n=34)	55.8	34.4	7.3	2.5
Pas de contact récent (n=671)	29.1	50.7	11.6	8.5
Total (n=933)	29.9	50.1	12.4	7.6

Tableau 50 – « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation : "Payer ses impôts est un acte citoyen" ? »

	Toit à fait d'accord	**Plutôt d'accord**	**Plutôt pas d'accord**	**Pas du tout d'accord**
	%	%	%	%
Niveau des impôts pour les ménages :				
- les plus aisés				
Juste (n=197)	34.4	44.3	13.6	7.7
Pas assez important (n=569)	30.1	53.6	10.7	5.6
Trop important (n=167)	23.9	45.2	17.0	14.0
- aux revenus intermédiaires				
Juste (n=274)	39.8	50.7	5.5	3.9
Pas assez important (n=67)	26.1	41.4	20.9	11.6
Trop important (n=592)	25.7	50.9	14.7	8.8
- les plus modestes				
Juste (n=313)	32.9	55.7	7.8	3.5
Pas assez important (n=176)	32.5	48.9	11.8	6.8
Trop important (n=444)	26.7	46.7	16.0	10.7
Redistribution générale				
Juste (n=166)	42.8	50.2	4.3	2.7
Pas assez importante (n=518)	25.7	52.8	13.0	8.6
Trop importante (n=249)	30.0	44.6	16.8	8.7
Imposition du patrimoine				
Juste (n=156)	36.5	54.0	6.4	3.1
Pas assez importante (n=309)	27.9	51.6	12.4	8.1
Trop importante (n=468)	28.9	47.9	14.5	8.7
A déjà fait l'objet d'un contrôle fiscal				
Non (n=686)	29.6	51.0	12.0	7.4
Oui (n=152)	37.3	51.7	6.3	4.7
Vous ne savez pas (n=74)	19.6	44.3	23.2	12.9
Vous ne souhaitez pas répondre (n=22)	19.7	31.8	33.4	15.0
A déjà déposé une réclamation				
Non (n=670)	28.3	50.6	12.6	8.5
Oui (n=263)	33.8	49.1	12.1	5.0
Total (n=933)	29.9	50.1	12.4	7.6

F Nuages de mots

Explication la méthodologie et résultats supplémentaires.

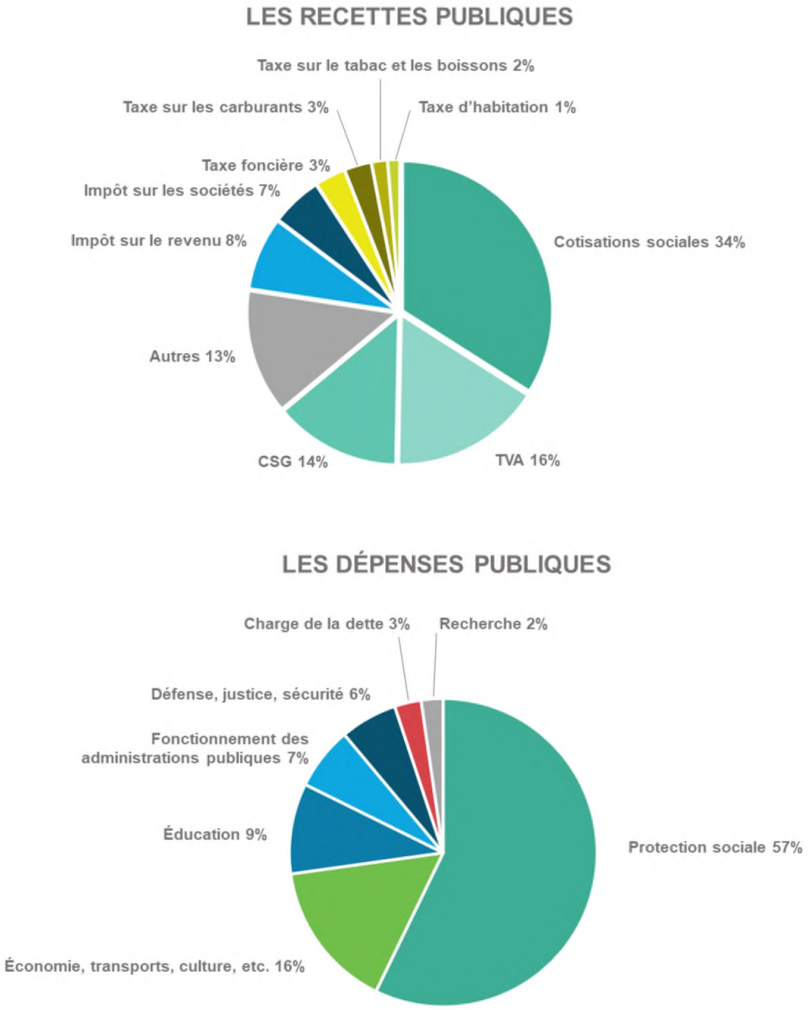
Figure 5 – Question 1 : Quels mots/idées vous viennent à l'esprit quand vous pensez aux prélèvements obligatoires ?

Figure 6 – Question 4 : Quels prélèvements obligatoires connaissez-vous ?

G Impact du traitement informatif

G.1 Présentation de l'information

FIGURE 7 – Diagrammes sur les recettes et les dépenses publiques montrés à la moitié des répondants



Notes : Ces diagrammes ont été réalisés à partir des données du ministère de l'économie, mises à la disposition du public sur le site : https ://www.economie.gouv.fr/aqsmi. Les données correspondent aux recettes et dépenses publiques de l'année 2019, en France.

G.2 Vérification de la randomisation

Tableau 51 – Répartition des catégories socio-démographiques entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle

	Traitement	
	0	**1**
	%	%
Femme (n=487)	50.6	49.4
Homme (n=446)	49.9	50.1
Catégories d'âge		
18-34 ans (n=241)	50.1	49.9
35-49 ans (n=249)	50.4	49.6
50-64 ans (n=227)	50.9	49.1
65 ans et plus (n=217)	49.7	50.3
Niveau d'études		
Etudes courtes (n=229)	48.6	51.4
Etudes intermédiaires (n=537)	51.7	48.3
Etudes longues (n=167)	47.9	52.1
Niveau de revenus		
Bas revenus (n=338)	45.9	54.1
Revenus intermédiaires (n=482)	51.5	48.5
Hauts revenus (n=62)	59.5	40.5
Ne souhaite pas répondre (n=51)	56.5	43.5
PCS		
Agriculteur exploitant (n=1)	100.0	0.0
Artisan, commerçant, chef d'entreprise (n=21)	57.2	42.8
Autre inactif (n=42)	62.1	37.9
Cadre, prof. intellectuelle supérieure (n=108)	53.3	46.7
Élève, étudiant (n=35)	44.0	56.0
Employé (n=234)	50.8	49.2
Femme, homme au foyer (n=38)	48.3	51.7
Ouvrier (n=50)	50.2	49.8
Profession intermédiaire (n=119)	43.6	56.4
Profession libérale (n=22)	59.6	40.4
Recherche du premier emploi (n=14)	51.6	48.4
Retraité (n=249)	49.1	50.9
Zone de résidence		
Agglomération parisienne (n=152)	51.9	48.1
Ville de province (n=583)	49.5	50.5
Zone rurale (n=198)	51.2	48.8
Total (n=933)	50.3	49.7

Notes : Pour chaque catégorie, le tableau donne la part de l'effectif traité et la part de l'effectif non-traité (0 pour "non-traité" et 1 pour "traité"). Les effectifs sont arrondis à l'unité près, les pourcentages sont arrondis au dixième près. Les statistiques sont données sur les 934 réponses complètes. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

G.3 Différences entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle pour les covariates principales

Tableau 52 – Réponses observées chez groupe de traitement et groupe de contrôle

	Traitement 0 %	Traitement 1 %	Total %
Indice de confiance			
0 (n=196)	19.9	22.0	21.0
1 (n=109)	14.4	8.8	11.6
2 (n=118)	13.0	12.3	12.6
3 (n=197)	22.3	19.8	21.1
4 (n=117)	11.5	13.5	12.5
5 (n=198)	18.8	23.5	21.2
Utilisation de l'argent public			
0 (n=228)	26.2	22.7	24.4
1 (n=366)	39.7	38.7	39.2
2 (n=292)	29.1	33.5	31.3
3 (n=48)	5.1	5.2	5.1
Q15.1 - Imposition des plus aisés			
Juste (n=197)	19.9	22.3	21.1
Pas assez important (n=569)	59.5	62.5	61.0
Trop important (n=167)	20.6	15.2	17.9
Q15.2 - Imposition des ménages aux revenus intermédiaires			
Juste (n=274)	25.9	32.8	29.4
Pas assez important (n=67)	6.1	8.4	7.2
Trop important (n=592)	68.0	58.8	63.4
Q15.3 - Imposition des plus modestes			
Juste (n=313)	30.8	36.3	33.5
Pas assez important (n=176)	20.5	17.2	18.8
Trop important (n=444)	48.7	46.5	47.6
Q16 - Redistribution			
Juste (n=166)	18.0	17.6	17.8
Pas assez importante (n=518)	55.8	55.3	55.5
Trop importante (n=249)	26.3	27.1	26.7
Q17 - Imposition du patrimoine			
Juste (n=156)	14.7	18.8	16.7
Pas assez importante (n=309)	30.6	35.6	33.1
Trop importante (n=468)	54.7	45.6	50.2

Notes : Le tableau présente les résultats du questionnaire pour les questions ayant pu être impactées par le traitement en indiquant la part de chaque réponse dans le groupe de traitement et dans le groupe de contrôle (0 pour "groupe de contrôle" et 1 pour "groupe de traiement"). Les effectifs sont arrondis à l'unité près, les pourcentages sont arrondis au dixième près. Les statistiques sont données sur les 934 réponses complètes. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

G.4 Régression des variables explicatives sur la variable de traitement

Tableau 53 – Régression des variables explicatives sur le traitement avec contrôle par les caractéristiques individuelles n°1 (effets marginaux moyens)

	Confiance	Argent public	Red. juste	Red. pas assez	Red. trop	Patrim. juste	Patrim. pas assez	Patrim. trop
information=0	REF	REF	REF	REF	REF	REF	REF	REF
information=1	.167	.0867	-.0069	-.0099	.0168	.0373	.0447	-.082**
	(.122)	(.0577)	(.0254)	(.033)	(.0291)	(.0246)	(.0311)	(.0327)

Notes : Le tableau présente les effets marginaux moyens du traitement sur les variables mentionnées. Pour les variables "confiance" et "argent public", les effets marginaux moyens sont simplement les coefficients de la régression linéaire de ces variables sur la variable de traitement. Pour les autres variables, puisqu'il s'agit de plusieurs réponses possibles à une même question, les effets marginaux moyens viennent d'une régression Logit multinomiale. Les régressions incluent les variables de contrôle suivantes : sexe, niveau de revenus, niveau d'études, catégorie d'âge, situation matrimoniale, taille de l'agglomération de résidence, profession et catégorie socio-professionnelle (PCS). Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

Tableau 54 – Régression des variables explicatives sur le traitement avec contrôle par les caractéristiques individuelles n°2 (effets marginaux moyens)

	+ aisés juste	+ aisés pas assez	+ aisés trop	inter. juste	inter. pas assez	inter. trop	+ modests juste	+ modestes pas assez	+ modestes trop
information=0	REF	REF	REF	REF	REF	REF	REF	REF	REF
information=1	.0263	.0288	-.0551**	.0695**	.0159	-.0855***	.0628**	-.037	-.0259
	(.0272)	(.032)	(.025)	(.0301)	(.0164)	(.0315)	(.0312)	(.0262)	(.0327)

Notes : Le tableau présente les effets marginaux moyens du traitement sur les variables mentionnées. Les effets marginaux moyens viennent de régressions Logit multinomiales. Les régressions incluent les variables de contrôle suivantes : sexe, niveau de revenus, niveau d'études, catégorie d'âge, situation matrimoniale, taille de l'agglomération de résidence, profession et catégorie socio-professionnelle (PCS). Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

G.5 Régressions sur le groupe traité et le groupe de contrôle

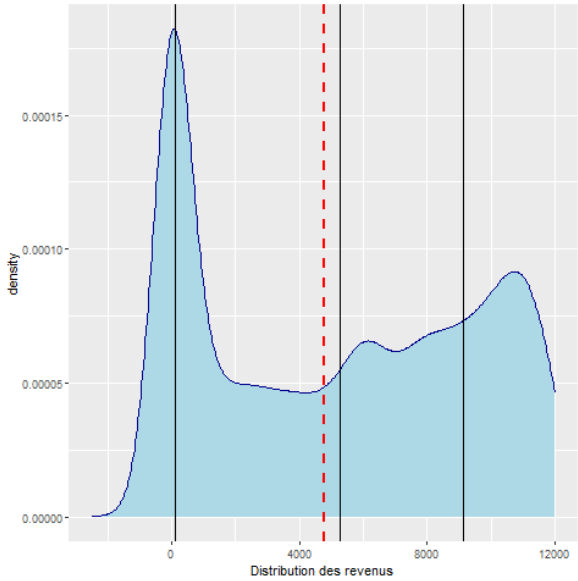
Tableau 55 – Régressions principales sur les variables de consentement - traitement (1,3,5) vs contrôle (2,4,6)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Femme	REF	REF	REF	REF	REF	REF
Homme	-.026	.0046	-.0528	-.0592	.0451	.0479
	(.0391)	(.0357)	(.0431)	(.0407)	(.0339)	(.0338)
Age	-.0016	-.002	1.8e-04	-.0043***	.0043***	.0041***
	(.0012)	(.0012)	(.0013)	(.0013)	(.0011)	(.0011)
Education	-.0053	.0114	-.0057	-.0267***	.0267***	.0169**
	(.0095)	(.0084)	(.0099)	(.0096)	(.0082)	(.0079)
Revenus	2.6e-06	-3.8e-06	-8.0e-06***	-9.9e-06***	6.9e-06***	-2.7e-07
	(2.8e-06)	(2.6e-06)	(2.9e-06)	(2.8e-06)	(2.3e-06)	(2.2e-06)
Revenus^2	-9.3e-12	2.2e-11	6.5e-11**	8.4e-11***	-6.8e-11***	5.5e-12
	(2.6e-11)	(2.3e-11)	(2.8e-11)	(2.5e-11)	(2.1e-11)	(2.1e-11)
Indice de connaissance	.0174	.0319*	.047**	.0493**	.0134	.0209
	(.0211)	(.0188)	(.0234)	(.0217)	(.0188)	(.0189)
Indice de confiance	.0211*	.0189	.0192	.0168	.0176*	.0189*
	(.0124)	(.0125)	(.0131)	(.0128)	(.0103)	(.0104)
Utilisation de l'argent public	.0527*	.029	.0622**	.0652**	.0923***	.117***
	(.0272)	(.0249)	(.0291)	(.0279)	(.0256)	(.0226)
Imposition des plus aisés						
Juste	REF	REF	REF	REF	REF	REF
Pas assez important	-.0337	.049	.0265	-.0021	.0667	.181***
	(.0537)	(.0466)	(.0572)	(.0621)	(.0524)	(.0563)
Trop important	-.125*	-.0026	-.0673	-.124*	.109*	.0062
	(.0662)	(.0546)	(.075)	(.0707)	(.0604)	(.0675)
Imposition des ménages aux revenus intermédiaires						
Juste	REF	REF	REF	REF	REF	REF
Pas assez important	.0127	-.285***	-.0484	-.359***	-.127**	-.132*
	(.0924)	(.0772)	(.0909)	(.0905)	(.0642)	(.0756)
Trop important	-.205***	-.229***	-.168***	-.23***	-.114***	-.08**
	(.0496)	(.0532)	(.0515)	(.0574)	(.0341)	(.0401)
Imposition des plus modestes						
Juste	REF	REF	REF	REF	REF	REF
Pas assez important	.0525	-.0148	-.0666	-.0767	-.0186	.0268
	(.0633)	(.0562)	(.0686)	(.0603)	(.0566)	(.0417)
Trop important	-.0292	-.122***	-.0777	-.0732	-.0093	-.129***
	(.0446)	(.0449)	(.0505)	(.0512)	(.0384)	(.0394)
Redistribution générale						
Juste	REF	REF	REF	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0146	-.104	-.0912	-.0261	-.0705	-.0362
	(.0584)	(.0639)	(.0687)	(.0669)	(.044)	(.0513)
Trop importante	-.0849	-.15**	-.176**	-.109	-.171***	-.034
	(.0639)	(.0662)	(.0744)	(.0744)	(.0565)	(.0585)
Imposition du patrimoine						
Juste	REF	REF	REF	REF	REF	REF
Pas assez importante	-.0199	.0207	-.0173	-.0826	-.0204	-.097*
	(.0608)	(.0684)	(.067)	(.0789)	(.059)	(.0577)
Trop importante	-.0563	-.125**	-.0928	-.101	-.0209	-.0774
	(.0578)	(.062)	(.0647)	(.078)	(.0573)	(.0515)
R^2	0.146	0.243	0.158	0.232	0.216	0.290

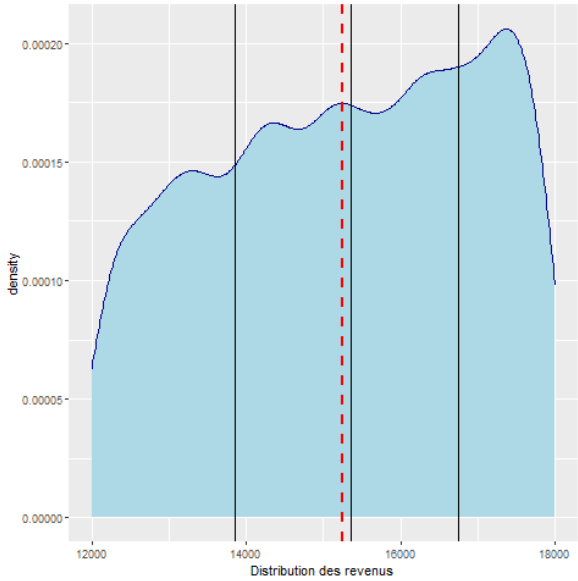
Notes : Le tableau présente les effets marginaux moyens des régressions principales sur le groupe de traitement (colonnes 1, 3 et 5) et sur le groupe de contrôle (colonnes 2, 4 et 6). La variable Y des colonnes (1) et (2) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau général des impôts est trop élevé, 1 sinon ; la variable Y des colonnes (3) et (4) vaut 0 si le répondant trouve que le niveau des impôts qu'il paye personnellement est trop élevé, 1 sinon ; et la variable Y des colonnes (5) et (6) vaut 1 si le répondant pense que payer ses impôts est un "acte citoyen", 0 sinon. Légende : ***Significatif au niveau 1%. **Significatif au niveau 5%. *Significatif au niveau 10%. Données issues du Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires, calcul des auteurs.

H Analyse des données de revenus

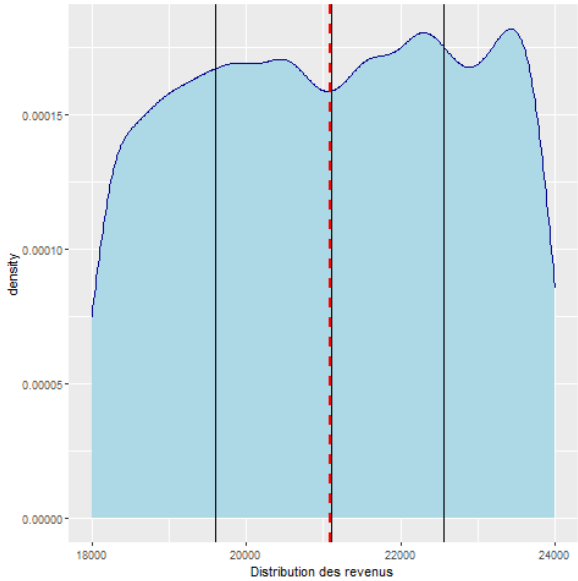
FIGURE 8 – Distribution des revenus annuels nets par tranche - Données ERFS



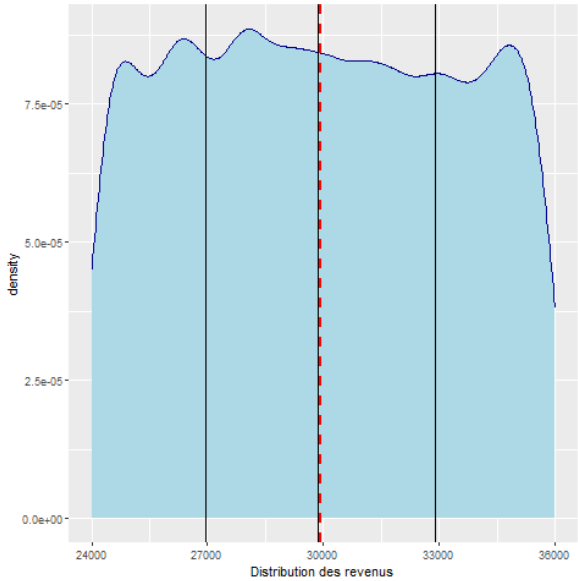
(a) Moins de 12 000 €



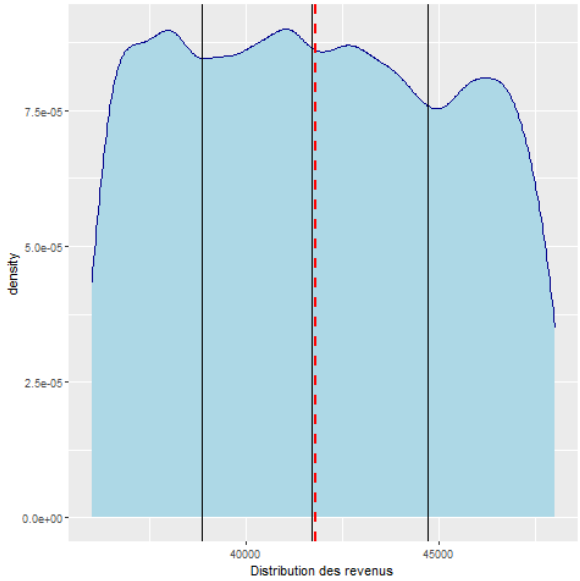
(b) 12 000 - 18 000 €



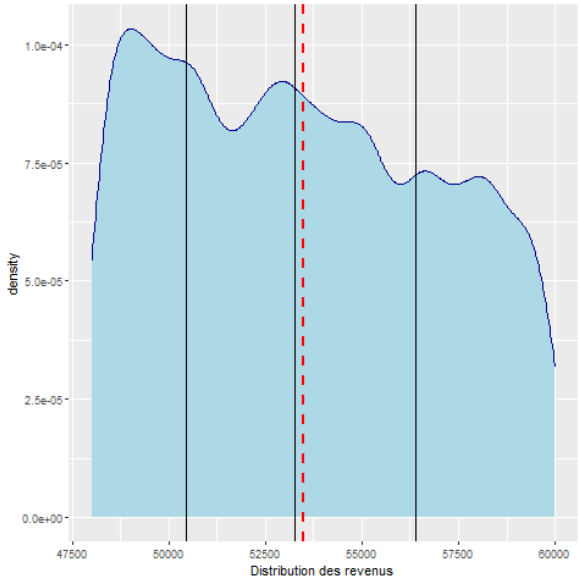
(c) 18 000 - 24 000 €



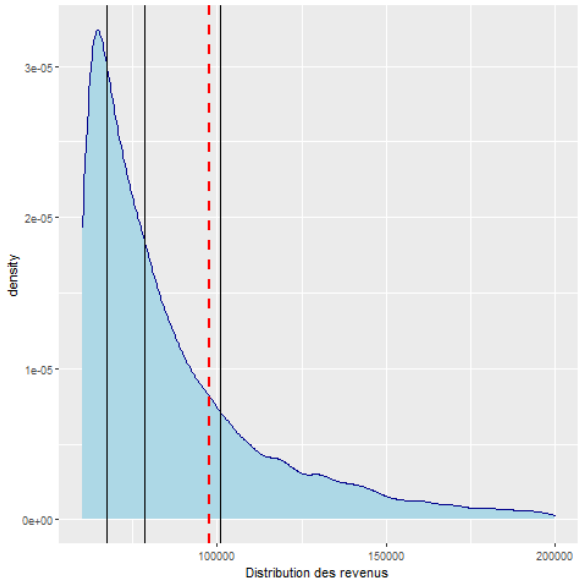
(d) 24 000 - 36 000 €



(e) 36 000 - 48 000 €



(f) 48 000 - 60 000 €



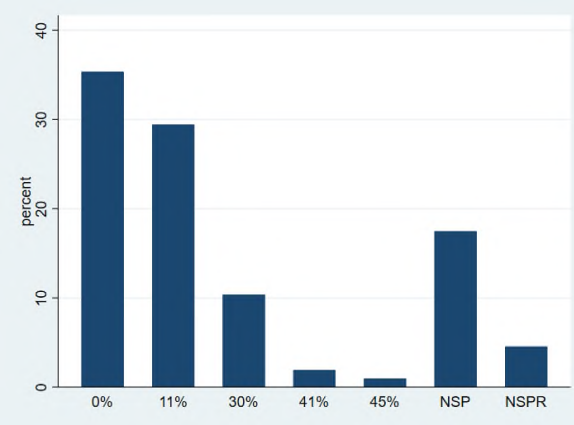
(g) Plus de 60 000 €

Note : La Figure 8 présente les courbes de densité des revenus annuels nets des ménages par tranche de revenus. Les lignes noires correspondent aux quartiles 1, 2 et 3. La ligne rouge en pointillé correspond à la moyenne.
Source : ERFS 2018 et calcul des auteurs.

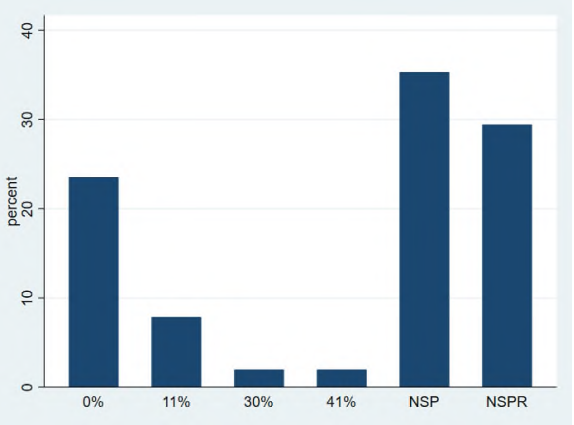
Tableau 56 – Part des ménages qui déclarent payer l'impôt (en %) - Comparaison entre données de l'enquête et ERFS

		IRPP		CSG		TH	
	Catégories	ERFS	CPO	ERFS	CPO	ERFS	CPO
<12,000€	Seul(e) sans enfant	3	17	82	35-65	33	25
	Seul(e) avec enfant	1	7	68	50-95	41	40
	En couple sans enfant	4	0	87	50-85	35	25
	En couple avec enfant	2	33	83	30-50	39	50
12-18,000€	Seul(e) sans enfant	13	35	100	55-75	54	41
	Seul(e) avec enfant	4	15	100	70-95	79	40
	En couple sans enfant	9	17	100	40-70	36	28
	En couple avec enfant	3	55	100	45-90	65	82
18-24,000€	Seul(e) sans enfant	63	70	100	77-90	85	45
	Seul(e) avec enfant	14	35	100	90	86	45
	En couple sans enfant	10	42	100	80-90	53	42
	En couple avec enfant	4	57	100	72-95	76	70
24-36,000€	Seul(e) sans enfant	87	80	100	85-95	91	63
	Seul(e) avec enfant	38	83	100	100	91	72
	En couple sans enfant	36	67	100	83-95	92	47
	En couple avec enfant	11	41	100	71-87	91	56
36-48,000€	Seul(e) sans enfant	93	70	100	75-95	94	70
	Seul(e) avec enfant	74	50	100	75	97	25
	En couple sans enfant	87	87	100	95-100	99	56
	En couple avec enfant	32	67	100	75-95	98	57
48-60,000€	Seul(e) sans enfant	95	80	100	60-100	96	80
	Seul(e) avec enfant	89	100	100	100	97	67
	En couple sans enfant	96	100	100	93-97	99	90
	En couple avec enfant	67	95	100	92-97	99	68
>60,000€	Seul(e) sans enfant	96	100	100	100	96	100
	Seul(e) avec enfant	95	100	100	100	98	80
	En couple sans enfant	97	100	100	75-85	100	85
	En couple avec enfant	90	100	100	100	99	87

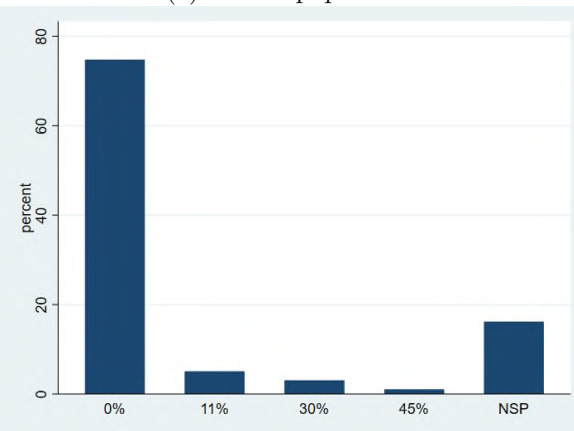
Note : Le tableau 56 présente le pourcentage de ménages déclarant payé l'IRPP, la CSG et/ou la taxe d'habitation par tranche de revenus du foyer et configuration familiale. Les colonnes ERFS renseignent le pourcentage de ménages ayant un IRPP, une CSG et/ou une taxe d'habitation strictement positive. Les colonnes CPO renseignent la part d'individus pensant payer l'IRPP, la CSG et/ou la taxe d'habitation.
Sources : ERFS 2018, Baromètre 2021 du Conseil des prélèvements obligatoires et calcul des auteurs.



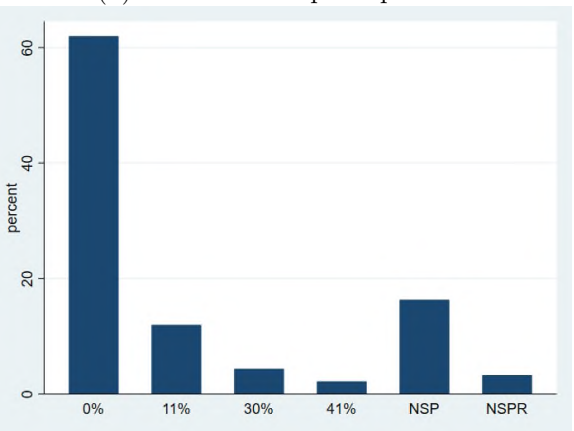
(a) Pooled population



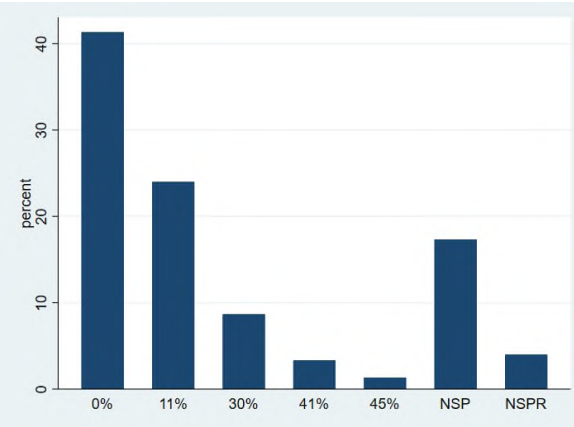
(b) Ne souhaitent pas répondre



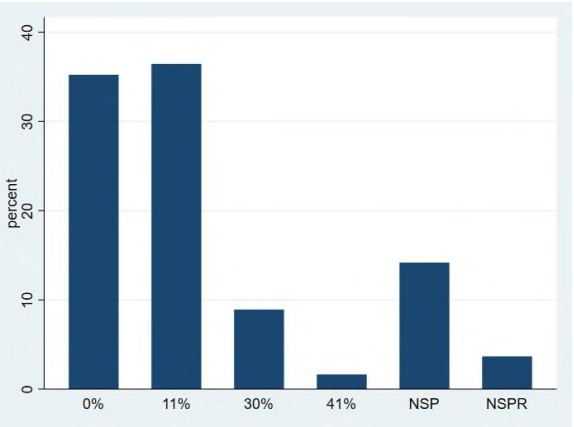
(c) Moins de 12 000 €



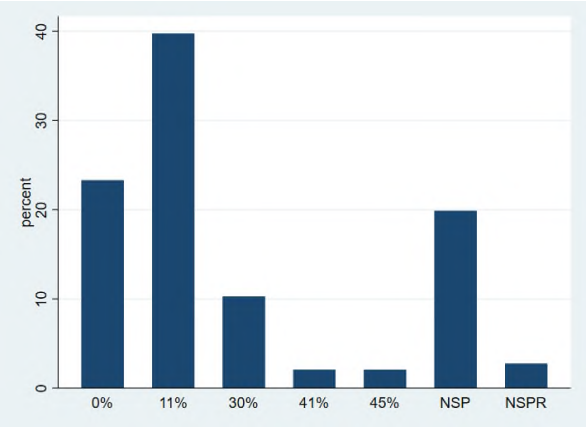
(d) 12 000 - 18 000 €



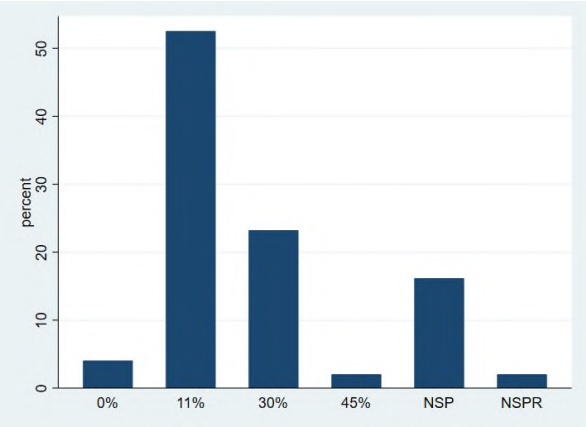
(e) 18 000 - 24 000 €



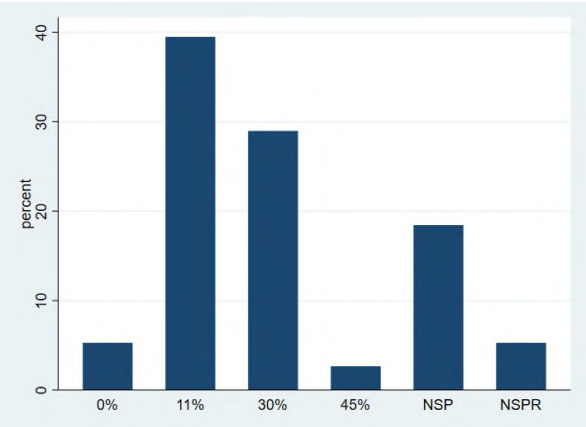
(f) 24 000 - 36 000 €



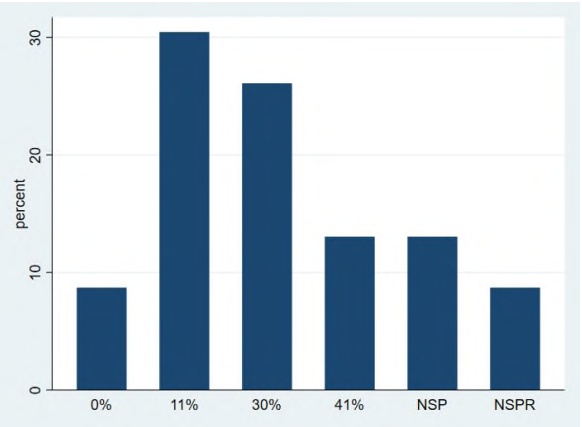
(g) 36 000 - 48 000 €



(h) 48 000 - 60 000 €



(i) 60 000 - 72 000 €



(j) Plus de 72 000 €

FIGURE 9 – Bar charts des taux marginaux par tranche de revenus - Données CPO

Note : Ces graphiques présentent le pourcentage des taux marginaux d'IR des répondants à l'enquête du CPO par catégorie de revenus. Ces graphiques ont été construits à partir d'informations déclaratives fournies par les répondants et peuvent donc différer de la réalité.

CREST
Center for Research in Economics and Statistics
UMR 9194

5 Avenue Henry Le Chatelier
TSA 96642
91764 Palaiseau Cedex
FRANCE

Phone: +33 (0)1 70 26 67 00
Email: info@crest.science
https://crest.science/

The Center for Research in Economics and Statistics (CREST) is a leading French scientific institution for advanced research on quantitative methods applied to the social sciences.

CREST is a joint interdisciplinary unit of research and faculty members of CNRS, ENSAE Paris, ENSAI and the Economics Department of Ecole Polytechnique. Its activities are located physically in the ENSAE Paris building on the Palaiseau campus of Institut Polytechnique de Paris and secondarily on the Ker-Lann campus of ENSAI Rennes.